

CAPITALISATION ISSUE
D'UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES

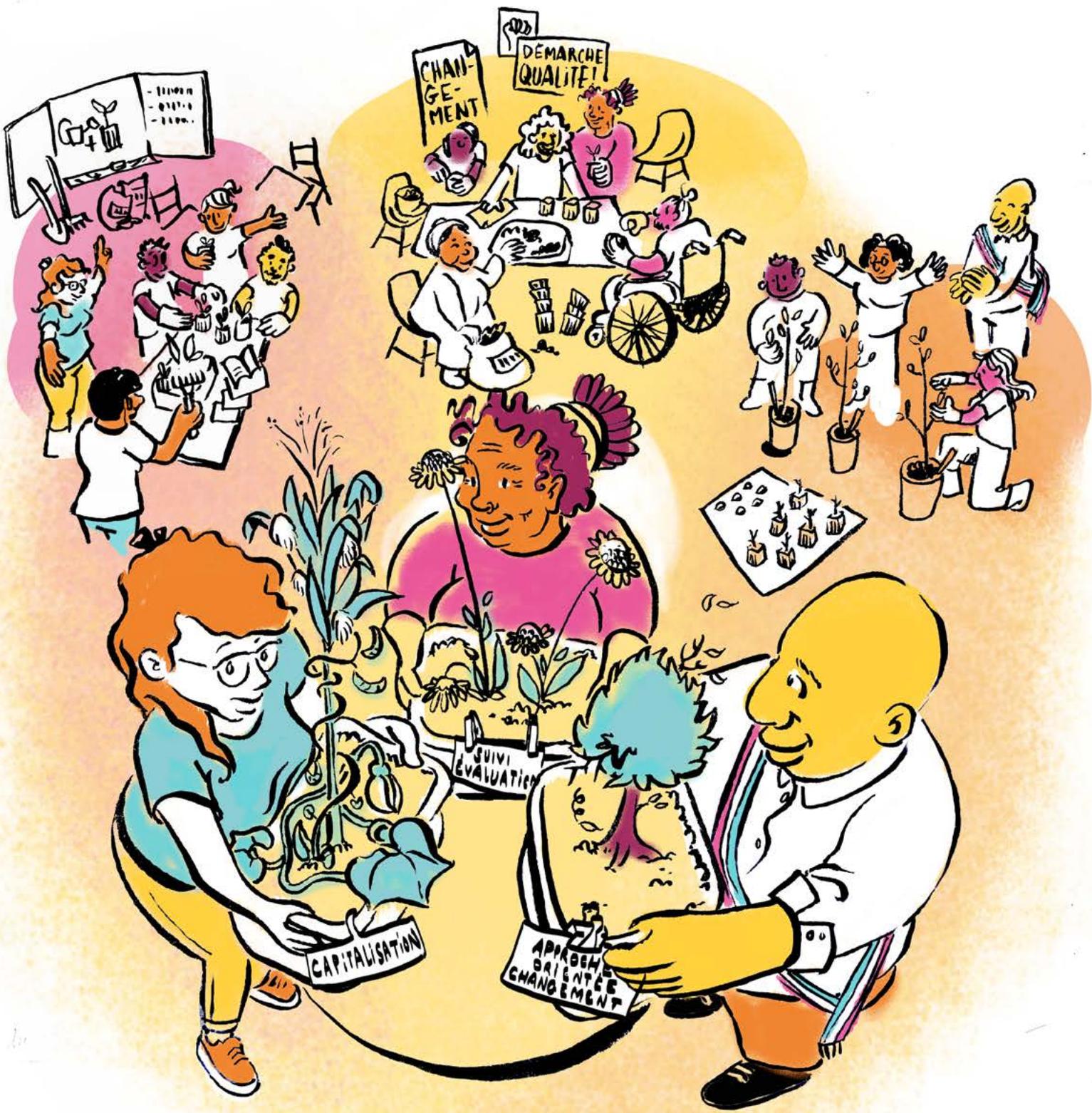
Effets et impact de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale



LES COLLECTIONS DU F3E

ÉCHANGES SUR







CAPITALISATION ISSUE
D'UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES

Effets et impact de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale



AVEC LE SOUTIEN DE :



Nos remerciements aux contributeurs et contributrices de cette communauté de pratiques :

AFDI Agriculteurs français et développement international	Laura Grandmougin Laurence Monnot
Bourgogne-Franche-Comté International	Agathe Procar Adèle Bresson
Cartooning for Peace	Barbara Moyersoem Anne Lourdin
Commerce Equitable France	Claire Ménard
Fédération Artisans du monde	Lise Tregloze Lisa Serero
Festisol	Jean-Marc Delaunay Alice Duplay Pauline Decaillon
Fonds pour la recherche en éthique économique	Jérôme Ballet Robin Vos
Frères des Hommes	Mathilde Crétien Marie Bouret
Kurioz	Benoît-Karim Chauvin François Guerry
RADSI	Tiphaine Ardouin
Secours Catholique - Caritas France	Luciano Gallo Isabel Esquerdo Caroline Doremus-Mege
Secours populaire français	Marine Samson Amandine Grieneisen Florence Tith

**PICTOGRAMMES RENCONTRÉS
DANS LE DOCUMENT :**



hyperlien cliquable

RÉDACTION DE L'OUVRAGE

Béatrice Seror
et Anne Kaboré Leroy
(Bâtir les solidarités collectives)

**COORDINATION
DE LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES**
Rodrigue Olavarria Tapia (F3E)

MISE EN PAGE

ILLUSTRATIONS
Marie Aubry
et Elodie Rivalan (la Comète)

RELECTURE

Marie-Agnès Ollier
(La voie de la plume)

Septembre 2021



AVANT-PROPOS

L'éducation à citoyenneté et à la solidarité internationale (Ecsi) est un secteur qui mobilise de plus en plus d'acteurs et d'actrices en France. La multiplicité d'actions, son ancrage territorial, la diversité de ses publics (scolaires, jeunes, adultes) et surtout sa finalité, en font un vecteur de changement social à fort potentiel.

L'Ecsi crée de manière continue des passerelles entre les territoires en France et à l'international, pour une solidarité à double sens. Les actions d'Ecsi ont ainsi l'ambition de générer du changement tant au niveau local que global, ici et ailleurs. Pour y parvenir, les acteurs et actrices de l'Ecsi mettent en place de nombreux projets, dans des dynamiques collectives qui favorisent l'approche multi-acteurs et actrices et le développement de partenariats.

Dans ce foisonnement d'activités, de nombreuses questions se posent : comment identifier et mesurer les changements obtenus par les actions menées pour les porteurs et porteuses de projets, pour les équipes, pour les bénévoles et les partenaires ? Quelles pratiques permettent de capter les effets produits, comment sont-elles déployées et à quelle échelle ?

C'est à partir des pratiques des membres d'Educasol et du F3E que nous avons initié ce travail afin de les mettre en dialogue, de les analyser, dans une dynamique collective favorisant l'apprentissage entre pairs.

L'objectif de cette publication est donc de partager les expériences inspirantes et les apprentissages de ce groupe qui a dû naviguer au rythme de la pandémie de covid.

Je profite de ces mots pour rendre hommage à Sophie Perez qui a beaucoup œuvré pour cette communauté de pratiques, et plus largement pour la solidarité et la coopération internationale. Elle nous a quitté le 29 décembre 2019, mais son action restera dans le cœur des collègues du F3E. Nous dédions cette publication à sa mémoire.

Bonne lecture,

Angeles Estrada

Directrice du F3E

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	5
SIGLES ET ACRONYMES	8
01 LA CP, UNE PHASE D'UN PROCESSUS DE LONG TERME	11
02 DES ORGANISATIONS DIFFÉRENTES, UN CONTEXTE PARTICULIER	17
2.1 UNE DIVERSITÉ DE MEMBRES, DES PRÉOCCUPATIONS COMMUNES	20
2.2. L'ECSI ET LA CRISE COVID	21
03 LA NOTION DE QUALITÉ, DÉNOMINATEUR COMMUN DE LA CP	23
3.1 INTERROGER L'ACTION POUR EN RENFORCER L'IMPACT	26
3.2. LA TERMINOLOGIE : CONCEPTS VERSUS OPÉRATIONNALITÉ	28
04 LES MARGES D'AMÉLIORATION COLLECTIVE	31
4.1. LE CHANGEMENT SOCIÉTAL	34
4.2. LES PARTIES PRENANTES	38
4.3. L'ACCOMPAGNEMENT	42
4.4. POINTS DE MÉTHODE	44
05 CONCLUSION	49



06 DES EXPÉRIENCES INSPIRANTES

57

LISTE DES EXPÉRIENCES CAPITALISÉES	60
FICHE 1. LE FESTIVAL DES SOLIDARITÉS	62
FICHE 2. E'CHANGEONS LE MONDE, ARTISANS DU MONDE GAP	68
FICHE 3. RADI SI NOUVELLE-AQUITAINE	72
FICHE 4. COMMERCE ÉQUITABLE FRANCE	76
FICHE 5. BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ INTERNATIONAL	80
<i>Encadré 1. Les 5 objectifs des tandems</i>	86
<i>Encadré 2. Extraits de la fiche bilan "Tandems solidaires"</i>	87
FICHE 6. SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS	88
FICHE 7. SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS	92
FICHE 8. SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE	94
FICHE 9. FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE	100
<i>Encadré 3. Le projet JACE</i>	105
FICHE 10. FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE	106
<i>Encadré 4. Instagram pour évaluer l'éducation à la citoyenneté : le projet Being 21</i>	109
FICHE 11. FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE	112
FICHE 12. FRÈRES DES HOMMES	118
<i>Encadré 5. Lettres de Pépins</i>	120
FICHE 13. LA DÉMARCHE DE KURIOZ	124
FICHE 14. AFDI	128
<i>Encadré 6. Questionnaire apprenant-e</i>	132
FICHE 15. CARTOONING FOR PEACE	134
FICHE 16. COMMERCE ÉQUITABLE FRANCE	138

07 ANNEXES

141

7.1. TERMINOLOGIE : UN ÉCLAIRAGE SUR LE SENS DES MOTS	142
7.2. LA GRILLE DE LECTURE DE L'EXPÉRIENCE D'ÉVALUATION DES EFFETS	144
7.3. DU CONCEPT À LA MISE À PRATIQUE : LES QUESTIONS À SE POSER POUR PRÉPARER L'ÉTUDE D'OBSERVATION OU DE MESURE DES EFFETS	146
7.4. NOTE DES ILLUSTRATRICES	148

SIGLES ET ACRONYMES

AFD

Agence française de développement

AFDI

Agriculteurs français et développement international

AOC

Approches orientées changement

BFCI

Bourgogne Franche-Comté international

CAD

Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

CEF

Commerce équitable France.

CFP

Cartooning for peace.

CNEAP

Fédération professionnelle d'établissements catholiques.

Le « + » désigne l'ensemble des autres identités, orientations, expressions qui ne sont pas représentées dans les autres lettres du sigle.

Covid

Coronavirus disease

CP

Communauté de pratiques

DSE

Dispositif de suivi-évaluation

ECE

Projet « Écoles de commerce équitable »

ECM

Éducation à la citoyenneté mondiale

Ecsi

Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

EFQM

European Foundation for Quality Management

FADM

Fédération Artisans du monde

FDH

Frères des Hommes

FSM

Forum social mondial

JACE

Jeunes Ambassadeur·rice·s du commerce équitable

ONG

Organisations non gouvernementales



OCDE

Organisation de coopération et de développement économiques

RADSI

Réseau associatif pour le développement de la solidarité internationale

RADSI NA

RADSI Nouvelle-Aquitaine

SCCF

Secours catholique Caritas France

SPF

Secours populaire France



01

**LA COMMUNAUTÉ
DE PRATIQUE,
UNE PHASE
D'UN PROCESSUS
DE LONG TERME**





01

LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE, UNE PHASE D'UN PROCESSUS DE LONG TERME

La communauté de pratiques (CP) « L'évaluation de l'impact de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (Ecsi) » est une des étapes du processus de réflexion et d'analyse sur l'évaluation des actions d'Ecsi porté conjointement par Educasol et le F3E, avec le soutien de l'AFD, depuis plus d'une décennie.

La Communauté de Pratiques, une étape du processus de réflexion et d'analyse sur l'évaluation des actions d'Ecsi

Ce processus a donné lieu à différents espaces de travail et plusieurs productions :

UN PEU D'HISTOIRE

- 2012 Educasol et F3E animent une recherche-action participative, avec huit ONG et une collectivité territoriale, dont l'objectif est de construire une démarche méthodologique de suivi et d'évaluation des effets et de l'impact d'actions d'Ecsi.
- 2014 Production d'un guide méthodologique,  **Sur le chemin de l'impact de l'éducation au développement et à la solidarité internationale – Repères méthodologiques pour apprécier ce qui est en mouvement**, destiné à aider les porteur-euse-s de projet à concevoir leur propre démarche de planification, suivi et évaluation des changements.
- 2015  **Journée d'échange** réunissant des commanditaires d'évaluations (ONG et collectivités territoriales, porteur-euse-s d'actions ou programmes d'Ecsi, évaluateur-riche-s expert-e-s des questions d'Ecsi, pouvoirs publics et bailleurs de fonds au niveau national ou territorial) pour partager leurs attentes et représentations sur l'évaluation et identifier les leviers et freins à l'apprentissage.
- 2015 Création d'un blog sur l'évaluation des actions d'Ecsi.
- 2015-2016 Étude transversale sur la culture de l'évaluation dans les actions d'Ecsi en Europe, publiée en 2016.
- 2017-2018 Réalisation de deux sessions de formation « Évaluer les effets de ses actions d'Ecsi », avec une ouverture sur les approches orientées changement.
- 2018-2019 **Ateliers de construction collective d'une communauté de pratiques.**

La CP avait pour programme de poursuivre la réflexion et les expérimentations autour de quatre axes définis lors des ateliers préalables qui se sont déroulés entre 2018 et 2019 :

1. Le changement sociétal :

- établir des liens entre actions d'Ecsi et enjeux sociétaux ;
- faciliter la participation des publics à la construction et/ou la conduite de l'action d'Ecsi.

2. Les parties prenantes :

- créer une culture partagée pour l'évaluation au sein de la structure ou du réseau ;

- solliciter la participation des parties prenantes, dont les publics, dans la mesure des effets de l'action d'Ecsi, y compris sur le court terme.

3. L'accompagnement :

- adapter les formats et la temporalité de l'évaluation aux contraintes et aux spécificités des publics ;
- intégrer des questionnements évaluatifs par petites touches dans les temps d'animation.

4. Les points de méthode :

- former les membres de son réseau ou de son collectif à l'évaluation de l'impact par l'échange d'expérience ;



- faciliter l'entrée dans l'évaluation par une approche par les petits pas.

Prévue sur une durée de 12 mois, la CP s'est finalement déployée sur 20 mois. Son déroulement a été impacté par la dissolution d'Educasol (fin 2019), l'altération de l'équipe d'animation du F3E et la crise sanitaire.

Six rencontres ont été organisées :

- en présentiel, le 29 octobre 2019 ;
- en distanciel, les 9 juin et 1er juillet 2020, ainsi que les 20 janvier et 2 avril 2021 ;
- en format hybride, le 24 juin 2021.

Ce rapport présente une synthèse analytique de la production de la CP et de ses membres.

À NOTER

Même si les membres de la CP n'utilisent pas les termes « démarches et outils qualité », qui relèvent de la terminologie du F3E, nous les emploierons pour désigner l'ensemble des démarches, approches et outils méthodologiques visant à « améliorer la qualité de leurs actions et de leurs organisations¹ ». De même, le terme d'*étude* a été préféré à celui d'*évaluation*, s'agissant des effets, car il englobe une diversité de démarches et d'objectifs qui ne sont pas toutes du ressort de l'évaluation, laquelle, aux yeux du F3E, sous-tend un jugement porté sur l'action.



1 - « Démarches qualité et ONG de solidarité internationale », note de synthèse, atelier du 29 mai 2012 : « Introduction à la démarche EFQM – Application dans le secteur des ONG en Belgique et présentation de la démarche envisagée en France pour l'élaboration d'un cadre de référence commun pour la qualité », F3E-Coordination Sud.

02

**DES
ORGANISATIONS
DIFFÉRENTES,
UN CONTEXTE
PARTICULIER**





02

DES ORGANISATIONS DIFFÉRENTES, UN CONTEXTE PARTICULIER

Les membres de la CP se caractérisent par leur variété. Les organisations en réseau sont majoritaires, dont certaines multiacteurs et actrices (BFCI, Resacoop). Les champs thématiques sont larges (Festisol, KuriOz, CPF, Cneap) ou plus spécifiques (CEF, Fadm). Les périmètres d'intervention vont du régional à l'international, l'Ecsi étant parfois associée à des actions de solidarité à l'international (Afdi) et/ou en France (Secours Populaire Français, Frères des Hommes, Secours Catholique).

2.1 UNE DIVERSITÉ DE MEMBRES, DES PRÉOCCUPATIONS COMMUNES

La diversité des acteur·rice·s, des modes d'intervention et des enjeux offre un panorama large, favorable au croisement des regards, à la prise de recul et à la mise en évidence d'enjeux généraux ou plus spécifiques.

POINTS DE VUE

LE PUBLIC CIBLE DE LA MESURE DES EFFETS ET L'IMPACT

Les acteurs·rices sociaux·ales auprès desquels·les les porteurs·euses d'action cherchent à connaître l'impact de celle-ci sont les suivants :

En milieu scolaire, majoritairement :

- *les jeunes participant aux dispositifs d'éducation au commerce équitable (démarche de baromètre lancée par le projet ECE) ;*
- *les jeunes des lycées professionnels (évaluation du projet Being 21) ;*
- *les élèves-apprenti·e·s, le binôme enseignant·e-bénévole ou salarié·e et la posture de l'animateur·trice (projet Exp'ose) ;*
- *les élèves et les détenu·e·s ayant participé aux ateliers (Cartoning for Peace - CFP) ;*
- *les élèves et les professeur·e·s (projet Jace, et Afdi) ;*
- *les établissements qui s'engagent dans le processus de labellisation « Écoles de commerce équitable » : pour autant, au-delà de l'institution, il s'agit bien de valoriser la mobilisation de jeunes élèves, étudiant·e·s, enseignant·e·s, parent·e·s et membres de la communauté éducative ;*
- *les porteur·euse·s de projet : référent·e·s pédagogiques et représentant·e·s d'associations, ainsi que les élèves pour ce qui est du dispositif « Tandems solidaires ».*

Hors milieu scolaire, majoritairement :

- *les publics des actions menées dans le cadre du Festisol ;*
- *les publics en situation de précarité aidés par les structures du SPF et qui connaissent des réalités de vie très diverses ;*
- *les jeunes, les détenu·e·s, les migrant·e·s, les bénéficiaires du RSA... auquel·le·s s'adressent les actions des partenaires du projet Act'ODD ;*
- *cinq villages « Copain du monde » en France et à l'étranger, ainsi que des enfants et adultes ayant participé à un village en France et à l'étranger ;*
- *les Pépins, ou porteur·euse·s de projets, dans le cadre d'une démarche de prise de recul mise en œuvre par FDH ;*
- *concernant le SCCF, il s'agit d'identifier les retombées de la participation du SCCF au Forum social mondial (FSM) au niveau individuel et collectif en précisant qu'il ne s'agissait pas de mesurer l'impact des FSM aux changements du monde ou changements sociétaux.*



2.2. L'ECSI ET LA CRISE COVID

La crise sanitaire, le confinement et la limitation des regroupements impactent le secteur de l'Ecsi en accélérant des tendances dont certaines se profilaient antérieurement à la crise.

Celles-ci concernent :

les contextes, les perspectives et les représentations des publics :

- La prise de conscience des interdépendances est plus forte pour certain·e·s, tandis que l'isolement renforce le repli sur soi pour d'autres.
- La crise illustre le fait que des changements sociaux et de modes de vie sont possibles de manière rapide, surtout s'ils sont soutenus par une volonté politique.

le sens même de l'Ecsi. Ainsi, il convient :

- de lui redonner du sens dans un contexte où les changements sociétaux s'imposent ;
- de s'interroger collectivement sur la manière dont les acteur·rice·s de l'Ecsi s'impliquent et se mobilisent ;
- d'en avoir une vision plus large et plus ouverte (par exemple en y valorisant l'engagement des bénévoles).

la réorganisation, voire une refonte, des actions et des modes d'intervention :

- L'incertitude est de mise, et les acteur·rice·s doivent apprendre à la gérer.
- D'autres modalités de sensibilisation doivent être imaginées en dehors du présentiel (à distance, sur l'espace public par exemple).
- Les animations en distanciel ont tendance à toucher des publics de convaincu·e·s, mais la nécessité de passer par l'outil informatique peut être source d'exclusion pour ceux et celles qui n'y ont pas accès.

- Les animations numériques imposent un changement de format mais aussi une révision des programmations, alors que le Web permet une délocalisation des publics.
- Beaucoup d'actions en milieu scolaire sont annulées. Celles qui ont lieu sont très appréciées par les enseignant·e·s et les élèves, ne serait-ce que parce qu'elles permettent de sortir d'une forme de huis clos.

la mobilisation des bénévoles :

- La crise (crise sociale, pauvreté) et le besoin de forces vives sur la logistique des activités de solidarité redéfinissent les priorités des acteur·rice·s aux dépens de l'Ecsi.
- Beaucoup d'entre eux·elles sont âgé·e·s et considéré·e·s comme personnes à risque, ce qui peut renforcer des tendances au repli et à l'individualisation. D'autres sont directement victimes de la pandémie.

Les équipes salariées sont aussi impactées par ces évolutions.

La crise sanitaire conduit les acteur·rice·s à réinterroger le format de leurs actions, en s'appuyant notamment sur le numérique mais de manière non exclusive.

Peut-être du fait du caractère d'urgence et non anticipé de la situation, les approches qualité semblent être peu concernées par la réflexion.

03

LA NOTION DE QUALITÉ, DÉNOMINATEUR COMMUN DE LA CP





03

LA NOTION DE QUALITÉ, DÉNOMINATEUR COMMUN DE LA CP

Les membres de la CP ont tous et toutes une pratique des « démarches et outils qualité », notamment des évaluations externes, des autoévaluations, des enquêtes de satisfaction, des dispositifs de suivi-évaluation. S'il-elle-s considèrent l'évaluation comme un outil parmi d'autres (notamment le suivi-évaluation, l'autoévaluation, l'étude d'impact, la capitalisation), il-elle-s utilisent souvent ce terme comme un concept « fourre-tout » dans un sens générique¹, pour les désigner.

1 - « Évaluer : déterminer approximativement la durée, la quantité, le nombre, l'importance de quelque chose » (Larousse).

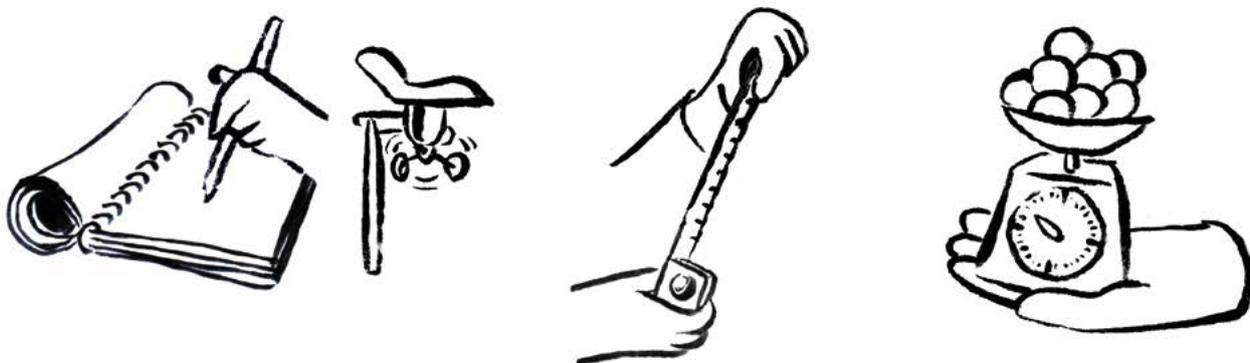
3.1 INTERROGER L'ACTION POUR EN RENFORCER L'IMPACT

POINTS DE VUE PRÉCISION SÉMANTIQUE

L'expression **démarche d'observation des effets** est majoritairement utilisée, celle de « démarche ou outil qualité » quasiment pas, et quand elle l'est, elle désigne autre chose : la « démarche qualité » des établissements scolaires, qui systématiquement proposent un questionnaire d'évaluation suite à une animation avec un-e intervenant-e extérieur-e. C'est par ailleurs le « groupe qualité » de l'AFDI qui est à l'initiative de l'expérimentation sur la mesure du changement de perception.

Les motivations des membres de la CP à mettre en œuvre de telles approches sont convergentes :

- apprécier les changements produits par les actions en matière d'évolution des représentations, savoirs, savoir-être et savoir-faire pour en tirer des enseignements et les valoriser ;
- faire que les organisations se saisissent de l'évaluation des effets/de l'impact pour améliorer les animations, dans la forme et dans le fond, les actions et les dispositifs ;
- donner du sens à ces démarches pour mieux mobiliser les parties prenantes et rendre les informations compréhensibles en interne et en externe.



POINTS DE VUE

Entreprendre la démarche répond à deux motivations principales :

- **apprécier la contribution des actions d'Ecsi aux changements sociétaux :** valoriser l'utilité sociale des actions (SPF), identifier les effets concrets que nous souhaitons provoquer (FADM), aborder les aspects d'impact (AFDI), mesurer les effets des dispositifs (CEF), identifier les effets d'un engagement citoyen (FDH), apprécier les changements de représentation des élèves (CFP), tester grandeur nature une enquête longitudinale (FADM), évaluer les compétences acquises (FADM), avoir des données qualitatives pour mener à bien une évaluation des effets produits par nos actions sur les publics visés, mesurer les changements de regard et de comportement recherchés (KuriOz).
- **renforcer les capacités (dispositifs et méthodologies) :** accompagner le réseau dans une démarche collective d'apprentissage, d'une édition à l'autre, pour renforcer les pratiques d'Ecsi (Festisol), améliorer la qualité des projets d'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) en améliorant l'accompagnement proposé aux porteur·euse·s de projets (BFCI), mettre en place une démarche d'évaluation d'impact interne afin d'analyser les types de changements induits en interne suite à la participation du SCCF au FSM (SCCF), ancrer une démarche de mesure, d'appréciation des effets qui s'inscrit dans la durée (Radsil NA), mettre en place un outil de suivi-évaluation, et accompagner au changement (CEF), mettre en place des démarches variées de suivi-évaluation (Fadm), se former aux approches orientées changement - AOC (KuriOz).



Elle donne à comprendre : Il s'agit non seulement de montrer les effets des villages « Copain du monde » sur les individus qui y participent, et, par extension, ce que ces derniers apportent à la société après avoir vécu cette expérience, mais aussi d'exposer comment ces effets sont produits (SPF).

Les membres de la CP attribuent aux démarches qualité différentes finalités :

- vérifier la cohérence entre le sens, les attendus et le réalisé ;
- prendre en compte la globalité du projet et son utilité sociale ;
- prendre du recul : vérifier ce qui fonctionne et réorienter si nécessaire ;
- apprendre et améliorer les pratiques ;
- changer d'échelle d'intervention tout en gardant la qualité du projet ;
- donner de la visibilité et valoriser ce qui est fait.

3.2. LA TERMINOLOGIE : CONCEPTS *VERSUS* OPÉRATIONNALITÉ

Le vocabulaire et la terminologie utilisées sont assez imprécises. Par exemple, les membres de la CP parlent de manière peu différenciée de *démarche* (le plus souvent), de *dispositif* ou d'*outil*. Outre l'absence de référence commune et la présence d'usages propres à chaque organisation, cela traduit une recherche d'adhésion large de toutes les parties

prenantes, à travers un vocabulaire qui peut être partagé en étant le moins connoté possible : par exemple, le mot *évaluation* peut être assimilé à du contrôle ou de la redevabilité, comme dans le milieu de l'Éducation nationale, ou pour certain-e-s opérateur-ric-e-s, auquel-le-s il évoque les exigences des financeur-euse-s.

POINTS DE VUE PRÉCISION SÉMANTIQUE

Le terme **évaluation** est connoté et associé au rendre-compte aux bailleurs. Cela rend difficile l'appropriation et l'adhésion des collectifs (Festisol) à la démarche.

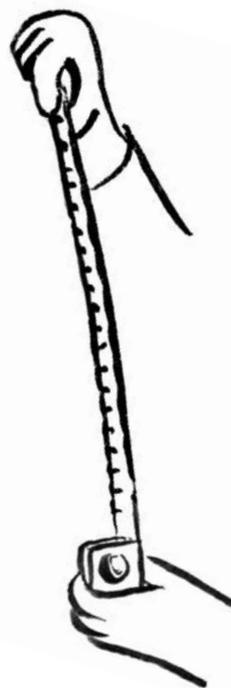
Lors de la première réunion collective regroupant les 12 fédérations pilote du Secours populaire participant à un atelier sur le sens de la démarche d'observation des effets, nous avons échangé sur la différence entre mesure des effets des actions et évaluation des résultats.

L'expression **observation des effets** apparaît plus appropriable par tous, mais son sens est plus restrictif.



Nous souhaitons aller au-delà de l'observation pour mesurer, le plus objectivement possible, les effets de nos actions. » SPF

Connaître les **effets produits par les actions** sur les diverses parties prenantes est la priorité à ce stade. C'est ensuite que la question des changements sociétaux à long terme pourra être posée. Il semble que ce soit ce passage des effets aux changements sociétaux que recouvre le terme d'impact.





POINTS DE VUE

L'impact d'une action d'Ecsi est complexe à analyser et à valoriser. Dans le cas du Festisol, nous parlons d'effets et non d'impact, nous essayons de voir quels « petits pas » nous avons favorisé par les animations d'Ecsi et comment rester en lien pour poursuivre la réflexion tout au long de l'année.

Pourquoi et comment différencier résultat et effet ? Le facteur temps - au sens d'observer les effets 3, 10 ou 15 ans après l'action - est-il la différence entre l'observation des effets et l'évaluation de l'impact ? KuriOz le confirme en prévoyant une analyse d'impact à l'issue seulement d'un troisième triennal, laquelle s'appuiera sur un dispositif de recueil de données coconstruit durant le deuxième triennal.

Le SCCF se réfère à l'identification des résultats (après l'action), des effets (moyen terme) et des impacts (long terme).

Par ailleurs, **des distorsions peuvent affleurer entre ce que les membres de la CP ont pu exprimer oralement et ce qu'ils et elles partagent à l'écrit.** Le temps de la capitalisation est celui du retour à l'action, aux contraintes du terrain, à une parole plus institutionnelle. Les échanges oraux en collectif sont propices à la prise de recul, à l'expression spontanée,

parfois exaltée, souvent idéalisée. Voyager entre les deux, productions écrites et échanges oraux, permet de cheminer ensemble sans se perdre, d'identifier des lignes de tension, d'en faire peut-être des balises, exprimées sous forme de constats, de questions, d'hypothèses, de pistes de travail à creuser au-delà de la CP.

POINTS DE VUE

Sont utilisés, au lieu du terme « effet », les substantifs : *retombée, changement, utilité sociale, résultat, impact.*

Un acteur (KuriOz) fait référence aux *approches orientées changement (AOC).*

Les verbes associés aux termes d'effet ou de changement sont : *identifier, répertorier, analyser, mesurer, apprécier, accompagner, valoriser, évaluer.*

Les définitions simples des termes *changement, résultat, effet, impact*, établies à l'issue de la recherche-action ayant abouti à la publication « Sur le chemin de l'impact », pourraient servir de référence commune



(cf. annexe Terminologie).



04

LES MARGES D'AMÉLIORATION COLLECTIVE





04

LES MARGES D'AMÉLIORATION COLLECTIVE

La CP a produit un certain nombre d'analyses en lien avec les quatre domaines, ci-après détaillés, porteurs d'enjeux et d'évolution identifiés dans les phases précédentes du processus (rappel des priorités initiales).

Sur la base des priorités établies dans chacun de ces domaines, la CP a identifié des axes de renforcement à partir de l'état des lieux réalisé collectivement et des expériences de chacun-e des membres.

4.1. LE CHANGEMENT SOCIÉTAL

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

La construction des référentiels sur les changements attendus intervient le plus souvent en fin de programme, au moment où se pose la question de l'analyse de l'impact. Ces référentiels sont pourtant essentiels pour la définition et la conception de l'action. En formulant précisément les changements attendus, ils explicitent et rendent partageable le sens de l'action et offrent une base de référence pour l'analyse des effets.

LES PRIORITÉS INITIALES

- établir des liens entre actions d'Ecsi et enjeux sociétaux ;
- faciliter la participation des publics à la construction et/ou à la conduite de l'action.

Clarifier le sens de l'action au regard de la problématique sociale

La définition des changements attendus reste générale (*un autre monde, changer les comportements*).



POINTS DE VUE

Les expressions oscillent entre deux registres :

- **la mission sociale** : *encourager les personnes en précarité à s'engager, donner envie d'agir, parler des solidarités, participer au FSM, renforcer le pouvoir d'agir, sensibiliser aux réalités des agricultures du Sud, sensibiliser aux enjeux du commerce équitable, donner l'occasion de participer activement à un projet d'éducation à la citoyenneté mondiale ;*
- **la problématique sociale** : *nourrir l'engagement citoyen, libérer la parole et développer l'esprit critique, lutter contre le décrochage scolaire, développer les compétences des élèves, faciliter l'engagement des jeunes.*



POINTS DE VUE TYPOLOGIE DES CHANGEMENTS

Les changements visés sont le plus souvent présentés sous forme d'une énumération terminée par des points de suspension.

Des typologies sont toutefois explicitées :

le SCCF les décline en savoirs, représentations, attitudes, comportements, savoir-faire, renforcement des compétences et des capacités ; BFCI en questionnement, marque d'intérêt, changement de posture, compétences – savoir, savoir-être, savoir-faire ; le Radsì NA en savoir-faire, savoir-devenir et savoir-être ; FDH en changement de comportement et modification des interactions sociales.

À quelques nuances qu'il serait intéressant de recenser, ces typologies constituent un tronc commun.

Il est par ailleurs remarquable que les changements visés soient principalement de niveau individuel, et plus rarement institutionnel.

Construire une théorie du changement¹ et s'interroger sur le sens de l'action (valeurs, hypothèses et conditions qui sous-tendent l'action) permet, au regard de la problématique sociale à laquelle l'organisation entend s'attaquer et la mission sociale qu'elle se donne, d'expliciter les liens entre actions d'Ecsi et enjeux sociétaux, et de clarifier sa démarche : ce vers quoi elle veut aller, comment le changement doit se faire, pourquoi, en quoi et comment l'action y contribue. Se doter en amont d'un référentiel des changements ou effets visés.

Ce travail d'analyse et de formulation des changements recherchés permet **la construction d'un référentiel** sur lequel s'appuyer, en amont pour construire l'action, en aval pour en suivre les effets, escomptés et réels.

POINTS DE VUE



[...] le besoin de définir un référentiel des changements recherchés par domaine et niveau d'action pour pouvoir élaborer la grille d'évaluation, les questions évaluatives et les indicateurs d'impact. » SCCF

La FADM cite le référentiel éducation d'Artisans du monde, inspiré du référentiel Ecsi d'Educasol, ou encore le cadre européen commun de référence pour les langues, dont s'inspire l'outil Portfolio.

1 - « [...] vision explicitement documentée (et donc évaluable) de la façon dont on pense que le changement doit se produire » (Rick Davies, « Representing Theories of Change: Technical Challenges with Evaluation Consequences », 2018), elle permet de réfléchir collectivement aux « conditions nécessaires pour réaliser le changement souhaité dans un contexte donné » (Iñigo Retolaza Eguren, « La théorie du changement », Hivos, 2016). S'intéressant aux liens de causalité (pourquoi, comment), elle offre un cadre d'analyse sur les effets et la manière de les atteindre, qui, s'il est construit collectivement, devient une feuille de route conceptuelle partagée par les parties prenantes, explicite et évolutive en fonction des réalités.

Disposer d'un référentiel permet de définir les critères et indicateurs de réussite.

POINTS DE VUE

Deux acteurs utilisent le terme « critère » :

- Le Radsî NA cite, comme élément de réussite de son expérimentation, les outils construits autour de questions ouvertes, une présentation de l'outil et un rappel des critères et des indicateurs recherchés.
- Pour CEF, la construction des critères du label « Écoles de commerce équitable » a permis d'identifier les grands axes d'engagement en faveur du commerce équitable. Dans ce cadre, *la sensibilisation au commerce équitable au sein de l'établissement scolaire est un critère. La démarche d'évaluation de l'atteinte de ces critères par les établissements s'inspire du système WFTO (World Fair Trade Organization), qui est le système de garantie propre au commerce équitable... Nous avons donc pris appui sur nos propres cadres de référence en matière de garantie et d'évaluation (applicables aux organisations de production et de distribution) pour les transposer à une démarche adaptée à des établissements scolaires. Les résultats d'une consultation de ces derniers sur la pertinence de la démarche valident globalement la démarche d'évaluation et la pertinence des critères.*

Les indicateurs sont évoqués dans les termes suivants :

- L'AFDI souhaite améliorer les indicateurs de résultats relatifs aux interventions dans les établissements scolaires.
- Le chercheur J.-L. Pernin, à l'initiative de l'outil Baromètre, précise : *L'analyse descriptive des résultats du test montre que la distance psychologique est un indicateur particulièrement intéressant pour mesurer les impacts des dispositifs d'éducation au commerce équitable. Il peut également s'appliquer à des thématiques éloignées des sphères de la consommation et permettre des mesures sur des enjeux plus globaux tels que le changement climatique, la préservation de la biodiversité, l'égalité des genres, etc. Le dernier avantage de cet indicateur est qu'il est plus visuel, graphique, dans sa forme que les indicateurs classiques. Il peut, là encore, être mieux adapté pour des publics très jeunes.*

Les outils présentés en annexe permettent aussi de faire émerger des indicateurs.

Par exemple :

- Cartooning for peace (CFP) prédéfinit des mots-clés associés aux représentations afin de voir dans quels sens celles-ci évoluent.
- L'AFDI identifie les préjugés sur les agricultures africaines qui pourraient évoluer.
- Le RADSI NA propose un questionnaire aux jeunes en début de projet *pour définir une situation « ante-Exp'ose ».*



Des points de vigilance conditionnent la réussite de cette démarche :

- construire le référentiel en amont ;
- identifier collectivement les niveaux de changement visés par les programmes ;
- s'inscrire dans la durée du changement de mentalités, dont la temporalité est plus longue que celle des projets ;
- créer ou décliner un référentiel pour chaque projet et public, au-delà du référentiel de la structure, pour prendre en compte les spécificités du projet ;
- partager, y compris en interne, les référentiels existants ;
- se doter des moyens nécessaires à la construction et à l'analyse.

POINTS DE VUE

Pour le SCCF, une des difficultés était que *les changements recherchés, et donc les indicateurs de suivi, n'étaient pas formalisés dès le début du projet, ce qui a rendu nécessaire un important travail de conceptualisation de la démarche (année 2018-2019) et de repérage dans les documents historiques liés à l'action... Garder certains indicateurs d'analyse constants dans le temps favorise une analyse des changements dans le temps.*

La FADM regrette le manque de temps pour *contextualiser les résultats avec d'autres facteurs internes et externes auxquels on n'avait pas pensé, notamment des indicateurs sociologiques (comme les caractéristiques sociales et scolaires des publics avec qui on agit), qui pourtant sont essentiels pour mieux comprendre les résultats.*

Kate, une volontaire en service civique qui a contribué à l'évaluation du projet JACE, plaide aussi pour sortir des cadres imposés :

“ Il faut sortir de la logique de l'indicateur quantitatif, il n'y a pas que ça. » **KATE**

Souvent, les changements attendus sont formulés (dans les dossiers de demande de subvention, par exemple), mais un travail d'approfondissement et de formalisation est nécessaire.

Néanmoins, le référentiel n'est pas écrit dans le marbre. Il peut être réinterrogé afin de correspondre à la réalité de terrain. La dimension évolutive du référentiel doit être questionnée dès le démarrage.



4.2. LES PARTIES PRENANTES

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Plus le sens de la démarche, son objectif, son utilisation, ses destinataires sont clarifiés, plus les parties prenantes peuvent s'y impliquer et plus les résultats sont exploitables et utiles à l'amélioration des pratiques et de l'action.

LES PRIORITÉS INITIALES

- Créer une culture partagée de l'intérêt de l'évaluation au sein de la structure ou du réseau ;
- Solliciter la participation des parties prenantes, dont les publics, dans la mesure des effets de l'action, y compris dans le court terme.

Identifier et qualifier les parties prenantes

La construction et la mise en œuvre de démarches d'observation des effets impactent l'organisation.

POINTS DE VUE FOCUS

Cet aspect est d'autant plus marqué lorsque :

- la motivation principale de la mise en œuvre d'une telle démarche est de répondre à la question du sens de la mobilisation au sein d'un réseau, ce qui est explicitement le cas pour les expérimentations de Festisol ;
- la démarche est mise en œuvre sur un programme qui recouvre un périmètre nouveau, comme pour le SPF, qui l'expérimente sur un premier projet triennal d'Ecsi mené au niveau national et en cours de lancement.

Le suivi est confié à un groupe de travail : pour le SPF *Mesure des effets*, pour Festisol *Apprendre ensemble des expériences*.

Rappelons que le terme *parties prenantes* recouvre une diversité de rôles, de postures et de fonctions, qui se croisent et se recoupent, parmi lesquels : les porteur-euse-s du projet (opérateur-riche-s) et leurs

partenaires opérationnel-le-s, les destinataires, les partenaires relais (ex. : établissements scolaires), les bailleurs, et aussi les salarié-e-s et les bénévoles, les animateur-riche-s et les observateur-riche-s.



De manière générale, leur implication apparaît limitée : retours difficiles des terrains, peu d'implication des destinataires et des partenaires.

Or, les démarches qualité ont tout à gagner du partage des points de vue et de l'implication des parties prenantes dans le processus.

Pour la favoriser :

- s'appuyer sur une cartographie des acteur·rice·s², pour distinguer d'une part ceux·elles impliqué·e·s

de ceux·elles impacté·e·s, et, d'autre part, les parties prenantes du projet des parties prenantes de la démarche qualité ;

- croiser différentes modalités d'évaluation impliquant différentes parties prenantes ;
- expérimenter de nouvelles approches (recherche-action, groupe témoin, apprentissage entre pairs...).

POINTS DE VUE

Les expériences capitalisées soulignent l'intérêt et l'apport d'impliquer dans la démarche qualité :

- **Les pair-e-s** : les démarches de co-construction portées par les collectifs renvoient à cette implication des pairs.

“ Échanger et apprendre des autres, qui ont mis en place des démarches de ce type avec des contraintes similaires, permet de commencer à penser la démarche. » **SPF**

L'évaluation par les pairs est aussi un aspect important de la procédure de labellisation « Écoles de commerce équitable ».

- **Des chercheur·euse·s** : comme le Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales, ou le Fonds pour la recherche en éthique économique, sollicités par CEF ou la FADM.
- **Des consultant·e·s** : comme SPF, pour l'évaluation d'impact « Village Copain du monde », et KuriOz, via le F3E. Chercheur·euse·s et consultant·e·s apportent un cadrage, un outillage méthodologique et une grande créativité dans les protocoles : par exemple, constitution d'un groupe neutre dans le cadre du baromètre pour comparer les jeunes ayant bénéficié d'un dispositif d'ECE et ceux·elles n'en ayant pas bénéficié ; utilisation d'Instagram afin de conforter les élèves dans un environnement qui leur est familier et permettre une expression plus aisée (FADM). Cette contribution est un *gage de réussite* (KuriOz).
- **Des volontaires en service civique**. Il ne s'agit cependant pas de leur donner à porter les démarches :

“ Si l'idée c'est de filer (l'évaluation) à un·e service civique ou à un·e stagiaire parce que, dans la structure, personne ne veut le faire, il ne faut pas oublier que, derrière, c'est une personne avec un travail précaire. [...] Si c'est vu comme un travail intéressant, mais que les gens n'ont pas le temps de le faire, il ne faut pas non plus se dire qu'un·e service civique sera un gain de temps, parce que ça nécessite un accompagnement des volontaires pour permettre de développer leurs capacités d'action et leur vision citoyenne [...] et se préoccuper de « Qu'est-ce que cette mission va leur permettre après ? » **VOLONTAIRE SERVICE CIVIQUE**

2 - Elle fournit une image des différent·e·s acteur·rice·s en fonction de leur rôle (bénéficiaires, partenaires...), de leur sphère d'influence, de leur niveau d'importance, de leur positionnement par rapport au projet de changement. Réalisée en amont en complément de la théorie du changement, elle aide à la définition du projet. Elle sera revisitée lors de la définition du processus d'observation des effets, pour établir les rôles de chacun·e (qui diffèrent de ceux du projet).

Assurer l'appropriation des démarches qualité par les parties prenantes et impliquer ces dernières dans la conception des outils

L'initiative de mettre en place une démarche qualité revient systématiquement à la « tête de réseau » ou à l'opérateur-riche principal-e. Les démarches qualité sont encore très souvent perçues comme relevant des seuls contrôles et redevabilité auprès des bailleurs.



POINTS DE VUE

La question de la redevabilité, frein ou moteur ?

L'analyse invite à ne pas avoir une approche trop manichéenne. Dans les motivations à entrer dans des démarches qualité, la redevabilité occupe une place assez systématique, au même titre que l'apprentissage. Et si la redevabilité est souvent évoquée comme une des raisons qui provoquent la méfiance des acteur-riche-s de terrain, beaucoup considèrent qu'une démarche d'observation des effets peut venir enrichir une évaluation de redevabilité. La redevabilité doit-elle être appréhendée sous le seul angle des bailleurs ou aussi sous celui des partenaires et des publics visé-e-s *in fine* ?

“ Il y a vraiment besoin que les associations s'emparent de cette question (de l'évaluation), pour être en capacité de ne pas juste évaluer parce que des financeurs l'ont demandé et à la manière dont il-elle-s l'ont demandé. Parce que, sinon, ça veut dire qu'on n'a pas du tout de contrôle sur ce qu'on fait. » **Projet JACE**

Dès lors, le retour d'information de la part des acteur-riche-s de terrain est difficile et se borne souvent à des données quantitatives basiques (nombre d'interventions, de participant-e-s...).

Pour que les opérateur-riche-s s'impliquent et s'approprient les démarches qualité, il-elle-s doivent leur donner du sens et voir que celles-ci sont au service de l'action et du renforcement de ses effets et de son impact.

La motivation, d'abord, mais aussi l'endurance et la persévérance des salarié-e-s qui portent, parfois de manière solitaire, les démarches d'observation des effets sont la condition *sine qua non* pour que la démarche aboutisse.



POINTS DE VUE

La démarche de questionnement doit présider à la construction des dispositifs d'observation des effets, à plus forte raison lorsqu'ils recouvrent une dimension pluri-acteur-riche.

Parmi ces questions : *Pour qui on évalue ? Qu'est-ce qu'on évalue précisément ? (Radsis NA) Qu'est-ce qu'on veut vraiment chercher à savoir et pourquoi ? (Projet JACE) Qu'est-ce que la SI ? Pourquoi on agit pour la solidarité et pourquoi on veut engager des personnes ? Quels sont les effets recherchés par nos actions ? Les publics ciblés ? Ou trouver ces publics ? Et c'est seulement après que la réflexion sur les animations peut commencer. (FADM)*

Ouvrir un chantier qui croise les modalités d'animation de ces questionnements collectifs semble très productif.

À titre d'exemple : le Radsis NA a expérimenté une formation/action (en distanciel) avec un outil numérique central, le mur des post-it. La FADM a quant à elle pratiqué des groupes d'interview mutuelle.

Assurer l'appropriation de la démarche dans une recherche d'amélioration des pratiques suppose de :

- lui donner du sens, convaincre sur le bien-fondé et partager les informations tout au long du processus ;
- s'assurer de la participation des parties prenantes dans leur diversité pour recueillir tous les points de vue et les impliquer dans l'analyse ;
- coconstruire les outils de recueil et d'analyse des informations, former à leur usage et s'assurer que les parties prenantes se sentent outillées.



POINTS DE VUE

Toutes les capitalisations soulignent que **l'appropriation des dispositifs par les parties prenantes** est décisive pour que les démarches « prennent ». Une stratégie descendant du « sommet à la base » l'entrave.

Par ailleurs Marc, volontaire en service civique, souligne l'intérêt de *considérer les volontaires qui réalisent les évaluations (certainement généralisable à tou-te-s ceux-elles qui orchestrent ces démarches) comme faisant clairement partie du processus d'évaluation. Il-elle-s sont porteur-euse-s d'une vision des acteur-riche-s et des problématiques concernées qui mériterait d'être explicitée pour enrichir la démarche.*

4.3. L'ACCOMPAGNEMENT

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Associer, former et accompagner les parties prenantes dans la démarche favorise leur implication en leur permettant d'en comprendre le sens, de s'approprier les méthodologies et les outils, et d'en tirer des enseignements enrichissants pour leur action.

LES PRIORITÉS INITIALES

- adapter les formats et la temporalité de l'évaluation aux contraintes et aux spécificités des publics ;faciliter la participation des publics à la construction et/ou à la conduite de l'action.
- intégrer les questionnements évaluatifs par petites touches durant les temps d'animation.

Accompagner dès l'amont de la réalisation de l'action

Pour accompagner les parties prenantes à la démarche qualité, il est souhaitable de favoriser :

- une implication en amont (sensibilisation sur l'intérêt d'évaluer, faire connaître la démarche, faire adhérer...);
- la co-construction, la formation, la mise à disposition et la communication sur les outils de recueil des données pour en voir l'utilité, les découvrir et se les approprier, tout en tenant compte de leur capacité à être adaptés aux spécificités des contextes, des publics, des animations pour plus de pertinence et d'utilité ;
- une démarche itérative et proche des préoccupations du terrain.





POINTS DE VUE

“ **Ne pas survaloriser l’outil « observation des effets » au détriment de la démarche. »**
FESTISOL

L’orientation actuelle du Festisol est *de mettre de côté la question de l’outil d’observation – longuement travaillé collectivement auparavant – pour mieux s’approprier la démarche. Cela permet de focaliser sur le sens*

“ **Trouver le bon équilibre entre des outils communs à tous et des marges de manœuvre données aux associations pour leur appropriation. C’est cela construire une démarche d’évaluation partagée. Attention toutefois à ne pas proposer trop d’outils. »** **RADSI NA**

“ **La démarche d’évaluation au fil de l’eau, incluant la co-conception partenariale d’outils d’évaluation expérimentés pendant les animations (des partenaires au projet ACT’ODD), participe de l’éducation populaire constitutive de nos associations. »** **KURIOZ**

Nombreux·euses· sont les acteur·rice·s qui se réfèrent à des outils, dont les questionnaires, qui ont un *tronc* commun et une forte dimension d’adaptabilité.

L’échange d’expérience est aussi un espace d’ajustement des expérimentations. Cette dynamique permet aux acteur·rice·s de terrain, qui vont mettre en œuvre les démarches évaluatives, d’adapter les outils aux contraintes et spécificités des publics, des animations et des territoires. Dans le cas du fonctionnement en réseau, cet aller-retour entre acteur·rice·s de terrain, chevilles ouvrières des évaluations, et acteur·rice·s relais ainsi que têtes de réseau permet d’adapter au fil de l’eau les démarches et les outils, et garantit leur utilité.

Associer les destinataires aux démarches

Les destinataires des projets sont soit des publics divers, soit des publics ciblés, tels que jeunes, populations précaires, enseignant·e·s, et, dans tous les cas, leur entourage.

Les impliquer dans l’expression et l’analyse des effets et de l’impact, même sur des actions ponctuelles, est souhaité, tout en posant la question de la redevabilité à leur égard.

Donner les moyens financiers et techniques

L’implication des opérateur·rice·s est rendue possible quand ceux·elles·ci ont les moyens techniques et financiers pour mettre en œuvre les démarches. L’observation des effets a un coût, ne serait-ce que par la mobilisation des ressources humaines qu’elle exige. Ce coût est plus important lorsqu’une organisation fait appel à une expertise externe, d’où l’importance de prévoir dans tout projet les moyens pour conduire l’observation et l’évaluation des changements.

4.4. POINTS DE MÉTHODE

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Les approches qualitatives sont riches d'enseignements et instructives en matière d'effets et d'impact ; elles sont aussi exigeantes en matière de méthodologie, depuis le recueil des données en passant par leur analyse jusqu'à la restitution des apprentissages.

LES PRIORITÉS INITIALES

- former les membres de son réseau à l'évaluation de l'impact par l'échange d'expérience, le pair à pair, les apprentissages coopératifs ;
- faciliter l'entrée dans l'évaluation à petits pas.

Définir les objectifs de l'observation des effets

Les objectifs de l'observation des effets/de l'impact déterminent les dispositifs de collecte et d'analyse. Trop nombreux et trop larges, ils ne permettent pas une analyse approfondie.

“ On voudrait évaluer la complexité de nos projets [...] et des contextes dans lesquels ils évoluent avec des outils clés en main et des résultats visibles et partageables, le tout dans un temps record (à peine le projet terminé). Or, chaque méthodologie d'enquête ne peut évaluer qu'un petit bout du projet et pas toute sa complexité : ce n'est pas grave, il suffit de l'assumer et d'être honnête, sans vouloir généraliser ses résultats ou tirer des conclusions hâtives. Il ne s'agit pas pour autant de minimiser nos démarches d'évaluation et nos résultats car ils ont le mérite d'exister et d'être des sources de réflexion. » **FADM**





Les objectifs de l'observation des effets/de l'impact doivent donc être circonscrits en précisant :

- son utilité et l'usage qui en sera fait (pourquoi ? pour qui ?) ;
- les champs d'amélioration auxquels ils se rattachent (format des animations, dispositifs, évolutions des représentations...).

- **À chaud**, les réponses sont plus nombreuses mais plus superficielles.
- **À froid**, les réponses sont plus approfondies et les changements mesurés sur la durée, mais les retours sont plus difficiles.

Pour les animations ponctuelles :

- le questionnaire à chaud reste l'outil privilégié : il mesure la satisfaction plus que les effets et l'impact ;
- les temps d'évaluation se juxtaposent aux animations.

Évaluer à chaud et/ou évaluer à froid

Selon les formats et la capacité à joindre les publics, les deux formats sont utilisés. Chacun présente de l'intérêt selon les questions qui se posent et ce qui est recherché :

Intégrer dès que possible l'observation des effets à l'animation favorise la collecte des données. Pour ce faire, elle doit être conçue dès le départ avec cette dimension.

POINTS DE VUE

Intégrer l'évaluation directement dans les animations - même si nombre d'acteur-ric-e-s s'y essaient - n'est pas toujours possible ni souhaitable.

“ Nous avons abandonné l'utilisation de [la jauge] car les dessinateurs et dessinatrices de presse ne se sentaient pas à l'aise avec l'évaluation en général, et particulièrement avec l'idée de demander aux élèves de s'exprimer sur leur perception du métier en leur présence. De plus, cela risquait de biaiser l'évaluation. » **CFP**

Ainsi, les démarches d'observation des effets doivent être adaptées aux publics et à leur profil comme au type d'animations (ponctuelles, dans la durée...).

Elles doivent distinguer ce qui relève de :

- la thématique, ce qui suppose de comparer les représentations au début et à la fin soit avec le même outil, soit avec une combinaison d'outils différents ;
- l'animation et son format.



POINTS DE VUE

Certain-e-s acteur·rice·s, ou instances de gouvernance lancent **simultanément différentes démarches d'évaluation**, sur des actions parfois différentes mais en lien, pour diversifier les données collectées ou pour porter un regard distancié sur les stratégies d'Ecsi qu'il-elle-s pilotent.

C'est le cas de KuriOz, qui s'engage sur une évaluation externe, un dispositif de suivi-évaluation et les AOC de la FADM sur le projet JACE, ou encore du SPF. Un point de vigilance est évoqué : la nécessité de bien se donner les moyens, en particulier en temps, en « espace d'échange » et en méthodologie, de croiser les apprentissages propres à chaque démarche.

L'Afdi souligne un autre point de vigilance : celui du risque de la mise en concurrence des légitimités face à deux démarches d'évaluation adressées aux mêmes personnes, mais dont l'une est impulsée par l'association qui porte l'action, l'autre par l'établissement scolaire dans lequel se déroule l'action. Seul un *travail d'identification d'indicateurs communs* permet alors de mettre en cohérence ces deux démarches.

Un état des lieux en début (« état de référence zéro ») et fin d'animation participe à donner des éléments sur l'impact de l'intervention et l'évolution des représentations sur la thématique. Il convient néanmoins de noter la difficulté d'évaluer les effets à long terme d'actions ponctuelles.

Intégrer le qualitatif pour mettre en place des analyses plus significatives

Les indicateurs généraux (nombre de...) ne permettent pas de mettre en lumière les axes d'amélioration, mais ils restent la norme car les analyses quantitatives et qualitatives rigoureuses demandent une méthodologie pour traiter, gérer et analyser des données plus complexes et « lourdes » à mettre en œuvre. D'ailleurs, le constat est fait que ces dernières sont insuffisamment exploitées et valorisées.

Or, outre qu'il ne faut pas confondre quantité et qualité (la conscientisation d'un petit nombre peut avoir plus d'impact social que la sensibilisation d'une

foule), il apparaît nécessaire de :

- se doter des moyens pour exploiter et valoriser les informations plus fines, notamment les réponses ouvertes ;
- passer de l'analyse micro à l'analyse macro, puis à une valorisation ;
- disposer d'espaces pour mettre à profit les apprentissages issus de l'observation des effets. Le travail réalisé devrait permettre de réinvestir les apprentissages dans l'organisation afin d'améliorer l'action.

Se doter d'un dispositif d'observation des effets gérable

C'est le fait d'avoir défini le plus collectivement possible ce que l'on veut savoir et pourquoi, quels sont les acteur·rice·s impliqué·e·s et quels bénéfices il-elle-s vont en retirer pour leur action et le renforcement de ses effets, quels sont les indicateurs simples à recueillir et les plus significatifs à retenir qui permet d'assurer au mieux le caractère gérable du dispositif et la dimension renseignable



et exploitable des indicateurs. Il faut aussi faire attention aux systèmes de suivi très complexes ou détaillés, qui s'avèrent finalement peu utilisés et donc peu exploités.

La recherche d'allié-e-s est un enjeu important. Croiser les regards et les compétences en interne (jusqu'aux instances politiques) et en externe constitue un puissant levier. Cela est d'autant plus vrai que le traitement des données qualitatives qui remontent des démarches d'observation des effets constitue un maillon faible, ce qui nuit à la capacité de s'appuyer sur les résultats produits pour les partager et consolider ou modifier les stratégies d'Ecsi. Sur ce chantier aussi, les acteur-ric-e-s ont besoin de se former et de trouver des appuis.



05

CONCLUSION





05

CONCLUSION

Inscrire les démarches qualité dans les stratégies est un enjeu majeur.

L'inscription des démarches qualité dans les pratiques au niveau stratégique est perçue comme une nécessité première par les membres de la CP.

INSCRIRE LES DÉMARCHES QUALITÉ DANS LES STRATÉGIES : UN ENJEU MAJEUR

Les enjeux

Au regard des difficultés d'adoption et d'appropriation de ces démarches, des enjeux apparaissent autour :

- de la volonté et du portage par les instances de gouvernance d'une démarche qualité centrée sur l'observation des effets des actions ;
- du sens donné à ces démarches, qui apparaissent secondaires au lieu d'être au cœur des actions.

L'inscription des démarches qualité dans les pratiques au niveau stratégique est perçue comme une nécessité première par les membres de la CP.

Le portage politique et stratégique au sein des organisations conditionne largement la place accordée aux démarches qualité. C'est en effet en les intégrant dès le départ au niveau stratégique

qu'elles deviendront une composante à part entière, et indispensable, des actions. Le caractère essentiel qui leur sera ainsi alloué se traduira en ressources humaines et en moyens, en valorisation et en diffusion des informations, en mutualisation des méthodes et des acquis. Les prérequis suivants sont nécessaires :

- Définir et partager collectivement le sens et l'utilité des démarches qualité permet d'intégrer celles-ci aux stratégies comme une composante transversale.
- Intégrer les démarches très en amont dans les phases de conception des projets/programmes permet, par la réflexion qu'elles exigent, d'en améliorer la qualité.
- Intégrer un système d'information des décideur-euse-s permet que les conclusions des démarches puissent servir au pilotage stratégique de l'organisation.

POINTS DE VUE LE MOT DE LA FIN

- *La question de la capitalisation, de la transmission et de la communication des résultats me semble une étape clé. Sinon on risque un grand découragement, une fois l'évaluation terminée, si finalement on se dit : tout ça pour ça ? (FADM.)*
- *Cette démarche fait partie intégrante de l'Ecsi. En effet, toute action d'Ecsi vise à favoriser des effets chez les publics. Ne pas savoir quels sont les effets produits revient à ne jamais connaître l'utilité réelle de l'animation ni de tout le travail préparatoire. (Festisol.)*



L'implicite est la norme

Qu'il s'agisse de mission sociale et de problématique sociale (souvent confondues) ou des changements attendus, l'implicite est la norme. Dès lors, c'est en aval des projets, lors du lancement des processus d'observation des effets, que le besoin de précision apparaît et que les référentiels sont construits.

De même, les termes « démarche » et « processus » sont souvent utilisés de manière indifférenciée. C'est la même chose pour « effets » et « impact » (et à cet égard, la terminologie des critères du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (CAD-OCDE) n'est pas aidante, même ceux-ci ont été clarifiés en 2019).

Ainsi, la réflexion sur l'observation des effets mérite de prendre en compte notamment :

- les objectifs de l'action : par exemple, les effets d'actions qui cherchent à ouvrir un débat ne sont pas assimilables à ceux d'actions qui visent un changement de représentation ;
- la durée : en sociologie, les changements de mentalités s'inscrivent dans le temps, de l'ordre d'une génération. Quelle durée d'incubation prendre en compte ?

Acteur-ric-e-s / parties prenantes : de qui s'agit-il concrètement ?

L'implicite a des répercussions opérationnelles. Ainsi, la notion d'acteur-ric-e-s et de parties prenantes apparaît comme un ensemble vaste et indifférencié, et même quand ceux-elles-ci sont listé-e-s, l'usage de cette terminologie les réenglobe dans la réflexion.

Comment, dans ce cadre, assurer leur participation à l'observation des effets ? Et, d'ailleurs, la participation de qui et à quoi ?

Par exemple, concernant la participation des bénéficiaires, la réflexion ne pourra pas être la même

selon qu'il s'agit d'actions ponctuelles grand public ou d'actions dans la durée auprès d'un public captif. Dans le premier cas, les destinataires des actions ne pourront en aucun cas être associé-e-s à la conception de l'évaluation : au mieux participeront-ils-elles à un recueil de réactions « à chaud ».

La redevabilité : mythe ou réalité ?

Dans cette perspective, élargir la redevabilité à d'autres que les bailleurs, ne peut pas être raisonné de manière uniforme.

Si l'on pense aux partenaires, eux-elles aussi sont très varié-e-s, depuis les coproducteur-ric-e-s des activités aux partenaires opérationnel-le-s, aux partenaires ponctuel-le-s, aux intervenant-e-s... La question de quelle redevabilité et pour qui doit sous-tendre la réflexion sous peine de créer des usines à gaz inexploitées par ceux-elles qu'elles visent.

Quant aux publics, là encore, la redevabilité ne peut pas être réfléchie de la même manière selon le type d'animation (ponctuelle, dans la durée...), le type de publics (captifs ou non...), les profils des publics (enfants, adultes...)



Assurer le passage des concepts aux réalités

Ainsi, pour être opérationnel, les notions et concepts doivent être explicités et adaptés aux situations. Des attentes générales n'ont pas de sens en soi et ne peuvent en aucun cas devenir des injonctions, sous peine de créer des dispositifs formels mais déconnectés des réalités...

Or, c'est souvent ce qui est reproché aux approches qualité : mobiliser des forces vives et des ressources sur des recherches d'informations qui peuvent être vite impossibles à renseigner (sauf à tordre le cou aux faits) et inexploitable. Se crée alors une césure entre opérateur-riche-s de terrain et « technocrates », vécue et souvent réelle, à l'instar de ce qui s'est passé avec les attentes des bailleurs autour des demandes de financement, qui ont obligé des organisations, y compris du « Sud », à embaucher des spécialistes du cadre logique au détriment du personnel projet.

Et la suite ?

Le passage des concepts à la pratique demande de préciser en interne des organisations, avec les partenaires, les notions et concepts pour pouvoir partager le sens de ce qui est fait. Il demande aussi à être fait de manière collective pour partager discours et analyses, et pouvoir échanger sur des fondamentaux communs. Des références existent et constituent une base solide pour ce faire.

L'appropriation des outils (AOC et théories du changement, référentiels, cartographie des acteur-riche-s...) est aussi un enjeu pour qu'ils deviennent suffisamment maniables et utilisables, tout en s'adaptant aux différents projets et acteur-riche-s.

Enfin, intégrer les démarches qualité dans les pratiques des organisations, au-delà de l'exercice imposé pour les bailleurs de fonds, pour qu'elles soient parties intégrantes des projets dans une perspective d'amélioration et d'apprentissage, nécessite une dynamique collective qui suppose un

engagement de toute l'organisation, ainsi qu'une prise de conscience et une volonté affirmée des instances de gouvernance.

Cette CP avait pour objectif de partager et de croiser les pratiques des acteur-riche-s concernant la manière dont il-elle-s évaluent l'impact des actions d'Ecsi qu'il-elle-s mettent en œuvre.

Il en est ressorti une grande diversité de pratiques, des constats partagés ainsi que des apprentissages sur les différentes façons de faire... et de dire !

Chacun-e des acteur-riche-s a son propre langage collectif, celui porté par l'organisation dans laquelle il-elle s'investit. Les collectifs - dont ces organisations sont souvent membres - ont aussi leur propre langage collectif.

L'enjeu, y compris en matière de plaidoyer, consiste à expliciter et à mettre en cohérence ces différentes approches sans pour autant les formater, car cela serait aux dépens de leur richesse et de leur adaptation au contexte.

Durant cette CP, les acteur-riche-s d'Ecsi ont appris que la démarche d'évaluation d'impact était accessible à tou-te-s, que tou-te-s se posaient les mêmes questions et que c'est en expérimentant qu'il-elle-s se renforçaient individuellement et collectivement.

Quant à la suite de cette CP, les allers-retours entre concept et opérationnalité sont apparus comme une des clés de progression à travailler ensemble.



06

DES EXPÉRIENCES INSPIRANTES





06

DES EXPÉRIENCES INSPIRANTES

Les membres de la CP sont invité·e·s à capitaliser des expérimentations de démarches d'observation des effets qui doivent se dérouler pendant la CP.

La crise sanitaire perturbe fortement la mise en œuvre de ces expérimentations. Nombre d'entre eux·elles capitalisent donc des expériences en cours ou récemment réalisées qui leur paraissent inspirantes, d'autres présentent des démarches d'observation des effets qu'il·elle·s vont mettre en œuvre dans un avenir proche. **Les démarches capitalisées peuvent néanmoins être toutes qualifiées d'expérimentation.** Tou·te·s les rédacteur·rice·s insistent sur la dimension *itérative, formative, de test, de work in progress* des démarches d'observation des effets mises en œuvre. Il·elle·s *tâtonnent, expérimentent, s'appuient* sur des acteur·rice·s relais pilotes en espérant qu'il·elle·s auront un rôle *d'ambassadeur·rice au sein du réseau pour diffuser et permettre l'appropriation de la démarche.*

Tout comme pour l'action d'Ecsi elle-même, les acteur·rice·s font évoluer chemin faisant leur démarche d'évaluation. Éducatifs, pour les actions, ou d'apprentissage, pour les démarches d'observation des effets, les processus enclenchés sont de même nature. Ils sollicitent, de la part des porteur·euse·s, la même capacité d'adaptation à leurs interlocuteur·rice·s et à leurs contextes, de la flexibilité dans leur déroulement et du temps pour produire des résultats. Si la méthode la plus rigoureuse et concertée possible est de mise, la linéarité, elle, ne l'est pas !

LISTE DES EXPÉRIENCES CAPITALISÉES

PAGE	FICHE N°	TITRE	ORGANISATION
PAGE 62	FICHE 1	LE FESTIVAL DES SOLIDARITÉS L'observation des effets du Festival des solidarités sur ses publics : une démarche qui a du sens !	FESTISOL
PAGE 68	FICHE 2	E'CHANGEONS LE MONDE Artisans du monde Gap : Animer une dynamique collective – Festival des solidarités	E'CHANGEONS LE MONDE - FESTISOL
PAGE 72	FICHE 3	LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION D'EXP'OSE La production d'un dispositif en situation de confinement	RADSI NA
PAGE 76	FICHE 4	LE LABEL « ÉCOLES DE COMMERCE ÉQUITABLE » Intégrer un outil de suivi-évaluation à une démarche de mobilisation : le label « Écoles de commerce équitable »	CEF
PAGE 80	FICHE 5	LA DÉMARCHE DE SUIVI-ÉVALUATION DES TANDEMS SOLIDAIRES, DISPOSITIF RÉGIONAL D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE	BFCI
PAGE 86		ENCADRÉ 1 : VISUEL UTILISÉ LORS DE LA FORMATION INITIALE POUR PRÉSENTER LES CINQ OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES DES TANDEMS SOLIDAIRES	BFCI
PAGE 87		ENCADRÉ 2 : EXTRAITS DE LA FICHE BILAN TANDEMS SOLIDAIRES	BFCI
PAGE 88	FICHE 6	MESURER LES EFFETS D'ACTIONS D'ECSI AUPRÈS D'UN PUBLIC EN SITUATION DE PAUVRETÉ OU DE PRÉCARITÉ Penser la démarche avec les bénévoles et favoriser son appropriation au sein d'un réseau décentralisé	SPF
PAGE 92	FICHE 7	VALORISER L'UTILITÉ SOCIÉTALE DES VILLAGES COPAIN DU MONDE : PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE	SPF
PAGE 94	FICHE 8	ÉVALUER L'IMPACT DE LA PARTICIPATION AUX FORUMS SOCIAUX MONDIAUX	SCCF
PAGE 100	FICHE 9	TESTER GRANDEUR NATURE UNE ENQUÊTE LONGITUDINALE : EXEMPLE AVEC LE PROJET JACE	FADM
PAGE 105		ENCADRÉ 3 : LE PROJET JACE « JEUNES AMBASSADEURS DU COMMERCE ÉQUITABLE »	FADM



Les fiches de capitalisation et encadrés

Ces expériences et ces outils inspirants ne sont pas une recette ou un mode d'emploi. Pour mieux comprendre leur pertinence ou parfois leurs limites, chaque auteur-e s'est attaché-e à formuler les raisons (les « pourquoi ? ») qui ont présidé au choix (des finalités, des objectifs, des contextes, des modalités d'accompagnement des acteur-ric-e-s, des méthodes...), autant que possible pour chacune des étapes de la démarche présentée. Ce travail d'identification explicite des raisons a pu se faire de manière rétrospective, donc après – et non avant – l'action. Ce décalage dans le temps a d'autant plus favorisé, lors de la rédaction de la fiche, la prise de recul et la formulation des apprentissages.

L'hétérogénéité des fiches est signe de leur richesse et de la liberté qu'ont su prendre les acteur-ric-e-s pour partager leurs expériences, au-delà d'une trame et d'un questionnement commun qui leur étaient proposés et qu'ils ont parfois coconstruits. Formater les fiches était chronophage, inutile et artificiel.

Certain-e-s acteur-ric-e-s ont mis le focus sur des outils utilisés dans le cadre de la démarche d'observation des effets présentée dans leur fiche de capitalisation. Cela donne lieu à des encadrés. Ces derniers peuvent être illustratifs et concrétiser l'expérience présentée dans la fiche de capitalisation. D'autres encadrés sont autonomes et présentent une expérimentation en cours ou à venir, sans pour autant suivre la trame de capitalisation présentée *supra* ou être en lien direct avec une telle fiche.

PAGE 106	FICHE 10	LE PORTFOLIO DE COMPÉTENCES : Évaluer les compétences acquises au cours du projet JACE	FADM
PAGE 109		ENCADRÉ 4 : UTILISER INSTAGRAM POUR ÉVALUER L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ : LE CAS DU PROJET BEING 21	FONDS POUR LA RECHERCHE EN ÉTHIQUE ÉCONOMIQUE
PAGE 112	FICHE 11	LES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE : DES ALLIÉ-E-S POUR L'ÉVALUATION ?	FADM
PAGE 118	FICHE 12	ANIMER UN TRAVAIL DE PRISE DE REcul POUR MIEUX IDENTIFIER LES EFFETS D'UN ENGAGEMENT CITOYEN	FDH
PAGE 120		ENCADRÉ 5 : LETTRES DE PÉPINS	FDH
PAGE 124	FICHE 13	LA DÉMARCHE DE KURIOZ Imbriquer évaluation, dispositif de suivi-évaluation et approches orientées changement	KURIOZ
PAGE 128	FICHE 14	TESTER UN NOUVEL OUTIL POUR APPRÉCIER LE CHANGEMENT DE PERCEPTION D'UN PUBLIC SCOLAIRE	AFDI
PAGE 132		ENCADRÉ 6 : QUESTIONNAIRE APPRENANT-ES	AFDI
PAGE 134	FICHE 15	LES OUTILS DE CARTOONING FOR PEACE POUR APPRÉCIER LE CHANGEMENT DE REPRÉSENTATION	CFP
PAGE 138	FICHE 16	UN BAROMÈTRE POUR MESURER LES EFFETS DES DISPOSITIFS D'ÉDUCATION AU COMMERCE ÉQUITABLE	CEF

1

LE FESTIVAL DES SOLIDARITÉS

L'OBSERVATION DES EFFETS DU FESTIVAL DES SOLIDARITÉS SUR SES PUBLICS, UNE DÉMARCHE QUI A DU SENS !



www.festivaldessolidarites.org/fiches-pratiques

Cette capitalisation est issue des réflexions menées au sein du groupe de travail « Apprentissage » du Festival des solidarités.

Le contexte : une démarche aux objectifs multiples

Le Festival des solidarités (Festisol) propose, depuis plus de 24 ans, des événements conviviaux et engagés pour donner envie d'agir pour un monde plus juste et plus durable.

Près de 250 000 personnes ont ainsi participé à l'édition 2019.

Le Festisol s'appuie sur une démarche d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (Ecsi). Les changements que l'Ecsi souhaite favoriser sont très qualitatifs, l'impact des actions d'Ecsi est donc complexe à analyser et valoriser. Par ailleurs, les collectifs locaux indiquent qu'il leur arrive trop souvent de toucher un public déjà sensibilisé, chez qui l'effet des animations d'Ecsi serait limité. Cela peut provoquer une perte de sens à se mobiliser. En réponse, la coordination nationale a décidé d'accompagner le réseau sur la définition des effets attendus, ainsi que par la proposition et la mise à disposition d'un outil global et adaptable pouvant convenir à son réseau pour observer les effets générés par le festival.

Cette démarche effet a dû s'adapter aux caractéristiques qui constituent l'ADN du Festisol :

- la diversité de structures porteuses, de publics, de formats d'animations et de thématiques ;
- la décentralisation : 2 600 structures pensent et portent les programmations de leur Festisol local sur plus de 400 territoires en France ;
- le travail en collectif et en partenariat : c'est collectivement que les décisions se prennent et que le Festisol s'organise, à toutes les échelles ;
- la dynamique ascendante : les coordinations régionales et nationales sont dans une logique d'accompagnement, voire d'impulsion et d'incitation, plutôt que d'imposition ;
- l'engagement : cinq personnes sur six, parmi les 6 000 personnes mobilisées, sont bénévoles, et les programmations sont organisées avec des moyens limités. Le sens de l'engagement au Festisol (et de ses effets sur le public) est donc un élément fondamental de sa pérennité.

Il s'agit d'accompagner le réseau dans une démarche collective d'apprentissage, d'une édition à l'autre, pour renforcer les pratiques d'Ecsi des personnes impliquées.

En complémentarité, l'intention est également de mieux connaître les effets des animations sur les publics, et ce afin de les valoriser et de renouveler



la motivation à s'engager dans notre Festival mais aussi, plus globalement, dans les démarches d'Ecsi.

Des personnes impliquées à toutes les échelles du réseau

En premier lieu, cette démarche est portée par les acteurs et actrices qui organisent le Festisol sur leur territoire. Elle doit répondre avant tout à leurs besoins.

Les structures et collectifs locaux sont accompagnés par les coordinations régionales (Coras) et leurs réseaux nationaux d'appartenance. Coras et réseaux nationaux peuvent s'impliquer dans le « groupe apprentissage » constitué au sein du comité de pilotage national du Festisol. Ce groupe définit les grandes orientations de la démarche effet. La démarche globale bénéficie de l'appui d'une personne dédiée au sein de l'équipe nationale.

Une démarche d'amélioration progressive

En cohérence avec ce qu'est le Festisol, notre démarche effet a été mise en œuvre dans une logique d'expérimentation, d'échange de pratiques d'amélioration et de diffusion progressive.

Nous avons proposé un outil (adaptable) et une série de formations simultanément.

Notre outil d'observation des effets du Festisol a été construit à partir des effets attendus du Festisol à l'échelle nationale. Ce questionnaire a été expérimenté en 2017, à travers un questionnaire papier illustré et un formulaire en ligne remplissable depuis un smartphone, avec, sur cinq sujets, une question à choix multiple et une question ouverte. Suite à une consultation des collectifs locaux et du comité de pilotage, il a été amélioré en 2018 (sur le processus et la formulation des questions). Selon la logique ascendante du Festisol, de nombreuses

adaptations ont été pensées par les collectifs locaux et partagées au réseau. Par ailleurs, notre outil est conçu comme une proposition parmi d'autres.

Sur le conseil d'Estelle Hédouin, évaluatrice externe du Festisol en 2017, nous avons choisi d'interroger les publics eux-mêmes sur les changements qu'ils estiment avoir vécus lors nos animations. Ce parti pris d'une évaluation subjective par les publics correspond à notre vision de l'Ecsi comme processus d'émancipation qui implique une prise de conscience des transformations vécues. Loin de fausser le processus, interroger les publics sur les effets vient renforcer et approfondir la démarche d'Ecsi.

Nous nous sommes également centré-e-s sur les effets à court terme (à la sortie des animations), en considérant que l'impact du Festisol était avant tout de provoquer des prises de conscience, de créer des rencontres et de « donner envie de s'engager ». Un questionnaire à six mois a également été mis en place pour interroger la concrétisation des souhaits d'engagement, mais cela implique un accompagnement particulier dont nous n'avons pas les moyens à l'heure actuelle.

En parallèle, nous avons proposé un accompagnement, en premier lieu au sein du groupe « Apprentissage », par des temps de réflexion collective à ce sujet. Nous avons organisé une série de formations et d'ateliers, lors de temps de rencontre, auprès des structures et collectifs locaux. Nous avons également réalisé une fiche pratique sur l'utilisation et l'adaptation de notre outil d'observation des effets du Festisol...

Autant que faire se peut, nous avons intégré cette démarche effet dans le reste de nos outils d'accompagnement, par exemple en interrogeant les collectifs locaux, dans un dossier qu'ils remplissent deux mois avant le Festival, sur leurs effets attendus. Nous sollicitons également leurs enseignements sur les effets observés sur les publics dans le bilan qu'ils nous transmettent. Ces effets sont ensuite valorisés dans nos bilans nationaux. Enfin, un petit soutien financier incite les collectifs volontaires à expérimenter notre questionnaire.

Dans notre accompagnement, nous nous positionnons dans une démarche d'expérimentation et d'apprentissage, nous autorisant ainsi à tâtonner – c'est également ce qui est proposé aux collectifs locaux. À chaque bilan d'édition, ceux-ci sont invités à formuler leur retour sur la démarche et l'outil proposé, ce qui permet d'améliorer et compléter ces derniers, en fonction des priorités et possibilités.

Une appropriation croissante par les acteurs et actrices du projet

Il est évident que cette démarche prendra du temps pour être pleinement appropriée et apporter des données totalement représentatives du réseau Festisol. Toutefois, une belle progression est à constater depuis le lancement en 2017. Ainsi, en 2019, 50 collectifs locaux ont recueilli 2 550 questionnaires, soit près de 1 % des participant-e-s du Festisol.

Il ressort de cette enquête que les effets du Festisol sur les publics sont considérables. Une forte majorité des répondant-e-s (entre 75 % et 85 %) indique que l'animation lui a permis de faire des rencontres, de mieux comprendre d'autres points de vue ou réalités et de faire le lien entre les enjeux locaux et internationaux. Elles et ils sont tout autant à dire en ressortir avec l'envie d'agir. Enfin, il apparaît que la moitié du public n'avait jamais participé au Festival des solidarités.

À l'échelle locale, les bilans reçus montrent que les collectifs connaissent et partagent mieux les effets de leurs animations ainsi que les apprentissages pour leurs prochaines actions d'Ecsi. Par ailleurs, les enseignements et retours positifs renforcent l'envie de s'engager. Ces données facilitent aussi de nouveaux partenariats – avec des collectivités locales, par exemple – et permettent d'illustrer les effets et l'impact du projet auprès de nos partenaires nationaux.



Principaux défis pour l'avenir de la démarche

Les collectifs apprécient que notre questionnaire soit facile d'utilisation, rapide, pertinent et adaptable. Il est ainsi bien complémentaire des échanges informels. Les réponses des participant-e-s apportent aux acteurs et actrices des enseignements et renforcent leur engagement dans les actions d'Ecsi.

Au niveau national, nous sommes en mesure de valoriser les effets du Festival sur les publics, en tenant compte de l'aspect très qualitatif de l'Ecsi. Il nous semble très important de donner à voir ce que permet l'engagement du réseau chaque année. C'est également un élément important dans la démarche partenariale nationale.

La logique d'expérimentation semble la plus adaptée au réseau Festisol, car elle permet une diversité d'appropriations locales. Cette démarche reste toutefois à améliorer et renforcer.

Un questionnaire n'est pas adapté à tous les publics ni à tous les types d'animation. Des adaptations sous forme de jeu de positionnement ou de poster ont été expérimentées. Il nous semble toutefois essentiel d'imaginer collectivement d'autres formats et de les partager au sein du réseau.

Toutefois, notre enjeu principal reste d'aboutir à une meilleure appropriation du sens de la démarche effet à toutes les échelles du réseau. Notre questionnaire est parfois perçu comme un outil des bailleurs pour évaluer leurs actions, ou à utiliser pour « faire plaisir » à la coordination nationale ! La démarche effet est encore souvent traitée, à toutes les échelles du réseau, comme une réflexion qui arrive en dernier lieu, s'il y a des personnes et du temps pour s'en préoccuper.

Il nous semble essentiel de montrer que cette démarche fait partie intégrante de l'Ecsi. En effet, toute action d'Ecsi vise à favoriser des effets chez les publics (déconstruire des idées reçues, donner envie d'agir, etc.). Ne pas chercher à savoir ce que cela a produit revient donc à ne jamais connaître l'utilité réelle de l'animation ni de tout le travail



préparatoire. L'observation des effets contribue à améliorer les pratiques des acteurs et actrices. Par ailleurs, interroger les publics sur les changements dans leurs représentations ou dans leurs souhaits renforce sur eux les effets de l'animation et permet d'aller plus loin dans l'Ecsi.

Il nous semble essentiel de sortir de la logique quantitative et de satisfaction (« Il y avait du monde et les personnes étaient contentes. »). Questionner le vécu des participants et les effets des temps pédagogiques est indispensable pour pouvoir dire qu'une action d'Ecsi est réussie ou non. Cela peut se faire tout en restant dans une démarche d'apprentissage (et non d'évaluation). Par ailleurs, avoir un public nombreux lors d'une animation est difficilement compatible avec la dimension participative de l'Ecsi ni avec les restrictions sanitaires actuelles – d'où l'importance de valoriser les petits groupes !

Prochaines étapes envisagées

Pour permettre aux acteurs et actrices de comprendre plus concrètement la démarche effet, nous souhaitons organiser des temps d'échange pour se poser collectivement les questions suivantes : Pourquoi proposer de telles animations à ce public ? Que souhaitons-nous favoriser chez ce public ? Ces questions nous aident à expliciter les effets attendus des animations sur les publics. Une fois que ceux-ci sont précisés et partagés, nous pouvons évoquer la démarche effet de façon concrète. Si l'effet attendu est de donner envie de s'informer différemment, comment savoir si les participant-e-s ressortent avec cette envie ? S'ils ont identifié d'autres sources d'information ? La meilleure façon de le savoir reste toujours de les interroger !



1 FESTISOL – OBSERVATION DES EFFETS SUR SES PUBLICS

Par ailleurs, comme la démarche effet fait partie intégrante de l'Ecsi, à nous de lui donner toute sa place durant nos formations et temps dédiés à l'Ecsi. Nous réfléchissons également, en parallèle ou à la place du questionnaire, à une façon d'**intégrer l'observation des effets durant les animations** (plutôt qu'à *posteriori*). Cela signifierait alors que l'animation n'est pas terminée tant que les participant·e·s n'ont pas été questionné·e·s sur leur vécu.

Beaucoup d'animations d'Ecsi accordent une place importante au questionnement des publics (*brainstorming* au début pour questionner les représentations, *débriefing*...), en utilisant des techniques telles que le débat mouvant, les groupes d'interview mutuelle, les jeux de positionnement... Nous pourrions ainsi nous appuyer sur ces pratiques pour observer les effets des animations, en adaptant les formats et les questions en fonction des effets attendus et des idées du groupe !

ENSEIGNEMENTS & ASTUCES

Comme vous aurez pu le constater à la lecture de notre présentation, nous sommes encore dans l'expérimentation, les échanges et les tentatives d'amélioration progressive ! Si nous avons des conseils à partager, cela se traduirait principalement dans des questions à se poser :

1

Pourquoi et dans l'intérêt de qui nous lançons-nous dans une démarche effet/impact ? Quel sens cela a-t-il, et pour qui ?

2

Cette démarche est-elle conçue comme faisant partie de la démarche d'Ecsi ou comme une action complémentaire, ultérieure ?

3

Quels termes employez-vous : évaluation, observation effet/impact, démarche qualité, processus d'apprentissage, etc., et pourquoi ? Si vous êtes dans une démarche proche de la nôtre, nous conseillons de ne pas utiliser le terme *évaluation*, qui ne met pas en valeur l'objectif prioritaire d'apprentissage, et dont la connotation de compte rendu dû aux bailleurs nuit à l'appropriation et à l'adhésion par les membres de votre réseau.

4

Enfin, comment penser l'articulation du temps court des animations au temps long des changements visés par les démarches d'Ecsi ? Au Festisol, nous parlons « d'observation d'effets » plutôt que de « mesure d'impact », car l'impact d'un événement comme le Festisol est beaucoup plus large que les effets observables. Nous essayons de voir quels « petits pas » nous avons permis, ou « quelles graines nous avons semées », tout en espérant que certaines d'entre elles germeront et donneront des fruits...

Et nous souhaitons approfondir cette question ô combien complexe, avec vous si vous le souhaitez !



“

*Nous réfléchissons à intégrer l'observation des effets **durant** les animations (plutôt qu'à posteriori). Cela signifierait alors que l'animation n'est pas terminée tant que les participant·e·s n'ont pas été questionné·e·s sur leur vécu.*

FESTISOL

”

2

E'CHANGEONS LE MONDE, ARTISANS DU MONDE GAP

ANIMER UNE DYNAMIQUE COLLECTIVE – FESTIVAL DES SOLIDARITÉS



www.echangeonslemonde.free.fr

Ce document est à destination de toute personne souhaitant animer un collectif organisant des événements dans le cadre du Festival des solidarités. L'objectif est de trouver des moyens de réfléchir et travailler ensemble pour organiser des événements innovants répondant aux objectifs du Festival des solidarités.

Le contexte

Dans le cadre des campagnes de mobilisation du mouvement Artisans du Monde, l'association E'changeons le Monde - ADM Gap s'engage dans la dynamique du Festival des solidarités. Chaque année depuis 2007, nous sommes membre du collectif organisateur à Gap. Le Festival des solidarités est l'occasion de se réunir avec de nombreuses associations locales pour promouvoir les solidarités et les actions de solidarité que nous menons. Il permet, d'une part, de forger des partenariats locaux avec différentes structures et, d'autre part, de parler des solidarités avec des publics plus ou moins éloignés de ces préoccupations.

En 2020, l'association E'changeons le monde - ADM Gap a réuni six autres structures pour planifier ensemble la programmation qui serait proposée à Gap pour le Festisol.

Les membres du collectif organisateur étant principalement les mêmes d'une année sur l'autre, et majoritairement des associations de solidarité

internationale, des réunions d'intelligence collective ont été organisées pour essayer d'innover quant aux formats des événements proposés et aux thèmes abordés.

Déroulé de la première réunion d'animation du collectif

Lors de la première réunion, chaque participant-e a inscrit sur des post-it les thèmes et messages qu'il-elle voulait faire passer pendant les événements du Festisol. Nous avons donc établi une liste qui rassemblait des grands thèmes que nous souhaitions aborder (climat, migration, droits humains, lutte des femmes...).

Les participant-e-s ont ensuite été réparti-e-s en deux groupes pour faire un « world café ». En gardant en tête le résultat du brainstorming sur les thèmes, un groupe répondait à la question « Quels types d'animations / événements souhaitons-nous



organiser ? », et l'autre groupe à la question « Quels publics souhaitons-nous toucher et où trouver ces publics ? ». Les groupes ont ensuite échangé leur paperboard pour travailler sur les deux questions. Enfin, après une mise en commun de ces travaux, nous avons réfléchi aux partenaires que nous pourrions mobiliser parce qu'il-elle-s ont un lien avec les publics ciblés, les thèmes ou les animations prédéfinies.

Retour d'expérience et apprentissage

Commencer par un brainstorming sur les thèmes que nous souhaitions aborder n'a pas suffisamment permis de sortir des sentiers battus. Chacun-e, en fonction de son association et de sa sensibilité propre, a indiqué des grands thèmes qui ne donnaient pas nécessairement à voir l'angle précis par lequel on pouvait aborder le sujet.

Le questionnement sur les animations est ensuite arrivé trop rapidement. La question des thèmes étant encore trop générale, les idées d'animation relevaient alors plus des idées « habituelles » que de nouvelles propositions qui découleraient des réflexions sur les messages que nous voulions porter et les publics visés.

Le questionnement sur les publics a, en revanche, été une réussite puisqu'il a permis aux participant-e-s de réfléchir de manière approfondie aux publics que l'on souhaitait toucher, mais surtout aux lieux où l'on pouvait les mobiliser. L'objectif étant de réfléchir à une programmation qui s'adapte aux publics (ex. : nous souhaitons toucher des personnes précaires, il serait donc pertinent de faire des événements dans les quartiers prioritaires de la ville).

Déroulé de la seconde réunion d'animation du collectif

Face à ces écueils, nous nous sommes réunis une seconde fois pour réfléchir plus en profondeur aux effets que nous souhaitons provoquer.

Nous avons donc réalisé un groupe d'interview mutuelle (GIM) avec pour questions : « Pourquoi

proposer des animations à ce public ? Quelles réflexions et quels changements de comportement veut-on favoriser avec nos animations ? »

Cette animation a été très fructueuse, nous avons déterminé les effets concrets que nous souhaitons provoquer. Par exemple :

- mettre en avant les associations existantes et leurs actions, donner envie aux publics de s'y engager ;
- sensibiliser les jeunes sur le climat : donner envie d'agir ;
- donner envie de consommer autrement : faire venir des acteur-ric-e-s de l'agriculture locale et visibiliser ceux-elles qui sont touché-e-s par le changement climatique au Sud (et qui adaptent leurs pratiques) ;
- partager les cultures et identités en convivialité ;
- etc.

Puisque nous avons déjà déterminé nos idées d'animation, nous avons donc repris notre liste pour essayer de voir si nos idées répondaient bien aux effets recherchés chez nos publics cibles.

À partir de cette réflexion, nous avons déterminé les événements sur lesquels nous allions nous concentrer et nous avons pu entrer dans la partie logistique : déterminer des dates ou périodes pour les événements, les partenaires à associer, les lieux ou organismes auprès desquels communiquer pour trouver notre public. Décider cela nous a également permis de nous répartir le travail selon les contacts que nous avions déjà.

Retour d'expérience et apprentissage

Le GIM a été un outil très utile, mais il est arrivé trop tard dans notre réflexion. Il semblerait plus intéressant de commencer par cela, ce qui permettrait vraiment de partir d'une page blanche pour imaginer les animations que nous proposerons.

Conclusion

Pour participer à l'organisation d'événements, être en collectif est vraiment un atout. Toutefois, pour renouveler les idées et continuer de se questionner sur le « pourquoi » on participe au Festisol et afin d'adapter au mieux la programmation, il semble nécessaire de débiter avec un travail de questionnement.

1- Premièrement, il serait intéressant de prendre un temps pour s'interroger sur ce qu'est la solidarité pour chacun des membres : qu'est-ce que c'est ? Pourquoi on agit pour la solidarité et pourquoi on veut engager plus de personnes ? Cette réflexion permettra peut-être d'établir

une définition (multiple) de notre vision des solidarités et du Festisol.

2- Dans un deuxième temps, il faudrait réfléchir aux effets recherchés (le GIM paraît être un bon outil pour cela), ainsi qu'aux publics ciblés et lieux où les trouver.

3- Enfin, la réflexion sur les animations peut commencer :

par quels moyens peut-on provoquer ces effets ?

Quels formats seraient adaptés ?

Comment faire pour que notre public soit présent : où organiser nos animations ?

Quelle organisation locale paraît pertinente pour participer/porter ce message ?

RÉFLEXIONS SUR L'INVESTISSEMENT INDIVIDUEL AU SEIN DU COLLECTIF

La dynamique lancée par ces réunions d'intelligence collective permet à chacun-e de s'impliquer, de partager sa vision et de se sentir pleinement partie prenante du Festisol. Pour autant, entre les réunions collectives, il apparaît difficile de mobiliser les différents membres pour qu'ils avancent chacun sur les tâches à faire.

C'est une autre réflexion à avoir :

- Comment mobiliser les membres du collectif et les impliquer véritablement tout au long de l'organisation du Festisol ?
- Faut-il revoir le positionnement de la coordination, qui est salariée et donc alloue plus de temps au - Festisol, pour donner plus de tâches aux autres afin qu'ils s'impliquent davantage ?
- Faut-il prévoir des « référent-e-s » par pôle (communication, logistique, etc.) qui relanceraient les membres qui ont des tâches liées à leur pôle ? L'investissement relatif des membres a tendance à imposer une programmation plus légère ou plus « habituelle » pour qu'elle pèse moins sur les organisateur-ric-e-s actif-ve-s au quotidien.

Pour renouveler les idées, les effets recherchés, les formats d'événement, il semble également important de trouver de nouveaux-elles acteur-ric-e-s qui souhaiteraient se lancer dans la dynamique avec le collectif.

Par ailleurs, il pourrait être intéressant de se questionner sur l'intégration du public. Peut-être qu'en intégrant les publics ciblés plus en amont, en leur demandant leur avis et leurs ressentis sur les thèmes, voire en coconstruisant un programme ou événement avec eux, on ouvrirait plus le Festisol à différentes visions et on s'assurera de la venue de publics multiples.



3

RADSI NOUVELLE-AQUITAINE

LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION D'EXP'OSE : PRODUCTION D'UN DISPOSITIF EN SITUATION DE CONFINEMENT



www.radsi.org/expose

Le contexte

« Exp'Ose, quel monde pour 2030 ? » est un projet d'Ecsi qui prend la forme d'un concours d'éloquence sur le thème de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Il se déploie depuis septembre 2018 à raison d'une édition par an et implique des professionnels de l'Ecsi, des enseignant·e·s et des élèves ou apprenti·e·s.

Le projet vise au renforcement du pouvoir d'agir des élèves et apprenti·e·s en tant que citoyen·ne·s d'un monde solidaire en :

- les sensibilisant aux objectifs de développement durable (ODD) et en les accompagnant dans une réflexion sur cette feuille de route mondiale ;
- facilitant les liens entre les acteur·rice·s du territoire et des élèves de lycées professionnels, agricoles et de maisons familiales et rurales ;
- donnant aux jeunes les outils de la prise de parole en public : l'éloquence.

Deux principaux résultats sont attendus :

- les jeunes ont saisi qu'ils peuvent être auteur·e·s et acteur·rice·s du monde de demain en tant que citoyen·ne·s du monde solidaire ;
- une alliance éducative pluri-acteur est effective.

La démarche du projet repose sur :

- l'action d'Ecsi dont le processus et ses cheminements se concrétisent par une prestation orale afin d'accompagner les jeunes à avoir

un avis argumenté sur un sujet alimentant leur réflexion ;

- la mise en œuvre de l'action à travers de la mobilisation territoriale pour une alliance éducative avec une dimension pluri-acteur et pluri-actrice intégrant complémentarité et subsidiarité.

Le projet se déroule autour des activités suivantes :

- information et communication auprès des établissements et associations pour les mobiliser ;
- accompagnement et formation (éloquence, ODD) des binômes équipes éducatives-membres d'associations ;
- mise à disposition d'une plate-forme numérique ressource et d'une trame pédagogique ;
- réalisation d'ateliers de sensibilisation des élèves ;
- phases du concours d'éloquence : organisation des présélections et de la finale ;
- valorisation des prestations des élèves.

D'un point de vue quantitatif, les résultats sont les suivants :

- une trentaine de prestations orales par an (phase concours) ;
- 160 heures en moyenne d'intervention, lors d'animations conduites par une dizaine d'associations et une vingtaine de bénévoles ;
- autour de 400 jeunes bénéficiaires directs chaque année (425 pour l'année 2020-2021).

La présente capitalisation concerne la co-construction de la démarche d'évaluation du projet



3 RADSI NOUVELLE-AQUITAINE – LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION D'EXP'OSE

avec les trois principaux moteurs du projet que sont les bénévoles ou salarié-e-s des associations, les enseignant-e-s, l'équipe de coordination d'Exp'Ose (RADSI Nouvelle-Aquitaine).

Les principales parties prenantes

Ce projet est possible grâce à la contribution d'une pluralité d'acteurs et d'une diversité de partenaires :

- Au centre d'Exp'Ose, les 425 jeunes impliqué-e-s.
- RADSI Nouvelle-Aquitaine, pour la coordination, l'accompagnement et le suivi des différentes parties prenantes ;
- 14 associations (15 salarié-e-s et bénévoles) : Avenir en Héritage ; C Koi Ca ; Cool'eurs du monde ; A-freak-A, Eau Vive Pau Pyrénées ; Tri-cycle enchanté, KuriOz, Aux Arts Etc., Civam, Gref Nouvelle-Aquitaine, Artisans du monde, Les Petits Débrouillards Nouvelle-Aquitaine, CCFD TS 47, Corrèze environnement, e-graine. Des associations volontaires qui ont plus ou moins de compétences en Ecsi lorsqu'elles candidatent et que l'on accompagne pour qu'elles soient en mesure de proposer des contenus de qualité (temps de formation, d'échange, mise à disposition de trame d'intervention, d'outils d'Ecsi...);
- Associations spécialisées : l'une dans l'éloquence (Les Débatteurs) et l'autre sur l'Ecsi (KuriOz). Participation aussi de 4D lors de la formation ;
- les équipes éducatives et en particulier les référent-e-s pédagogiques des établissements professionnels et agricoles ;
- la Fédération régionale des MFR ;
- le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine pour la valorisation des messages des jeunes et l'identification des rencontres où les jeunes peuvent être ambassadeurs des ODD, et pour leur soutien financier important ;
- Le rectorat ;
- La Draaf Nouvelle-Aquitaine, en tant que soutien au programme ;

Les objectifs

La démarche d'évaluation émane d'un double besoin, celui de s'assurer de l'utilité éducative et pédagogique du projet et de réunir les informations nécessaires à la redevabilité du RADSI Nouvelle-Aquitaine vis-à-vis de ses partenaires financiers.

L'expérimentation consiste à co-construire une démarche d'évaluation avec les membres d'associations et des équipes éducatives impliqué-e-s dans un projet et à ancrer une démarche de mesure, d'appréciation des effets dans le cadre d'un projet qui s'inscrit dans la durée.

Les effets recherchés par le projet concernent plusieurs objets : les élèves (savoir-faire, savoir-être et savoir-devenir), le binôme enseignant-e-s/ bénévoles ou salarié-e-s, et la posture de l'animateur-riche (incarné-e par le-la salarié- ou le-la bénévole).

Les effets attendus du projet sur les jeunes se déclinent de la façon suivante :

Savoir-faire

- Les jeunes ont développé des compétences d'esprit critique et analytique.
- Les jeunes ont développé des capacités à argumenter, à échanger des points de vue divers et à construire une proposition partagée.

Savoir-devenir

- Les jeunes ont acquis la motivation et l'envie de prendre les mesures nécessaires.
- Les jeunes ont acquis la capacité à se projeter dans un avenir où ils ont un rôle à jouer localement, ou à une autre échelle, pour le respect et la dignité de tous.

Savoir-être

- Les jeunes ont ressenti un sentiment d'appartenance à une humanité commune et de partage de valeurs et de responsabilités fondées sur les Droits de l'Homme.
- Les jeunes ont développé des facultés d'empathie, de solidarité et de respect des différences et de la diversité (à commencer par la classe).
- Les jeunes ont confiance en elles-mêmes et eux-mêmes et ont gagné en estime personnelle.

Un questionnaire hérité des éditions précédentes a été proposé aux jeunes en début de projet (novembre 2020). Certains points identifiés lors de l'expérimentation n'y figuraient pas. Il sera cependant utilisé pour définir une situation « *ante-Exp'Ose* ».

Nous souhaitons par cette démarche tester plusieurs aspects :

- une dynamique collective de démarche d'évaluation d'éducation à la citoyenneté mondiale et à la solidarité (ECMS) ;
- le suivi du changement ;
- la place du temps zéro, image de départ.

Une construction collective de la démarche, du dispositif et des outils d'évaluation des effets

Cette co-construction est le résultat d'un besoin exprimé par nos membres, celui de mieux connaître les effets de leurs actions d'ECMS. Dans la mesure où ils et elles étaient en grande majorité impliqués-e-s dans le projet Exp'Ose, le RADSİ Nouvelle-Aquitaine, en tant que coordinateur du projet, leur a proposé de faire d'Exp'Ose un projet « expérimental » sur lequel s'appuyer pour ensuite construire leur propre démarche évaluative.

La formation/action s'est faite sur deux journées en distanciel. Un outil numérique central a été utilisé pour faciliter la participation et la visualisation des réponses collectives apportées aux questions posées (mur de post-it).

Un petit « jeu » de prise en main de l'outil a été réalisé au début de la journée et a permis une participation facile et efficace.

Le même support a été utilisé pour les deux journées, ce qui a permis de faire des retours réguliers sur les différentes composantes de la démarche d'évaluation (pour qui on évalue, questions évaluatives...).

Les outils d'évaluation construits collectivement sont ensuite mis en œuvre par les différentes associations avec une double exigence : celle

de prendre en compte la réalité des pratiques et moyens de chacune des associations et celle du respect de l'esprit des outils coconstruits.

La première année de mise en œuvre de cette démarche d'évaluation fera l'objet d'une nouvelle journée de travail pour partager les difficultés et les résultats obtenus.

Les résultats obtenus

Divers outils ont été construits autour de questions ouvertes, d'une présentation de l'outil et d'un rappel des critères et des indicateurs recherchés.

- questionnaire d'enquête passé auprès des jeunes avant le démarrage des interventions et en fin de projet : apprécier le changement permet aux jeunes de s'auto-évaluer (en cours de finalisation) ;
- grille d'évaluation, administrée à l'oral lors des demi-finales et de la finale, retour qualitatif sur le projet (réalisé et administré en mars 2021) ;
- tableau d'analyse des connaissances acquises et compétences développées par les élèves, à remplir par les adultes encadrant-e-s (en cours de construction) ;
- Autoévaluation des jeunes : l'échelle du pouvoir d'agir, à utiliser à chaque séance pour visualiser la motivation des jeunes sur la question (en cours de construction) ;
- questionnaire d'enquête passé auprès des encadrant-e-s. Un questionnaire écrit est complété par un entretien oral de certain-e-s encadrant-e-s. Tous deux sont réalisés après la clôture du projet (fin d'année scolaire) ;
- création d'une note sur le pouvoir d'agir. L'outil ressource permet de consigner les informations et les valeurs autour de l'engagement et du pouvoir d'agir, et de mettre la question au cœur des échanges lors de la formation et des réunions de préparation entre enseignant-e-s et associations (en cours de réalisation) ;
- un tableau de suivi du binôme professeur-e-animateur-riche permet de consigner les rôles et les différents temps de rencontre et de travail pour avoir une vision quantitative du travail fourni en binôme.



Les points forts

- Une démarche d'évaluation co-construite au format « formation/action ».
- Une démarche d'évaluation complète (pour qui on évalue, questions évaluatives...), et non seulement concentrée autour des outils de collecte.
- Des outils d'évaluation variés.
- Des temps de partage sur l'administration des outils d'évaluation mais aussi d'analyse des informations recueillies.

Les faiblesses

- L'absence des enseignant-e-s dans le temps de construction de la démarche – un seul intéressé et qui n'a pu se libérer.
- Beaucoup d'outils proposés – peut-être trop !
- Peu de ressources disponibles, parce que peu de financement, dans les associations pour conduire cette démarche.
- Des temps d'évaluation sans doute pas suffisamment inclus dans les temps « obligatoires » de conduite du projet.

Les leçons à tirer

- Co-construire une démarche d'évaluation en se formant c'est possible et cela peut conduire à des résultats intéressants.

ENSEIGNEMENTS & ASTUCES

1

Il est très intéressant de partager une démarche « complète » d'évaluation. Savoir pour qui l'on évalue et ce que l'on évalue précisément sont des questions importantes à partager lorsque l'on veut réaliser à plusieurs structures l'évaluation d'un même projet.

2

Construire une démarche partagée d'évaluation est un équilibre entre des outils communs à tous et toutes et des marges de manœuvre données aux associations pour leur appropriation.

3

La conduite à plusieurs structures d'une même démarche d'évaluation rend nécessaires des temps de travail autour de la mise en œuvre des outils et de l'analyse des données. la démarche et les outils (vulgariser !).



4

COMMERCE ÉQUITABLE FRANCE

INTÉGRER UN OUTIL DE SUIVI-ÉVALUATION À UNE DÉMARCHE DE MOBILISATION : LE LABEL « ÉCOLES DE COMMERCE ÉQUITABLE »



www.label-ecoles-equitable.fr/le-dispositif-label-ecole/presentation

Le contexte

Les acteur·rice·s de commerce équitable ont vocation à sensibiliser les citoyen·ne·s aux enjeux qu'ils e elles portent : équité dans les relations commerciales mondialisées, travail décent, modes de production et de consommation...

De nombreuses activités existent, s'inscrivant dans ces démarches d'Ecsi et/ou d'éducation au développement durable. Parmi ces activités, la campagne « Label Écoles de commerce équitable », lancée en 2017, vise à valoriser les établissements scolaires et universitaires qui s'engagent dans des démarches de projet transversales en faveur du commerce équitable. L'enjeu de cette campagne est de valoriser ces démarches, de façon à encourager les établissements à penser leurs actions de commerce équitable dans un cadre global, impliquant l'ensemble de la communauté éducative, sur du moyen et long terme.

Cette campagne implique, de fait, une procédure de candidature, d'évaluation et d'octroi, ce qui pose la question de ce qui, pour les acteur·rice·s impliqué·e·s, constitue une démarche globale en faveur du commerce équitable dans le contexte spécifique d'un établissement scolaire ou universitaire.

Les principaux acteurs et principales actrices

Le comité de pilotage actuel de la campagne est composé de la fédération Artisans du monde, FAIR[e] un monde équitable, Max Havelaar France, Commerce équitable France, Fairness, et Ingénieurs sans frontières. Ces réseaux représentent une centaine d'associations et groupes locaux qui s'impliquent à divers degrés dans la campagne. De fait, tou·te·s sont, à divers niveaux, parties prenantes de la procédure de labellisation et donc de la démarche évaluative.

Les établissements s'engageant dans des démarches de commerce équitable sont le cœur de la campagne, le label portant sur l'institution. Pour autant, et au-delà de l'institution, il s'agit bien de valoriser la mobilisation de jeunes élèves et étudiant·e·s, d'enseignant·e·s, parent·e·s et membres de la communauté éducative. Ainsi, si c'est l'investissement de l'institution qui est évalué, une des conditions de l'obtention du label est la participation active des parties prenantes dans les projets.

Les objectifs

L'objectif de la démarche de labellisation est en premier lieu de poser un cadre commun de



4 COMMERCE ÉQUITABLE FRANCE – LE LABEL « ÉCOLES DE COMMERCE ÉQUITABLE »

valorisation et d'encouragement des établissements scolaires et universitaires qui s'engagent en faveur du commerce équitable. En ce sens, si elle doit permettre aux porteur·euse·s de la campagne d'accompagner les établissements vers le label, elle doit surtout faire sens au regard des activités et enjeux spécifiques des contextes scolaires et universitaires, et leur apporter une réelle plus-value en matière de communication et de renforcement de leurs actions.

La démarche mise en œuvre

La construction des critères du label a permis d'identifier les grands axes d'engagement en faveur du commerce équitable possibles en milieu scolaire et/ou universitaire, et de qualifier ce qui, selon les porteur·euse·s de la campagne, pouvait constituer un projet d'engagement global d'un établissement. Le commerce équitable ne manque pas d'expérience en matière de labellisation, il s'est donc agi d'adapter ce savoir-faire à un contexte scolaire, à des enjeux et pratiques d'éducation au commerce équitable et d'Ecsi.

L'expérimentation menée par NAPCE a permis de largement informer les porteurs et porteuses de la campagne quant aux axes qui pouvaient être explorés.

Les critères qui ont été retenus sont les suivants :

- la mise en place d'un comité de pilotage dédié ;
- les achats de produits équitables ;
- la sensibilisation au commerce équitable au sein de l'établissement scolaire ;
- la communication et les partenariats.

Pour chacun, des niveaux d'engagement sont proposés, de 1 à 3, permettant d'évaluer le volume des activités, leur récurrence, ainsi que l'implication des diverses parties prenantes de l'établissement dans la démarche. Ce fonctionnement par niveau d'engagement se traduit par un label qui, lui aussi, est attribué selon trois niveaux et pour une durée de trois ans.

La démarche d'évaluation de l'atteinte de ces critères

par les établissements s'inspire du système WFTO (World Fair Trade Organization), qui est le système de garantie propre au commerce équitable (WFTO). Ce système est pensé avant tout pour garantir le respect des critères du commerce équitable pour les organisations de production et de distribution. Nous avons donc pris appui sur nos propres cadres de référence en matière de garantie et d'évaluation, pour les transposer à une démarche adaptée à des établissements scolaires. Il s'agissait notamment de mobiliser les compétences internes, l'expérience et l'expertise des acteurs de commerce équitable en reprenant ce système. Par ailleurs, la triple évaluation dote le label d'une fiabilité très appréciée des établissements scolaires : l'intervention de pairs et de personnalités extérieures légitime et donne une assise au label.

Le label implique une triple évaluation :

- autoévaluation ;
- évaluation par les pairs ;
- évaluation externe.

Ainsi, tout établissement candidat doit :

- remplir un dossier de candidature décrivant les activités mises en œuvre pour chacun des cinq critères ;
- remplir un formulaire d'autoévaluation dans lequel il s'attribue, sur chaque critère, le niveau 1, 2 ou 3.

Les dossiers de candidature sont ensuite transmis à un pair évaluateur (*i. e.* un établissement déjà labellisé) et à un jury externe, composé de personnalités qualifiées. Chacun·e remplit un formulaire, les évaluations sont compilées par le comité de pilotage de la campagne, qui pondère au besoin et attribue ensuite le label au niveau adéquat. Il est à noter que les associations locales qui accompagnent directement les établissements ont un rôle crucial dans la construction du dossier de candidature : elles interviennent en appui, et surtout aident l'établissement scolaire à déterminer si son dossier est suffisant pour une candidature. Bien que crucial, ce rôle évaluatif n'est pas explicité dans la démarche d'évaluation.

Les dossiers de candidature, dotés d'annexes, constituent le terrain principal d'évaluation,

cette dernière étant, quant à elle, produite via les formulaires, que le comité de pilotage compile et analyse.

Les résultats, effets obtenus

De fait, cette procédure d'évaluation a ceci de particulier qu'elle filtre les candidatures dès l'amont, en incitant les établissements scolaires à se positionner eux-mêmes via le formulaire d'autoévaluation : les candidatures reçues sont ainsi toutes *a priori* éligibles au label, le débat portant ensuite plutôt sur le niveau accordé.

Ainsi, elle sert à la certification, mais permet aussi aux acteur·rice·s nationaux·ales une visibilité renforcée sur les activités mises en œuvre localement, avec de précieux éléments qualitatifs et quantitatifs intégrés aux dossiers de candidature, véritables mines d'information et sources d'inspiration.

Un aspect plus inattendu a pu être observé dans certains territoires, où des associations locales utilisent les critères du label comme cadre préalable à la mise en œuvre de projets d'établissements. Plus explicitement, des établissements qui se lancent dans des projets de commerce équitable y trouvent une méthodologie de mise en œuvre, et pas seulement un outil de valorisation *a posteriori*.

Enfin, une consultation (via des questionnaires de satisfaction) a été réalisée à l'automne 2020 auprès d'établissements labellisés afin d'obtenir quelques éléments qualitatifs et retours d'expérience quant à la pertinence de cette démarche. Les résultats valident globalement la démarche d'évaluation et la pertinence des critères. Néanmoins, la plus-value des évaluations extérieures et des recommandations émises par les jurys et pairs évaluateurs a été jugée comme relativement faible : ainsi, si les évaluations externes sont un gage de neutralité et de légitimité du label, elles ne sont pas, à ce stade, un levier d'accompagnement du changement et ne servent que trop peu la démarche de progrès qui est au cœur de la campagne.

Une réflexion sur le positionnement des évaluateurs externes est en cours à l'heure de la rédaction de cette fiche.

Les points forts

Du fait de son fonctionnement via un label, la démarche d'évaluation a un positionnement central dans cette campagne : elle n'est pas un item postérieur à l'action, ni « quelque chose en plus », mais bien un élément incontournable. Cela permet aux acteur·rice·s, locaux·ales et nationaux·ales, d'avoir à disposition une multitude d'informations qualitatives et quantitatives sur les activités menées, leur récurrence, leurs répercussions éventuelles. Les établissements se prêtent également à l'exercice dès lors qu'ils souhaitent le label, sans que les réticences parfois observées face aux démarches d'évaluation de projet n'apparaissent.

Enfin, le fonctionnement par niveau permet une incitation des établissements à poursuivre leur action, afin par exemple de viser le niveau suivant lors d'un renouvellement du label. Ces situations de renouvellement et de changement de niveau nous informent sur les démarches de progrès mises en œuvre et permettent un suivi sur un temps relativement long (trois ans). Il est par ailleurs à noter que les différents niveaux sont définis via des paliers, qui portent notamment sur les degrés d'implication et d'autonomie dans l'action des élèves.

Ainsi, concernant l'axe sensibilisation, la collaboration des élèves aux actions de sensibilisation est nécessaire à une labellisation de niveau 2, et la formation des élèves (et du personnel) à l'éducation au commerce équitable à une labellisation de niveau 3. Des paliers similaires, tenant compte de l'implication des élèves, existent sur chaque axe, incitant à donner toute sa place à l'action des jeunes et au renforcement de leur pouvoir d'agir.



Les faiblesses

L'exigence des dossiers et la multiplicité des personnes chargées de l'évaluation constituent une difficulté opérationnelle dans la mise en œuvre de la démarche : les établissements scolaires sont parfois en difficulté pour trouver le temps nécessaire à la saisie des dossiers. La mobilisation des pairs évaluateurs et jurys externes est également chronophage. Si, aujourd'hui, le volume d'établissements labellisés reste raisonnable (20 en tout), toute hausse de volume viendra impacter ce temps de sollicitation, mobilisation et collecte d'information, incitant à une réflexion sur d'éventuelles évolutions de la démarche.

En outre, si cette dernière est riche, elle n'est évidemment pas exhaustive. Par exemple, elle ne renseigne pas, ou que peu, sur les impacts à moyen terme des activités sur les parties prenantes (élèves, enseignant-e-s, etc.), leurs connaissances sur le commerce équitable, leurs intentions d'agir. Des travaux sont en cours pour mettre en œuvre un dispositif à part, dédié à la mesure de ces effets. Le baromètre pour mesurer les effets des dispositifs d'éducation au commerce équitable (voir **Fiche 16, p. 138**) en est un exemple.



5

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ INTERNATIONAL

LA DÉMARCHE DE SUIVI-ÉVALUATION DES TANDEMS SOLIDAIRES, DISPOSITIF RÉGIONAL D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE



www.bfc-international.org/-Contact-

Le contexte

Le dispositif régional des Tandems solidaires donne l'occasion à des élèves - de maternelle, primaire, collège et lycée -, encadrés par des référent-e-s pédagogiques, de participer activement à un projet d'éducation à la citoyenneté mondiale aux côtés d'une association de Bourgogne-Franche-Comté. Elles et ils forment alors un Tandem solidaire le temps d'une année scolaire. De l'idée au projet, un soutien technique et financier est apporté aux référent-e-s pédagogiques et aux associations : aide à la conception du projet, formations, ressources pédagogiques, suivi individualisé, mise en réseau, échange de pratiques, valorisation du projet, etc.

Tout au long de l'année, la coordination globale du dispositif et l'accompagnement technique des binômes composant les Tandems solidaires sont assurés par le réseau régional multi-acteurs (RRMA) BFC International et par la région académique de Bourgogne-Franche-Comté. Une équipe de trois personnes (une chargée de mission de BFC International et deux enseignantes déléguées par la DRAREIC) assure l'animation et le suivi de l'ensemble de ces missions. Chacune des initiatives menées dans le cadre des Tandems solidaires bénéficie d'un soutien financier d'un montant

forfaitaire de 500 euros, assuré par sept collectivités territoriales de Bourgogne-Franche-Comté (Région Bourgogne-Franche-Comté, Département du Jura, Département du Territoire de Belfort, Ville de Dijon, Ville de Besançon, Ville de Belfort, Ville de Nevers), qui interviennent selon leurs compétences respectives dans le domaine éducatif.

L'ensemble des partenaires en région ont développé une démarche de suivi-évaluation du dispositif pour mesurer les activités menées de manière globale : qualité des projets pédagogiques soutenus, effets des projets sur le public cible des élèves, qualité de la relation partenariale tissée entre les établissements scolaires et les associations, appréciation de l'accompagnement proposé par le dispositif, etc.

Les différents outils de suivi-évaluation sont pensés pour suivre l'évolution des porteur-euse-s de projets dans le temps et se composent :

- d'un dossier de candidature donnant lieu à un processus de sélection par les partenaires, réunis en comité de sélection. BFC International joue dans cette étape un rôle d'appui à la décision et formule, à la demande des partenaires, des avis techniques ;
- d'une évaluation qualitative de la formation initiale proposée dans le cadre du dispositif ;



- d'un bilan à mi-parcours organisé sous forme d'ateliers d'échange de pratiques ;
- d'une fiche bilan à compléter en fin d'année scolaire.

Pour en savoir plus

Retrouvez la plaquette de présentation du dispositif :

 www.bfc-international.org/plaquette.pdf

Les principaux acteurs et principales actrices

- Les coordinateur-ric-e-s du dispositif (BFC International, région académique de Bourgogne-Franche-Comté) : elles et ils conçoivent et animent les différents outils de suivi-évaluation et accompagnent les porteur-euse-s de projets tout au long de l'année.
- Les binômes composant les Tandems solidaires : ils et elles coconstruisent le projet pédagogique, coaniment les séances avec les élèves, accompagnent ceux-ci dans leur réflexion et/ou dans la réalisation d'une action citoyenne et solidaire concrète. Ils renseignent les différents outils de suivi-évaluation grâce à leurs retours d'expérience. Ces binômes sont composés des représentant-e-s des associations en tandem avec les établissements (bénévoles ou salarié-e-s) et d'un-e ou plusieurs des référent-e-s pédagogiques au sein des établissements scolaires (enseignant-e-s, documentalistes mais également conseiller-ère-s principaux-ales d'éducation, infirmier-ière-s, etc.).

Le comité de pilotage des Tandems solidaires est composé des coordinateur-ric-e-s et des sept collectivités territoriales partenaires. Il se réunit deux fois par an et discute des résultats de la démarche de suivi-évaluation pour identifier des recommandations sur l'amélioration globale du dispositif.

Les objectifs et la démarche mise en œuvre

À travers la démarche de suivi-évaluation, les coordinateur-ric-e-s et partenaires du dispositif poursuivent un objectif final, celui d'améliorer la qualité des projets d'éducation à la citoyenneté mondiale en améliorant l'accompagnement proposé aux porteur-euse-s de projets dans le cadre du dispositif.

Le dossier de candidature constitue une première étape permettant d'identifier les acteur-ric-e-s les plus susceptibles de mener à bien un projet de tandem et ceux-elles qui nécessitent le plus d'accompagnement. Aussi, à cette étape, l'expérience des candidat-e-s, leur capacité à identifier en amont un binôme partenaire, leur compréhension des enjeux de l'éducation à la citoyenneté mondiale et leurs projets pédagogiques sont analysés via un premier formulaire de candidature.

À travers l'**évaluation qualitative de la formation initiale** proposée en début d'année scolaire, les partenaires se fixent pour objectifs spécifiques :

- de mesurer si les porteur-euse-s de projets ont bien saisi le fonctionnement global du dispositif dans lequel il-elle-s s'engagent ;
- d'identifier s'ils/si elles se sont approprié ou non les finalités de la démarche d'éducation à la citoyenneté mondiale ;
- d'identifier les besoins spécifiques d'accompagnement des porteur-euse-s de projets en matière de choix des thématiques, de posture d'animation et de choix des outils pédagogiques.

Les animateur-ric-e-s de la formation proposent pour cela une première évaluation « à chaud », à travers un outil d'animation conduit à la toute fin de la journée de formation, pour mesurer globalement le niveau de satisfaction des participant-e-s. Dans un second temps, quelques jours après la formation, les animateur-ric-e-s proposent aux participant-e-s de compléter un questionnaire en ligne qui permet de mesurer de manière plus qualitative l'atteinte des objectifs pédagogiques de la formation.

5 BFC INTERNATIONAL - DÉMARCHE SUIVI-ÉVALUATION, DISPOSITIF D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

À noter que seuls les porteur-euse-s de projets participant pour la première fois au dispositif sont invité-e-s à cette formation initiale, qui propose des éléments d'initiation à l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Pour en savoir plus

Retrouvez le questionnaire d'évaluation de la formation (voir **Encadré 1, p. 86**) :

 <https://forms.gle/akxMUhunGxNJ6bjW8>

À travers **le bilan à mi-parcours**, organisé sous forme d'ateliers d'échanges de pratiques, les partenaires ont pour objectifs spécifiques :

- d'évaluer l'état d'avancement des projets ;
- de mesurer si la formation initiale dont les porteur-euse-s de projets ont bénéficié en décembre leur a été utile ;
- de favoriser le partage des difficultés rencontrées et des bonnes pratiques en matière d'animation du partenariat entre l'établissement scolaire et l'association, de choix pédagogiques et de méthodologie de valorisation du projet.

Ce temps de bilan à mi-parcours se compose d'un temps d'interconnaissance, puis d'ateliers d'échange de pratiques en groupes restreints de participants pour favoriser la prise de parole de chacun-e, suivis d'une synthèse en plénière pour donner à voir les résultats globaux des réflexions et partager les résultats.

Tous les porteur-euse-s de projets - ceux et celles qui participent pour la première fois au dispositif et ceux-elles qui l'ont déjà expérimenté - sont invité-e-s à participer au bilan à mi-parcours.

Pour en savoir plus

Un exemple de synthèse du bilan à mi-parcours :

 www.bfc-international.org/Bilan

Enfin, à travers la **fiche bilan** à compléter en fin d'année scolaire, les partenaires ont pour objectifs spécifiques :

- de capitaliser sur le déroulement global du projet sur le plan pédagogique et partenarial, et sur l'accompagnement dont ont bénéficié les porteur-euse-s de projet ;
- de valoriser certaines initiatives inspirantes en

formalisant des fiches projet rédigées à partir des informations tirées de fiches bilan, mises en forme et rendues publiques sur le site de BFC International.

Tou-te-s les porteur-euse-s de projets - référent-e-s pédagogiques et représentant-e-s d'associations - sont invité-e-s à compléter conjointement une fiche bilan narrative de leur projet, composée de plusieurs parties :

- le titre du projet ;
 - la description détaillée des différentes étapes et ressources pédagogiques utilisées au cours du projet ;
- une description des effets du projet sur le public cible des élèves (voir **Encadré 2, p. 87**) ;
- des éléments sur la relation partenariale entre l'établissement et l'association ;
 - la perception de l'accompagnement apporté par le dispositif ;
 - les perspectives ;
 - les personnes-ressources à contacter.

Il est à noter que l'évaluation des effets sur le public cible des élèves se fait de manière globale, à l'échelle du groupe, et non individuelle.

Les résultats obtenus

Cette démarche de suivi-évaluation permet d'obtenir des retours d'expérience et des données qualitatives à l'échelle de chaque projet accompagné (grâce à l'évaluation de la formation et à la fiche bilan) mais aussi à l'échelle régionale (grâce au bilan à mi-parcours).

Ces retours d'expérience et ces données permettent *in fine* :

- de clarifier les finalités et les éléments de communication du dispositif ;
- de préciser les critères de qualité des projets pédagogiques ;
- d'apporter des réponses précises aux besoins exprimés individuellement par les porteur-euse-s de projets au début et à mi-parcours du projet ;
- de qualifier et de valoriser les effets du dispositif sur les porteur-euse-s de projets - référent-e-s



pédagogiques et représentant-e-s d'associations - mais aussi sur les élèves, dans une moindre mesure ;

- de repérer et d'essaimer les bonnes pratiques des porteur-euse-s de projets.

Les points forts et les faibles de la démarche

Sur l'axe changement sociétal

Point fort : Cette démarche de suivi-évaluation permet d'observer des changements de pratiques et de posture des acteur-ric-e-s éducatif-ive-s (enseignant-e-s, personnels des établissements et représentant-e-s d'associations), et leur appropriation, au fil du projet, de la démarche d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Point faible : La part des résultats mesurant concrètement les effets des projets et du dispositif sur les élèves est encore faible. Le suivi des élèves sur le temps long semble très difficile à mettre en place.

Sur l'axe accompagnement

Point fort : Cette démarche s'inscrit dans un temps long, en suivant le cycle du projet, et permet aux coordinateur-ric-e-s du dispositif d'être opérationnel-le-s et réactif-ive-s dans l'accompagnement des porteur-e-s de projets.

Point faible : Les binômes du dispositif ne sont pas encore associés à la construction de la démarche et des outils de suivi-évaluation.

Il n'y a pas non plus de véritable travail pédagogique auprès des usager-ère-s du dispositif pour que ceux-elles-ci s'approprient pleinement la démarche de suivi-évaluation.

Sur l'axe parties prenantes

Point fort : Cette démarche bénéficie à toutes les parties prenantes du dispositif - animateur-ric-e-s, partenaires et binômes « usager-ère-s ».

Point faible : Cette démarche de suivi-évaluation n'intègre pas directement le retour d'expérience des élèves, public cible final du dispositif. Les éléments concernant les élèves sont rapportés par

leurs encadrant-e-s - référent-e-s pédagogiques et représentant-e-s d'associations.

Sur l'axe apport méthodologique

Point fort : La mise à disposition de ressources humaines dédiées avec des compétences complémentaires (connaissance des publics, animation, maîtrise des outils numériques, capacités d'analyse, etc.) et la coopération de plusieurs partenaires pour conduire cette démarche de suivi-évaluation est pertinente et rend la démarche efficace.

Point faible : L'absence de lien avec le monde de la recherche dans cette démarche de suivi-évaluation implique certaines fragilités, comme la non-exhaustivité des résultats (la formation et le bilan à mi-parcours n'impliquent pas tou-te-s les porteur-euse-s de projets), l'absence d'analyse du caractère significatif des résultats, pas d'analyse quantitative, etc.

La nature des outils utilisés et des résultats, ainsi que le temps d'analyse et d'accompagnement nécessaire des porteur-euse-s de projets posent la question de la faisabilité de cette démarche de suivi-évaluation sur le long terme, dans un contexte où le dispositif croît et accueille d'année en année toujours plus de projets.



Les leçons tirées, pistes d'amélioration

Afin de renforcer l'appropriation de la démarche de suivi-évaluation par les porteur-euse-s de projets, il serait intéressant :

- d'engager un travail de formalisation et d'explicitation de la démarche tout au long du processus et notamment lors des moments clés (formation, bilan à mi-parcours, bilan final). Ce travail pourrait tout à fait s'intégrer à un document intitulé « Guide du participant », qui serait diffusé dès le début de l'année scolaire aux porteur-euse-s de projets ;
- de créer un espace de concertation qui associerait les référent-e-s pédagogiques et les associations à la réflexion générale autour des outils de suivi-évaluation, dans leur contenu et leur forme ;

- de créer des liens avec le monde de la recherche dans le cadre d'une évaluation fine et complète du dispositif pour lequel des cofinancements pourraient être identifiés.

Le travail de capitalisation autour du suivi-évaluation a également révélé que la mesure des effets était davantage centrée aujourd'hui sur les publics « enseignant-e-s » et « représentant-e-s d'associations », ce qui constitue déjà une matière extrêmement riche à analyser compte tenu des moyens humains et financiers dédiés à la démarche de suivi-évaluation.

Néanmoins, un travail complémentaire de mesures des effets sur le public cible final du dispositif, constitué par les élèves, serait nécessaire. Il pourrait par exemple être mené en collaboration avec d'autres RRMA qui déploient le dispositif dans leur région ainsi que des acteurs de la recherche.

ENSEIGNEMENTS & ASTUCES

Les cinq principaux conseils à donner à qui voudrait s'inspirer de cette expérience

1

Identifier en interne ou auprès de ses partenaires les ressources et les compétences disponibles pour mettre en place une démarche de suivi-évaluation.

2

Identifier en amont de la démarche les attentes spécifiques de vos partenaires, les données recherchées et les étapes clés permettant de les recueillir.

3

Garder en tête la finalité de la démarche de suivi-évaluation afin qu'elle s'inscrive en cohérence avec les missions développées et les objectifs poursuivis initialement.

4

Adapter la démarche de suivi-évaluation au rythme des projets à évaluer pour favoriser l'appropriation des porteur-euse-s de projets à la démarche.

5

Adapter le format et le vocabulaire des documents aux cibles de l'évaluation.



“

*La nature des outils utilisés
et des résultats, ainsi
que le temps d'analyse
et d'accompagnement
nécessaire des porteur·euse·s
de projets posent la question
de la faisabilité de cette
démarche de suivi-évaluation
sur le long terme [...]*

BFC INTERNATIONAL

”

LES 5 OBJECTIFS DES TANDEMS

Les 5 objectifs des Tandems



Véhiculer une **vision positive et non-misérabiliste** de la coopération et de la solidarité internationale

Favoriser la prise de conscience des **interdépendances** entre le local et l'international



Amener les élèves à réfléchir sur la **dimension internationale** de la citoyenneté

Encourager **l'esprit critique**



Permettre aux élèves d'être **acteurs de leurs apprentissages** en favorisant l'utilisation d'outils et d'activités participatives.



EXTRAITS DE LA FICHE BILAN "TANDEMS SOLIDAIRES"

Extrait n°1

Introduction à la fiche bilan

Merci de compléter cette fiche bilan sur ordinateur. Elle doit permettre à l'ensemble des partenaires ayant soutenu le projet d'apprécier le plus précisément possible son déroulement et ses effets/impacts. Elle pourra faire l'objet d'une mise en page et d'une publication sur le site internet de BFC International et des partenaires du dispositif.

Extrait n°2

Rubrique 6 : « Effets – impacts du projet sur les élèves »

a) Quels ont été les effets du projet sur les élèves ?

Merci de préciser quelles ont été les marques d'intérêt des élèves pour le projet, ou au contraire les difficultés rencontrées pour les mobiliser ; quels ont été les points de questionnement des élèves sur les sujets abordés, leur cheminement tout au long du projet, leurs éventuels changements de posture entre le début et la fin ; précisez si les élèves ont été acteurs du projet, s'ils ont réalisé une action concrète ou proposé des initiatives à mener à l'avenir en lien avec le projet.

b) Quels ont été les savoirs, savoir-faire et savoir-être développés par les élèves au cours du projet ?

Merci de compléter le tableau ci-dessous :

Savoirs	Savoir-faire	Savoir-être

c) Citez quelques témoignages d'élèves

Notez quelques paroles d'élèves qui illustrent ce qu'ils retiennent de cette expérience à leur échelle et à l'échelle collective de la classe, de l'établissement. Indiquez simplement le prénom de l'élève et son âge avant la citation.

6

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

MESURER LES EFFETS D' ACTIONS D'ECSI AUPRÈS D'UN PUBLIC EN SITUATION DE PAUVRETÉ OU DE PRÉCARITÉ : PENSER LA DÉMARCHE AVEC LES BÉNÉVOLES ET FAVORISER SON APPROPRIATION AU SEIN D'UN RÉSEAU DÉCENTRALISÉ



www.secourspopulaire.fr

Le contexte

Le Secours populaire français (SPF) s'est donné pour mission d'agir contre la pauvreté et l'exclusion en France et dans le monde, et de promouvoir la solidarité et ses valeurs. En septembre 2020, avec le soutien de l'AFD, le SPF a démarré le projet « L'Ecsi, un levier d'émancipation pour les personnes en situation de pauvreté et de précarité » (LEPP), mené sur trois ans (septembre 2020-août 2023) avec 12 fédérations départementales. S'appuyant sur une démarche d'éducation populaire, le projet vise à sensibiliser 70 000 personnes en situation de pauvreté ou de précarité à la solidarité internationale (SI), et utilise cette dernière comme levier pour aller vers l'engagement.

La mise en mouvement des personnes s'articule autour de quatre axes qui, à divers degrés, constituent des formes d'émancipation ancrées dans la pratique d'éducation populaire du SPF :

- la prise de parole par les personnes (témoignage) ;
- l'animation de temps de sensibilisation à la SI ;
- l'organisation d'actions de collecte en faveur d'actions de solidarité internationale ;
- la réalisation d'actions de solidarité.

À cette occasion, 1 000 enfants et 2 000 jeunes et adultes seront encouragés à prendre part à

des actions concrètes de solidarité internationale, en veillant à valoriser leurs compétences et leur parcours, et en permettant une implication progressive et une véritable prise de responsabilité. D'autre part, 100 enfants auront la possibilité d'approfondir leur engagement suite à leur participation à un Village Copain du monde (voir **Fiche 7, p. 92**). Cette action, qui a démarré il y a plus de 15 ans, rassemble, le temps d'un séjour, des enfants de différentes nationalités. Elle favorise la rencontre multiculturelle, l'apprentissage du vivre-ensemble et la pratique de la solidarité.

Un important travail de capitalisation et de partage d'expérience fera partie intégrante du projet, avec pour objectif d'essaimer à terme auprès de 16 autres fédérations départementales.

Les principaux acteurs et principales actrices

Création d'un groupe de travail « Mesure des effets » regroupant différentes parties prenantes du projet :

- les bénévoles de trois fédérations pilotes ;
- des membres du « comité de projet », notamment la coordinatrice du projet et la cheffe de projet Copain du monde (enfance) ;



- la cheffe de projet « Animation des réseaux France », personne ressource pour les études et les évaluations.

Implication des 12 fédérations pilotes dans l'utilisation des outils et pour le retour d'expérience terrain :

- les animateur-riche-s-coordonateur-riche-s de projet dans les fédérations ;
- les bénévoles organisant les actions ;
- les personnes sensibilisées par nos actions.

Les objectifs

La démarche de mesure des effets du projet a été mise en place par l'association nationale du SPF et co-construite avec les 12 fédérations pilotes du projet. Tout l'enjeu résidait dans la capacité de l'association nationale, en tant que tête de réseau et coordinatrice du projet, à sensibiliser et faire adhérer les fédérations pilotes à la démarche, pour qu'elles-mêmes se mettent à leur tour en position d'animation afin de l'impulser au niveau de leur réseau départemental.

Deux données importantes ont été prises en compte lors de la conception de la démarche de mesure des effets :

- Le SPF est une association de bénévoles, ce sont elles et eux qui devront animer cette démarche.
- Nos actions d'Ecsi s'adressent à un public en situation de précarité, aidé par nos structures et qui connaît des réalités de vie très diverses (sur le plan social, économique, culturel...).

Finalement, le point de départ de notre réflexion était : comment, en tant que tête de réseau dans une organisation de bénévoles décentralisée, impulser une nouvelle pratique, simple et efficace, permettant de mesurer et valoriser l'entièreté des effets de nos actions d'Ecsi ?

Les principaux objectifs fixés pour la démarche elle-même étaient :

En termes d'outils :

- trouver les bons outils, utilisables et exploitables par l'ensemble des acteurs et actrices du réseau (au niveau départemental et local) et adaptés au public que l'on souhaite toucher ;

- créer un outil à la fois « standardisé », utilisable quel que soit le type d'activité mené et adaptable par le terrain.

En termes de méthode :

- faire adhérer toutes les fédérations pilotes à la démarche ;
- s'assurer de leur prise en main des outils et de leur capacité à animer la démarche sur leur territoire départemental ;
- proposer une méthode facilitant l'appropriation de la démarche et des outils par les bénévoles en charge des activités au sein des fédérations départementales et des comités locaux.

La démarche mise en œuvre

La démarche, mûrie pendant l'écriture du projet et le début de sa mise en œuvre, a évolué dans des allers-retours constants entre nos objectifs (mesurer qualitativement les effets de nos actions), nos obligations (rendre compte aux bailleurs, notamment du nombre de personnes sensibilisées) et les réalités de terrain de notre réseau décentralisé (faisabilité et utilisation des outils). Nous souhaitons cependant aller au-delà de l'observation pour mesurer, le plus objectivement possible, les effets de nos actions.

Les étapes clés de la construction de la démarche

1. ÉCHANGER ET APPRENDRE DES AUTRES

LEPP est le premier projet d'Ecsi coordonné à un niveau national par le SPF. C'est donc la première fois que se posait au réseau la question d'animer, à l'échelle nationale, la mesure des effets des actions menées par les fédérations. Notre premier réflexe a été de sortir de notre réseau et d'aller à la rencontre d'autres acteur-riche-s de l'Ecsi ayant déjà mis en place des démarches de ce type, avec des contraintes similaires (réseau décentralisé de bénévoles, culture

de l'évaluation en construction, etc.). Ces premiers échanges ont permis de commencer à penser la démarche.

2. CO-CONSTRUIRE, SE METTRE D'ACCORD SUR LE SENS ET LA MÉTHODE

Conscients du fort enjeu d'adhésion inhérent à l'animation d'un réseau décentralisé, nous avons à cœur d'impliquer l'ensemble des acteur·rice·s dans la construction et la validation de la méthode à mettre en œuvre.

UN PEU D'HISTOIRE

Juillet 2020

Lors d'une réunion collective regroupant les 12 fédérations pilote, un atelier permet de partager autour du sens de la démarche que nous souhaitons mettre en place. Ensemble, nous avons listé les effets (pensés de façon très large) que nous imaginons produire en adressant des actions de sensibilisation à la SI aux personnes que nous aidons. Nous avons également partagé sur la différence entre mesure des effets des actions et évaluation des résultats.

Août-septembre 2020

Un groupe de travail (GT) « Mesure des effets » est créé à l'issue de la réunion, avec pour mission d'écrire une méthodologie de mesure des effets et de créer les outils permettant de la mettre en œuvre. Le groupe base sa réflexion sur la liste des effets identifiés lors de l'atelier.

Septembre 2020

La méthodologie et les outils sont présentés et mis en débat par le groupe de travail lors d'une seconde réunion avec les fédérations pilotes. Ils sont affinés par le groupe de travail à son issue. Débute ensuite la phase de test de l'outil, dont les retours permettront de perfectionner la démarche et de retravailler les outils.

3. EXPÉRIMENTER ET ADAPTER

Entre octobre 2020 et mars 2021, les premières actions du projet sont mises en place, permettant de tester les outils. Les fédérations envoient les questionnaires à la coordinatrice du projet qui les traite dans l'outil de *scoring*.

4. ACCOMPAGNER

La démarche repose également sur un accompagnement et un suivi régulier des fédérations du projet (réunions collectives « Prise en main des outils » ; accompagnement individuel ou en petits groupes).

Les résultats, effets obtenus

À ce stade de l'expérimentation, la démarche mise en place est encore un *work in progress*. Les restrictions sanitaires liées à l'épidémie de la Covid-19 ont freiné un certain nombre d'actions de sensibilisation, allongeant la phase test des outils. Cependant, il reste intéressant de regarder ce que le travail collectif réalisé pour penser et tester la démarche (le processus) a produit.

Des outils ont été créés, et sont utilisés par l'association nationale et les fédérations :

- un document de référence présentant la méthodologie ;
- un « questionnaire-minute », pour interroger les participant·e·s aux actions ;
- une méthode d'échantillonnage et de projection, pour éviter de questionner tout le monde ;
- une méthode de notation (*scoring*) des questionnaires, pour mesurer les effets produits ;
- un tableau de dépouillement, pour analyser et produire des statistiques.

Les outils créés répondent aux besoins du réseau :

- un questionnaire pensé pour être utilisable facilement par les bénévoles en charge de la mise en place des activités ;
- un questionnaire utilisable sur tout type d'action (sensibilisation « ponctuelle » s'appuyant sur un événement, sensibilisation au long cours dans le cadre d'activités suivies avec un groupe identifié, etc.) et adaptable par les fédérations à leur contexte local. À terme, il sera décliné en version numérique, pour permettre une utilisation sur smartphone ou tablette, et en une version plus ludique à destination des enfants ;



- une méthode d'échantillonnage qui permet de ne pas avoir à interroger 100 % des participants aux actions, tout en pouvant effectuer des projections pour analyser les résultats obtenus ;
- une méthode de *scoring* qui permet d'évaluer l'impact d'une action. Un faible score obtenu invite ainsi à repenser l'action de sensibilisation pour aller vers l'effet recherché.

Les points forts

Une mobilisation dans les fédérations d'acteur-riche-s aux compétences et expertises différentes et représentant la diversité du réseau :

les animateur-riche-s-coordonateur-riche-s de projet (bénévoles ou salarié-e-s), les bénévoles organisant les actions, les personnes sensibilisées.

Une dynamique collective impactée :

- questionnement collectif sur les effets attendus sur le projet et réévaluation de certains ;
- gain en transversalité au sein de l'association nationale, par l'association au groupe de travail des cheffes de projet de différents services ;
- adhésion rapide de certaines fédérations, qui ont pris en main la démarche, testé les outils, animé la démarche au niveau local et fait des retours constructifs, permettant de renforcer le groupe de travail « Mesure des effets » et donc sa légitimité, d'améliorer la démarche et les outils. Ceci les a positionnées de fait comme « ambassadrices » auprès des autres fédérations du projet n'ayant pas encore expérimenté la démarche.

Les faiblesses

- Un questionnaire qui ne peut pas tout mesurer : choix d'un outil nous permettant de répondre aux objectifs que l'on s'est fixés sur le projet tout en rendant compte au bailleur/à la bailleuse sur le plan quantitatif ;
- un questionnaire qui nécessite un accompagnement à tous les échelons, des fédérations au public cible, pour s'assurer de la

- bonne compréhension des questions, etc. ;
- le traitement centralisé des questionnaires : cela prend du temps (dépouillement des questionnaires, traitement des données, allers-retours avec les fédérations, etc.) ;
- l'utilisation du tableau de *scoring* : il faut trouver le bon équilibre entre un outil simple d'utilisation, fiable dans le traitement des données et permettant de traiter ces dernières au local et en compilé.

ENSEIGNEMENTS & ASTUCES

- 1**
Co-construire au maximum la démarche avec les acteur-riche-s qui vont la mettre en œuvre sur le terrain.
- 2**
Faire des retours systématiques aux fédérations au fur et à mesure qu'elles utilisent les outils et s'appuyer sur leur expérience pour emmener d'autres fédérations dans la démarche.
- 3**
S'entourer de personnes ayant différentes compétences (ne pas hésiter à aller chercher la compétence !).
- 4**
S'exprimer simplement pour rendre accessible la démarche et les outils (vulgariser !).
- 5**
Rester modeste, simple, pratico-pratique.



7

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

VALORISER L'UTILITÉ SOCIÉTALE DES VILLAGES COPAIN DU MONDE : PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHÉ



www.secourspopulaire.fr

Le contexte

Depuis mars 2019, le Secours populaire français a lancé une démarche de mesure de l'utilité sociétale de ses villages Copain du monde, en lien avec le cabinet TransFormation Associés. S'inspirant de la notion d'« utilité sociale », le SPF a souhaité s'approprier son propre concept, c'est pourquoi l'association a proposé d'analyser le dispositif des villages Copain du monde sous l'angle de leur « utilité sociétale », afin :

- de montrer ce qu'apportent les villages aux individus qui y participent, et, par extension, ce que ces derniers apportent à la société après avoir vécu cette expérience solidaire ;
- de valoriser ses « modes de faire » et spécificités : il s'agit non seulement de montrer les effets des villages sur les individus et la société, mais aussi d'exposer comment ces effets sont produits.

Les enjeux

Cette démarche de mesure est porteuse de nombreux enjeux pour le SPF :

- Le développement des villages Copain du monde est un enjeu central pour le SPF, qui souhaite encourager fortement leur déploiement et démontrer leur singularité.
- Les villages Copain du monde constituent un projet transversal se déroulant en France et à

l'international. Il s'agit pour le SPF de réaliser une étude montrant la résonance entre des projets menés en France et dans le monde.

- La méthodologie choisie nous semble tout aussi essentielle que les résultats à venir. Nous avons souhaité retenir une méthodologie qui « mette en mouvement » l'association autour de cette démarche de mesure et de valorisation, afin que celle-ci soit vécue comme un temps d'apprentissage en commun qui produise des enseignements utiles à l'ensemble du réseau des fédérations et partenaires du SPF :
 - que les fédérations et partenaires puissent s'impliquer dans la démarche et soient parties prenantes de la méthodologie mise en œuvre (définition de l'utilité sociétale du SPF, collecte des données, etc.) ;
 - que les fédérations et partenaires soient outillé·e·s pour reproduire la démarche (formation, production d'outils d'autoévaluation, etc.).

Cette implication des fédérations et partenaires a été pensée tout au long de la démarche, aussi bien pendant les phases d'enquête qu'au sein des instances de pilotage.



L'implication des fédérations et partenaires pendant les phases d'enquête

La démarche de valorisation se décompose en deux grandes phases d'enquête, au cours desquelles les fédérations et partenaires ont été impliqué-e-s.

1. Une enquête menée dans cinq villages, dont trois villages en France : Saint-Étienne-lès-Remiremont (88), Gèdre (65) et Meyras (07), et deux villages à l'étranger (à Madagascar et au Liban).

Cette enquête a impliqué des fédérations et partenaires organisateur-trice-s des cinq villages en tant que « facilitateur-ric-e-s » avec deux sociologues du cabinet TransFormation Associés, pour organiser des entretiens et temps d'échange avec les enfants, les animateur-ric-e-s, les écoles, les collectivités, etc. Il s'agissait notamment d'observations et de temps d'échange individuels et collectifs.

2. Une enquête quantitative menée auprès d'enfants et d'adultes ayant participé à un village en France ou à l'étranger.

L'ensemble des fédérations et partenaires organisateur-trice-s de villages ont été mis à contribution pour solliciter les enfants et adultes ayant déjà participé à un village afin de leur faire remplir un questionnaire.

Pour permettre aux enfants et adultes de répondre dans leur langue maternelle, les questionnaires ont été traduits par des bénévoles en anglais, arabe, portugais et espagnol, puis les réponses ont été traduites en français.

Au final, grâce à l'implication de toutes les parties prenantes, nous avons :

- dépassé notre objectif initial de 300 réponses et avons obtenu 360 réponses ;
- mobilisé des enfants ayant participé à un village en 2005 ;
- interrogé des enfants provenant de 16 pays différents.

L'implication des fédérations et partenaires au sein des instances de pilotage

Les modalités de pilotage ont été élaborées pour garantir la co-construction de la démarche de valorisation et son pilotage dans une logique formative. En plus d'un Copil, un comité opérationnel (Coop) a été créé. Le Coop est associé à toutes les étapes de la démarche sur des temps de construction de la méthode et des outils, et des temps de production et d'analyse.

Le Coop est constitué des responsables des cinq villages enquêtés ainsi que des élu-e-s nationaux et des équipes de l'association nationale. En effet, le Coop constituant un espace de formation à la démarche de valorisation de l'utilité sociétale, le choix a fait été d'inclure les cinq villages d'enquête afin que ceux-ci puissent s'approprier au mieux la démarche et la reproduire ultérieurement.

La démarche de mesure de l'utilité sociétale des villages Copain du monde est toujours en cours et devrait se terminer au dernier trimestre 2021.



8

SECOURS CATHOLIQUE – CARITAS FRANCE

ÉVALUER L'IMPACT DE LA PARTICIPATION AU FORUM SOCIAL MONDIAL



www.secours-catholique.org/actualites/forum-social-mondial-pourquoi-nous-allons-a-tunis

Le contexte

Le Secours catholique-Caritas France (SCCF) s'est investi dans le Forum social mondial (FSM) dès 2003 et a participé à quasiment toutes ses éditions depuis. Dans les dernières années, le SCCF a privilégié l'implication dans les forums thématiques ou régionaux, tels que le Forum social mondial des migrations (FSMM) et le Forum social pan-amazonien (Fospa).

Participer au Forum, pour le SCCF, vise à s'impliquer dans un processus de réflexion et de travail autour des thématiques prioritaires de son action (migrations, changement social, etc.), en mobilisant son réseau France et son réseau international.

Ce processus nécessite une préparation importante qui démarre généralement un an avant l'événement et se termine quelques mois après la participation, avec un bilan.

De façon schématique, les différentes phases sont les suivantes :

- la définition des objectifs poursuivis ;
- la sélection des thématiques sur lesquelles s'investir lors du forum ;
- la réalisation d'un appel à participation auprès des différents acteur·rice·s composant le réseau du SCCF ;
- la sélection des participant·e·s ;

- la mise en place de journées préparatoires, où sont notamment co-construits les ateliers animés par la délégation du SCCF au forum ;
- la participation au FSM ;
- la mise en place d'une phase de bilan post-FSM.

Après une participation continue, le manque d'une visibilité générale sur l'implication dans les forums et les retombées internes de celle-ci a conduit le SCCF à mettre en place une démarche d'évaluation interne d'impact. L'objectif était d'analyser les types de changements induits en interne, d'identifier en quoi cette participation au forum contribue aux objectifs du SCCF et de se doter d'une stratégie cohérente pour les années à venir.

Dix-sept ans après la première participation du SCCF à un FSM, il semblait important de tenter de mesurer l'impact pour proposer des évolutions et des recommandations, sur la base d'éléments les plus objectifs possibles, pour la suite de l'engagement du SCCF dans cette dynamique.



Les principaux acteurs et principales actrices

Le SCCF a toujours favorisé la mixité d'acteur·rice·s et la représentativité de l'ensemble du réseau lors de ses participations au FSM.

La délégation du SCCF qui se rend au FSM est généralement nombreuse. On dénombre en moyenne 45 participant·e·s par forum. Parmi elles et eux, on trouve des bénévoles et des salarié·e·s, des membres de diverses directions du siège, des délégations (membres du bureau, salarié·e·s, bénévoles de terrain), des partenaires internationaux·ales, des personnes accueillies.

La composition de la délégation est révélatrice de la volonté du SCCF de mettre les acteur·rice·s de terrain et les personnes en précarité au cœur de la dynamique FSM. Dès 2005, des personnes en situation de précarité étaient membres de la délégation : si les chiffres paraissent faibles (5 à 15 % des participant·e·s selon les années), ils s'expliquent par le nécessaire accompagnement de ces personnes à prévoir en amont, pendant et en aval du Forum.

De plus, le SCCF participe au FSM en étroite collaboration avec d'autres associations françaises partenaires. En effet, lorsqu'il se rend au FSM, le SCCF intègre la délégation française du Crid, ce qui lui permet de développer des liens plus étroits avec l'ensemble des associations la composant.

Les objectifs

Au vu des enjeux représentés par la dynamique FSM dans l'ensemble du réseau et de la constance de l'engagement du SCCF à cet égard, il manquait une visibilité en termes de retombées directes et indirectes de cette participation sur les différents échelons des réseaux du SCCF en France et à l'international. Une évaluation d'impact a donc été menée par le Pôle animation et campagnes internationales.

Les objectifs en étaient :

1. Identifier les retombées de la participation du SCCF au FSM, aux niveaux individuel et collectif, en matière de savoirs (comment fonctionne le monde), de représentations (regards sur le monde), d'attitudes (savoir-être, valeurs, posture), de comportements et savoir-faire (manières d'agir sur le monde), et enfin de renforcement de compétences et de capacités.
2. Valoriser les résultats en interne.
3. Analyser la cohérence et la pertinence de l'action.
4. Fournir des pistes d'amélioration et de réflexion pour les participations futures du SCCF au FSM en vue de la validation d'une stratégie par le Comité de direction.

Il ne s'agissait pas de mesurer l'impact du Forum social aux changements du monde ou changements sociétaux.

En termes de ressources, la démarche d'évaluation a été menée par un salarié du Pôle animation et campagnes internationales, avec l'appui d'une stagiaire.



La démarche

La méthode utilisée pour mener à bien l'évaluation est issue de la publication « Sur le chemin de l'impact de l'éducation au développement et à la solidarité internationale » (F3E, Educasol, 2014).

L'évaluation d'impact s'est composée d'une phase de gestation en 2018 et début 2019, avec :

- la formation du chargé de projet ;
- le lancement d'une réflexion sur la démarche globale : l'approche méthodologique et conceptuelle a été définie, et une première esquisse des objectifs, des questions évaluatives et de la grille d'impact a été conçue ;
- le recrutement et la formation d'une stagiaire.

La deuxième phase (de mai à octobre 2019) a été menée par une stagiaire chargée de la conduite des entretiens d'évaluation.

Le travail s'est basé principalement sur les données qualitatives recueillies lors d'entretiens individuels. Le choix des personnes à interviewer a répondu à la volonté d'obtenir un échantillon le plus représentatif possible de la diversité des formes de participation aux différentes éditions du FSM.

Pour cela, 28 personnes représentatives des différents rôles (salarié-e, bénévole, partenaire, personne accueillie) et niveaux (terrain, France et international) ont été interrogées. Ces personnes ont participé à des éditions très variées du FSM, ce qui a permis de couvrir l'ensemble des FSM auxquels le SCCF a participé. Ces éléments ont ensuite été classés et leur contenu a été analysé en fonction de la diversité des retours mais aussi de la récurrence des éléments. Un rapport a été rédigé, visant à la fois à donner à voir les éléments recueillis et à effectuer une analyse globale de ces retours en vue d'une stratégie à proposer pour l'avenir.



Les résultats et effets obtenus

La démarche d'évaluation a permis tout d'abord de reconstruire, tracer et valoriser l'historique de la participation de l'association aux différentes éditions du FSM. Le travail préalable de recherche de toutes les traces (documents, comptes rendus, bilans, outils, listes de participant-e-s et objectifs) a permis de formaliser le cheminement de l'association et la montée en compétences dans le pilotage de ce processus.

L'évaluation a surtout permis de répertorier, sur le long terme, les impacts (individuels et collectifs) liés à l'action. Ceux-ci ont donc été analysés en matière de contribution aux changements visés par l'Ecsi.

Savoirs (comment fonctionne le monde) :

- Un fort renforcement des connaissances des acteur-ric-e-s ;
- une forte montée en compétences des participant-e-s. Parmi les plus citées, on trouve les compétences d'animation et d'intervention en public, les compétences organisationnelles ou logistiques, le plaidoyer, l'accompagnement des personnes accueillies, les compétences méthodologiques, ou encore la capacité à travailler en réseau.

Représentations (regards sur le monde) :

- Une meilleure compréhension des mécanismes d'interdépendance ;
- une prise de conscience de la similitude des combats à travers le monde ;
- une volonté de s'unir avec d'autres acteur-ric-e-s pour agir ensemble.

Attitudes (savoir-être, valeurs, posture) :

- Une évolution dans la conception des fonctions et du travail quotidien des participant-e-s : la création de passerelles entre les thématiques ;
- des évolutions de certains projets vers une dynamique plus large ;
- une inscription du travail dans une dynamique de réseau.



Comportements et savoir-faire (manières d'agir sur le monde) :

- Un renforcement de l'engagement citoyen et une évolution des pratiques quotidiennes ;
- un rapport différent à l'écologie : utilisation du vélo, déplacements, fabrication maison, utilisation du plastique, changements de pratiques alimentaires, permaculture...C'est une expérience formative unique où l'on confronte nos idées et nos expériences. Cela permet la recherche d'alternatives au modèle social que l'on vit.

POINTS DE VUE TÉMOIGNAGES DE PARTICIPANT.E.S

« C'est une expérience formative unique où l'on confronte nos idées et nos expériences. Cela permet la recherche d'alternatives au modèle social que l'on vit. »

« J'ai découvert comment notre manière de vivre et nos décisions en France influent jusqu'à l'autre bout du monde, notamment sur les personnes en précarité. »

« J'inscris mon action locale dans cet échiquier global. Tu finis par comprendre que même si tu n'es pas au FSM, tu y es quand même car tu le fais localement. »

« Je me conçois désormais comme un terrien, c'est-à-dire une personne qui contribue à une dynamique mondiale. »

« Il y a tout un cheminement qui se fait et cela aide à savoir qu'en réunissant nos forces on peut atteindre un monde plus juste. Je sais que je ne suis pas la même qu'avant de partir. »

« Il y a tellement de gens engagés et d'actions citoyennes fortes que cela nous pousse à nous dire qu'on peut faire des choses et que cela vaut le coup d'essayer. »

Cette évaluation d'impact a permis de disposer d'éléments rassemblés et analysés sur « ce que générerait » la participation au Forum pour les individus et pour l'association.

Les points forts

- Apprentissage individuel et organisationnel : formation en interne sur les questions d'évaluation (porteur-euse-s du projet, direction, association) et valorisation de ces démarches, notamment en ce qui concerne l'évaluation du changement. Développement d'une culture de l'évaluation.
- Meilleure définition de « ce qu'on voulait regarder » grâce à la démarche d'évaluation d'impact.
- A permis un appui solide pour penser l'évolution de la stratégie interne de participation au Forum. Cette évaluation a été présentée aux instances de gouvernance et de direction de l'association avec une proposition de stratégie : objectifs stratégiques et prioritaires, concertation et organisation interne, partage des rôles et responsabilités...
- Bonne complémentarité dans l'utilisation des outils quantitatifs et qualitatifs.
- L'analyse de la dimension individuelle (émotionnelle et cognitive) a eu un rôle important. Cet aspect, associé au temps long examiné par l'évaluation, a permis de suivre les impacts en termes de changements de représentations et de comportements.

Les faiblesses

- La transmission des savoirs sur une période de 17 ans s'avère complexe dans un environnement très structuré, avec un nombre important de parties prenantes, du turn-over, et dans un contexte organisationnel très évolutif.
- L'évaluation ne s'est pas penchée sur l'impact sociétal de la participation au Forum pour le SCCF (qu'est-ce que cela a fait bouger au niveau

macro/structurel) ni sur l'impact du Forum en général, ce qui a pu manquer au moment de proposer la stratégie future.

- Les changements recherchés, et donc les indicateurs de suivi, n'étaient pas formalisés dès le début du projet, ce qui a rendu nécessaire un important travail de conceptualisation de la démarche (année 2018-2019) et de repérage dans les documents historiques liés à l'action.
- Le partage et la diffusion du processus, des résultats et des recommandations de l'évaluation n'a pas pu être fait largement (crise sanitaire). L'évaluation nécessiterait d'être valorisée davantage en interne : en diffusant sa synthèse et la stratégie qui en découle au-delà des personnes directement concernées, pour mieux faire connaître, dans notre réseau de bénévoles, notre participation aux différentes éditions de ce Forum et les raisons de cette participation, susciter l'envie et, de manière plus générale, inscrire cette évaluation dans la dimension locale-globale du travail du SCCF.

L'évaluation en Ecsi permet de prendre du recul sur l'action et d'identifier les points forts et les faiblesses pour faire évoluer l'action.

Cette démarche d'évaluation a transformé l'organisation dans le sens où elle a contribué à asseoir une culture de l'évaluation et des résultats attendus, et donc à pousser les parties prenantes à décider sur la base d'éléments analysés ce qui facilite les termes de la décision.

Les leçons tirées

- Se former à l'évaluation est un préalable incontournable pour mener à bien la démarche et pour identifier les outils appropriés. La formation « Évaluer les effets de ses action d'Ecsi » de F3E et Educasol a été le point de départ pour l'acquisition des méthodes et outils d'évaluation.
- Intégrer la démarche d'évaluation dès le départ de chaque processus facilite la collecte des données et l'analyse des résultats. La disponibilité des données (compte-rendu, documents de préparation, objectifs généraux et spécifiques, listes des participant-e-s, thématiques de travail...) et des bilans a facilité la démarche et permis d'évaluer les effets à moyen long terme.
- Garder certains indicateurs d'analyse constants dans le temps favorise une analyse des changements dans le temps et permet d'identifier les résultats (après l'action), les effets (moyen terme) et les impacts (long terme).





ENSEIGNEMENTS & ASTUCES

Les cinq principaux conseils

1

Intégrer la démarche d'évaluation dès le début du projet/de l'action.

2

Définir le champ de l'évaluation. Par exemple, pour le SCCF : définition de la notion de « participation du SCCF au FSM ». Celle-ci correspond aux cas où le SCCF s'est rendu au Forum avec une délégation mobilisant les réseaux national et international (délégations, siège, partenaires internationaux, bénévoles, salarié-e-s...).

3

Disposer de référentiels : besoin de définir un référentiel des changements recherchés par domaine et niveau d'action pour pouvoir élaborer la grille d'évaluation, les questions évaluatives et les indicateurs d'impact.

4

Identifier les méthodes et les outils d'évaluation appropriés : quantitatifs et/ou qualitatifs.

5

Valoriser et socialiser la démarche pour une appropriation des résultats, et contribuer à une culture de l'évaluation dans l'organisation.

9

FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE

TESTER GRANDEUR NATURE UNE ENQUÊTE LONGITUDINALE : EXEMPLE AVEC LE PROJET JACE



www.artisansdumonde.org

Par Lise Tregloze, responsable éducation de la Fédération Artisans du monde en charge du projet JACE jusqu'en 2020, étudiante en Sciences de l'éducation et de la formation à l'université Rennes 2.

Le contexte

Depuis ma prise de poste de responsable éducation à la FADM en 2007, j'entends parler d'évaluation d'impact de l'Ecsi. Je suis passée par toutes les phases au fur et à mesure des années : désintérêt total, rejet, curiosité, intérêt, formation, recherche-action, autoformation, priorité, doute, membre d'une communauté de pratique, envie d'approfondir... Jusqu'à en faire l'actuel sujet de recherche de mon mémoire de master en 2021.

De mes premières expérimentations, notamment lors de la recherche-action Educasol-F3E en 2014, j'avais tiré deux conclusions : pour évaluer l'impact d'un projet d'éducation, il fallait y penser dès le début, et il fallait s'y coller soi-même ! Je ressentais en effet ce besoin de mettre moi-même les mains « dans le cambouis » pour me rendre compte de ce que l'on souhaitait que nos partenaires ou adhérent-e-s réalisent (bénévoles, profs, salarié-e-s des associations locales de notre réseau). L'occasion s'est présentée avec le projet JACE (voir **Encadré 3, p. 105**), un projet ambitieux qui permettait de collaborer avec des enseignant-e-s et des lycéen-ne-s pendant trois ans.

C'est cette expérience que je vais vous raconter.

Les principaux acteurs et principales actrices

Côté FADM, j'ai coordonné ce projet et participé activement à toutes ses activités jusqu'à mon départ en 2020. Y ont également collaboré certain-e-s collègues et élu-e-s de la fédération, des volontaires en service civique et des bénévoles de l'association locale AdM de Bordeaux.

Plusieurs outils d'évaluation ont été mis en place durant le projet et après celui-ci, qui ont impliqué divers-es acteur-ric-e-s. Durant le projet, les représentant-e-s de chaque organisation en Europe travaillaient à différentes collectes de données : le « portfolio de compétences », (voir **Fiche 10, p. 106**) ;

- un film retraçant l'expérience du voyage au Pérou par les lycéen-ne-s ;
- des outils plus classiques de type « tableaux de bord » et questionnaire visant avant tout à renseigner les rapports pour nos bailleur-eresse-s (Erasmus + et l'AFD) ;
- des entretiens avec les professeur-e-s et les élèves menés par une consultante un an après le projet, à l'occasion d'une évaluation externe du triennal AFD de la FADM, qui cofinçait ce projet.



La FADM a quant à elle mis en place un outil de suivi-évaluation de type « enquête longitudinale » tout au long du projet, grâce à deux binômes de volontaires en service civique. Les parties prenantes concernées par cette enquête ont été les participant·e·s des cinq rencontres européennes réalisées durant le projet : les lycéen·ne·s des différentes nationalités, mais aussi leurs enseignant·e·s et les animateur·rice·s des ONG. Cette fiche de capitalisation porte sur cette enquête longitudinale de type « prospective ».

L'analyse de l'ensemble des autres outils d'évaluation et la poursuite de l'enquête longitudinale sont par ailleurs l'objet de mon mémoire de recherche universitaire.

Les objectifs

L'objectif principal de l'enquête menée par la FADM durant ce projet était de tester « grandeur nature » une évaluation d'impact. Mon objectif plus personnel, en tant que responsable de cette activité d'évaluation à la FADM, était de mettre en pratique ce que j'avais appris dans mes formations et la recherche-action de 2014. Prouver à mes collègues, à ma direction, à nos financeurs, et aussi à moi-même, que l'exercice était possible... ou pas ?!

Dans le questionnaire créé pour cette enquête, les volontaires se sont intéressé·e·s à collecter de la matière sur les deux grands objectifs du projet : la lutte contre le décrochage scolaire et l'éducation au commerce équitable¹.

La démarche

Nous sommes au début du projet européen JACE. Je suis convaincue que je ne dois pas louper le coche, la première rencontre européenne arrive, mais je suis au four et au moulin et je me vois mal interroger les participant·e·s et animer en même temps les activités. En plus, ceux et celles-ci

commencent à me connaître et je crains que mon rapport avec elles et eux ne biaise l'enquête si c'est moi qui les interroge. Je propose alors à mes deux volontaires en service civique du moment de m'accompagner à cette rencontre, avec pour unique mission de questionner les participant·e·s. Elles sont emballées. Je leur mets les guides Educasol et F3E entre les mains et, leur bagage universitaire faisant le reste, elles se prennent d'intérêt pour l'exercice et me proposent une trame d'entretien que nous retravaillons à peine : l'idée est de partir de leur formulation et pas du jargon technique issu des dossiers de subvention.

Tout part de là, de la motivation de ces deux premières volontaires. Ensuite la machine était lancée. À chacune des cinq rencontres, pendant deux ans, un binôme de volontaires a réalisé des entretiens avec 20 lycéens et 5 encadrants, soit 125 entretiens. Les volontaires se répartissaient les entretiens qu'il fallait mener sur les temps informels des rencontres, parfois dans une autre langue. Sur une des rencontres, au lieu de faire des entretiens individuels, ils et elles ont réalisé des entretiens de groupe. Ensuite, les volontaires analysaient les résultats et je donnais un coup de main pour les interpréter en les contextualisant par rapport aux données du projet. Chaque rencontre a donné lieu à un rapport d'analyse comparant les résultats aux précédents. Ces rapports étaient diffusés aux partenaires du projet au fur et à mesure.

Trois et quatre ans après cette mission d'évaluation, j'ai questionné les volontaires sur cette expérience (voir **Fiche 11, p. 112**).



1 - Cf. le référentiel éducation d'Artisans du monde (www.artisansdumonde.org/documents/REFERENTIEL_EDUC_web.pdf), inspiré du référentiel Ecsi d'Educasol.

Les résultats et effets obtenus

C'est le principal hic de cet exercice de restitution de cette démarche. Des résultats, oui il y en a ! Des effets aussi d'ailleurs, s'il faut (et pourquoi, et comment ?) les différencier. Cinq rapports d'une quarantaine de pages chacun, des statistiques issues des questionnaires, un film, des bilans de projet, et bientôt mon mémoire.

Mais qui va lire tout cela ? Comment transformer cette matière dense et variée en « résultats et effets obtenus » qui tiennent en quelques lignes ?

Le résumé est facile :

- le projet s'est bien passé ;
- les élèves et les enseignant-e-s ont changé ;
- il-elle-s ont mieux compris le commerce équitable ;
- il-elle-s ont apprécié la pédagogie et les activités proposées par la FADM ;
- les élèves les plus à risques ont moins décroché scolairement ;
- le projet et le commerce équitable ont continué de vivre dans l'établissement.

Nos bailleurs ont versé nos soldes. Les coordinatrices ont été félicitées pour leur bonne gestion du projet. Et on est passé au projet suivant.

Au questionnaire en ligne de la consultante, un an après le projet :

- 86 % déclaraient que le projet leur avait donné envie d'aller au lycée ;
- 90 % qu'il-elle-s se sentaient ambassadeur-ric-e-s du commerce équitable et que leur mode de consommation était plus équitable ;
- 100 % qu'ils avaient acquis de nouvelles compétences, et de les lister...

Le rapport d'évaluation externe a été joint au bilan du projet.

À mon avis, un des résultats les plus pertinents et tangibles de ce projet est l'engagement d'enseignantes pour la continuité du projet dans leur discipline, à l'échelle de l'établissement et, dans le temps, au-delà de la fin du programme financé. En effet, le lycée a obtenu le label « Lycée de commerce équitable » sur la dernière année, et, trois

ans après, il s'implique toujours dans la campagne et prépare son renouvellement (voir **Fiche 4, p. 76**). Autre résultat du même ordre, le lycée a rempli avec la FADM sur un nouveau projet Erasmus + axé sur la formation des enseignant-e-s et l'inclusion des classes Ulis, qu'il continue de mener malgré le contexte actuel de la crise sanitaire et qui a fait lui aussi l'objet d'une démarche innovante d'évaluation (voir **Encadré 4, p. 109**).

Avec du recul, je pense que le plus intéressant n'est pas ce résumé des résultats, que l'on présente dans nos dossiers finaux pour les bailleur-eresse-s ou nos rapports d'activité, lus rapidement en AG.

L'intéressant serait d'aller se plonger dans les 180 pages de ces rapports, et puis de les confronter à d'autres enquêtes sur des projets ou thématiques similaires. Ce serait de prendre le temps de contextualiser les résultats avec d'autres facteurs internes et externes auxquels on n'avait pas pensé, notamment des indicateurs sociologiques (comme les caractéristiques sociales et scolaires des publics avec lesquels on agit), qui pourtant sont essentiels pour mieux comprendre les résultats. Ce serait de confronter ce que disent les jeunes avec ce qu'ils font vraiment. L'intéressant serait de pouvoir observer et échanger avec les participant-e-s du projet trois ans après, dix ans après, quinze ans après ! Ce facteur temps est-il d'ailleurs la différence entre l'observation d'effets et l'évaluation d'impact ?

Les points forts

Cette expérience d'évaluation est la plus aboutie que j'ai pu mener en tant que professionnelle pour plusieurs raisons.

- Elle a été volontaire, la FADM ne s'y était pas engagée lors de l'écriture du projet. Nous pouvions l'arrêter à tout moment sans que personne ne s'en préoccupe. Le fait d'être la seule à en avoir vraiment le souci m'a, du coup, donné une grande responsabilité et une grande liberté, mais cette solitude a aussi été une faiblesse.
- Elle est longitudinale : elle a permis de collecter des éléments pendant et après. Il aurait manqué le totalement avant, et je prévois de travailler



sur la suite, trois ans après, en tant qu'étudiante.

- Elle a permis de tester divers outils de suivi-évaluation et de collecte de données, portés par différentes parties prenantes, même si les divers résultats collectés n'ont pas (encore ?) fait l'objet d'une analyse collective.
- Les parties prenantes ont joué le jeu et participé activement à ces démarches d'évaluation : les volontaires qui se sont engagé-e-s dans les entretiens, les jeunes et enseignant-e-s qui ont bien voulu répondre, ma direction qui m'a laissée y dédier les moyens humains et financiers nécessaires.

Les faiblesses

J'observe, et encore plus avec du recul, de nombreuses faiblesses.

- Les résultats ont été présentés dans divers supports, mais n'ont pas fait l'objet d'une interprétation croisée approfondie, contextualisée et collective. Les cinq rapports d'évaluation et les autres rapports ou enquêtes n'ont pas été partagés, rendus visibles, valorisés. Les personnes qui ont lu ces cinq rapports doivent se compter sur les doigts d'une main. Ces rapports dorment désormais au fond d'un ordinateur et d'un tiroir, même s'ils sont ressortis le temps de ma recherche.
- Si quatre volontaires ont contribué à cette démarche, il-elle-s ont depuis vogué vers leurs vies professionnelles. J'ai moi-même quitté mon poste. Si certaines enseignantes et collègues sont au courant de ce travail, il leur est difficile de se le réapproprier, toutes occupées qu'elles sont avec de nouvelles activités, de nouveaux projets, de nouvelles expérimentations d'évaluation.

La principale faiblesse est donc le manque de capitalisation et de suivi de ce travail d'évaluation. À l'époque de la fin du projet, je n'ai pas trouvé d'allié-e-s disponibles parmi mes collègues, membres de mon réseau, ni même les autres parties prenantes du projet pour mener ensemble un travail d'analyse et d'interprétation des données collectées. À cette époque, je n'ai pas non plus su trouver le temps, la volonté et les compétences nécessaires pour faire

moi-même cette analyse et une interprétation plus approfondie, et surtout pour partager ce travail. Le projet JACE étant amené à être reconduit, ce travail me semble tout de même pertinent à mener.

Les leçons tirées

Je me heurte encore à la question suivante : j'ai l'impression que l'on voudrait évaluer la complexité de nos projets (qui sont quand même des projets d'éducation, ne l'oublions pas) et des contextes dans lesquels ils évoluent avec des outils clés en main et des résultats visibles et partageables, le tout dans un temps record, à peine le projet terminé.

Or, chaque méthodologie d'enquête ne peut évaluer qu'un petit bout du projet et pas toute sa complexité : ce n'est pas grave, il suffit de l'assumer et d'être honnête, sans vouloir généraliser ces résultats ou tirer de conclusions hâtives. Il ne s'agit pas pour autant de minimiser nos démarches d'évaluation et nos résultats car ils ont le mérite d'exister et d'être des sources de réflexion.

La question de la capitalisation, de la transmission et de la communication des résultats me semble une étape clé, car, sinon, on risque un grand découragement une fois l'évaluation terminée, si finalement on se dit : tout ça pour ça ? Pour remplir les cases d'un rapport ? Peut-être que, finalement, le plus grand impact de ce travail d'évaluation, c'est le changement qu'il opère chez les personnes qui l'ont mené, que cela soit ou pas conscientisé.

Concernant les outils créés pendant le projet pour la collecte des données (trames d'entretien, portfolio de compétences, ateliers vidéo avec les jeunes...), ils ont été pensés pour ce projet, qui disposait d'ailleurs de moyens humains et financiers confortables et sur une longue période, ce qui n'est pas habituel. Je doute donc que les outils soient transposables. Cependant, une fois que l'on est motivé, clair dans ses intentions, que l'on s'est forgé sa propre « culture de l'évaluation » et que l'on s'est enfin lancé, le plus dur n'est pas de créer des outils de collecte. Le plus dur, c'est de maintenir le cap et d'exploiter ensuite les fruits de ce travail.

ENSEIGNEMENTS & ASTUCES

Mes conseils :

1

Lancez-vous ! Pas besoin de vouloir être un-e expert-e de l'évaluation avant de commencer. Prenez un projet qui vous plaît, si possible dès le début, et testez différentes méthodes.

2

L'important, c'est d'être volontaire et libre dans votre stratégie. Si on vous l'impose, si vous n'y voyez pas d'intérêt, si vous n'êtes pas motivé-e, alors attendez que l'exercice ait du sens pour vous, pas juste pour votre direction ou votre bailleur-eresse.

3

Si possible, trouvez-vous des allié-e-s, mais si vous n'en trouvez pas, commencez ! C'est parfois la meilleure manière pour embarquer des personnes avec vous qui soient réellement motivées. Les volontaires en service civiques peuvent être de bons allié-e-s, mais à certaines conditions (voir **Fiche 11, p. 112**).

4

Ayez confiance et soyez honnête, confiance en vous et en vos réflexions et intuitions mais soyez aussi transparent sur vos erreurs, vos hésitations, votre manque de rigueur. Ayez confiance dans les autres parties prenantes avec qui vous évaluez, et impliquez-les, partagez-leur vos doutes pour tenter de trouver ensemble de nouvelles idées ! Confiez-leur une partie de l'évaluation à réaliser sans trop de pression, en visant l'autoévaluation ou l'évaluation par les pairs, le témoignage libre, les moments informels. Renoncez à vouloir tout contrôler pour vous laisser surprendre. Mais soyez vigilant-e à ce que la démarche soit rigoureuse et transparente. Veillez aussi à ne pas généraliser des résultats qui ne peuvent pas l'être, en précisant bien le périmètre, les conditions de recueil des données...

5

Avoir des moyens et du temps, c'est mieux. C'est même indispensable. Demander à des salarié-e-s ou des bénévoles d'évaluer l'impact de leurs actions sans leur en donner les moyens, c'est les mettre en situation d'incompétence, d'incertitude, de démotivation. Du coup, cela ne marche pas et les personnes trouvent cela encore plus pénible qu'avant. Si ce sont les conditions qu'on vous impose, alors rebellez-vous, refusez, et militez pour pouvoir travailler dans de bonnes conditions. Soyez aussi exigeant-e avec l'évaluation qu'avec n'importe quelle autre activité que vous avez à faire et qui rend l'Ecsi intéressante.

6

Le plus dur : prendre le temps du recul, de la réflexivité, des partages d'expériences avec des pairs et avec des personnes qualifiées qui pourront vous aiguiller. Si personne n'a déjà réalisé d'observation des effets ou d'évaluation d'impact sur votre sujet, il en existe forcément sur des projets autres, faits ailleurs, avec d'autres publics, sur d'autres thématiques, et qui peuvent être des sources d'inspiration. Lisez des articles scientifiques sur le sujet, les publications du F3E et d'Educasol, celle d'Iteco, etc. Prendre le temps dans ce quotidien de fou qui risque de nous faire perdre le sens de ce que l'on fait est certainement le plus difficile. Pour moi, l'évaluation et surtout l'interprétation de ses résultats, ce n'est pas qu'un outil méthodologique qui permet de remplir un dossier de subvention, cela doit être aussi l'occasion de réfléchir au sens de nos actions. Mais je ne suis pas dupe sur ce qu'est le quotidien des salarié-e-s associatif-ive-s de l'Ecsi... Donc si cela peut être les deux, c'est mieux ! Quitte à le faire en deux temps ou via deux démarches différentes et pas systématiquement sur toutes nos actions.



LE PROJET JACE



www.artisansdumonde.org/jace

JACE signifie « Jeunes ambassadeurs du commerce équitable ». C'est à la fois le nom d'un projet européen mené entre 2015 et 2018, et le nom d'un dispositif d'accompagnement en éducation au commerce équitable proposé par la Fédération Artisans du monde suite à cette expérience.

Le projet européen « JACE » impliquait huit organisations dans quatre pays (France, Belgique, Portugal, Pérou), avec dans chaque pays une association de commerce équitable et un établissement scolaire. En France, le lycée Bel Orme à Bordeaux, pilote du projet, et la Fédération Artisans du monde.

Ce projet a été mené pendant trois années scolaires (2015-2018), avec le soutien d'Erasmus+ et de l'AFD. Il visait deux objectifs : la lutte contre le décrochage scolaire et l'éducation au commerce équitable.

Il s'est déroulé de la manière suivante :

- année 1 : sensibilisation au commerce équitable et aux problématiques des producteurs indigènes ;
- année 2 : mise en action des jeunes autour de différentes missions (boutique pédagogique, animations, Parlement européen des jeunes, organisation de rencontres internationales, voyage au Pérou...);
- année 3 : dissémination, notamment à l'occasion de rencontres et conférence autour du projet, et interventions dans différentes classes animées par les jeunes.

En début de projet, le lycée Bel Orme a ouvert la possibilité à tou-te-s les élèves de seconde de rejoindre le dispositif sur la base du volontariat : 90 élèves ont souhaité

y participer. Parmi ceux et celles-ci, environ un tiers est resté impliqué activement tout au long du projet, jusqu'à la fin de leur scolarité. Le flambeau a été passé en terminale aux nouveaux élèves de seconde, et un nouveau projet Erasmus+ a ensuite pris le relais en 2021, intitulé Being 21 (« échanges de pratiques éducatives pour développer les compétences du xxie siècle »), axé lui aussi sur le commerce équitable et visant l'inclusion.

En 2018, le lycée a obtenu le label « Lycée de commerce équitable » sur le plus haut niveau d'engagement et prépare son renouvellement en 2021.

Les participants du projet européen JACE :

en France : le lycée Bel Orme à Bordeaux, en partenariat avec la Fédération Artisans du monde ;

en Belgique : l'Institut Saint-Roch à Theux, en partenariat avec Oxfam Magasins du monde ;

au Portugal : l'Institut AEB à Lisbonne, en partenariat avec le Cidac ;

au Pérou : le Colegio Basadre de Massiapo et la coopérative Cecovasa.

Ce projet européen et les activités menées au lycée Bel Orme à Bordeaux sont mentionnés dans plusieurs récits d'expérience présentés dans cette publication (voir **Fiche 4, p. 76 / Fiche 9, p. 100 / Fiche 10, p. 106 / Encadré 4, p. 109 / Fiche 11, p. 112**).

10

FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE

LE PORTFOLIO DE COMPÉTENCES : ÉVALUER LES COMPÉTENCES ACQUISES AU COURS DU PROJET JACE



artisansdumonde.org

Par Lise Tregloze, responsable éducation de la Fédération Artisans du monde en charge du projet JACE jusqu'en 2020, étudiante en Sciences de l'éducation et de la formation à l'université Rennes 2.

Le portfolio de compétences a été conçu à l'occasion du projet européen d'éducation au commerce équitable et de lutte contre le décrochage scolaire JACE (« Jeunes ambassadeurs du commerce équitable », (voir **Encadré 3, p. 105**)). Cet outil a été expérimenté au lycée Bel Orme à Bordeaux, pour valoriser les compétences développées par les élèves à travers ce projet.

Un outil de suivi-évaluation des compétences liées au projet JACE

Le portfolio a été conçu pour identifier et décrire les savoirs, savoir-faire et savoir-être développés au sein des expériences personnelles et sociales vécues par les élèves durant les activités du projet JACE. Cet outil est le résultat d'un travail entre des enseignantes de trois établissements scolaires européens du secondaire, en collaboration avec des associations de commerce équitable. Sa construction s'est faite durant les deux premières années du projet et a été testée plusieurs fois avec un groupe d'élèves avant d'aboutir à sa version finale. Ce processus d'essai-erreur a permis de bien identifier les compétences travaillées et la manière dont les activités du projet y contribuaient. Cet outil est inspiré du cadre européen commun

de référence pour les langues (CECRL) et part du postulat que chaque activité permet de développer des compétences qu'il est possible de formuler sous forme de capacités : « Je suis capable de... ».

Le portfolio prend la forme d'un document numérique, de type diaporama, articulé autour de cinq catégories de compétences, qui peuvent être celles attendues par les programmes scolaires ou celles visées par le projet JACE :

- mener à bien un projet ;
- vivre dans un groupe ;
- communiquer en langue étrangère ;
- présenter face à un public ;
- défendre les valeurs du commerce équitable.

Chaque compétence est déclinée en neuf capacités qui permettent d'apprécier le niveau d'acquisition de la compétence. Le niveau « débutant » valide une à trois capacités, le niveau « intermédiaire » quatre à six, et le niveau « avancé » au-delà de sept capacités.



Un outil d'autoévaluation accompagnée

Chaque élève a sa version personnelle sur un espace partagé, de type drive, accessible à tout moment et en tout lieu connecté, dans l'idée que les élèves le complètent à leur rythme.

Pour chaque compétence, l'élève doit expliquer l'expérience qui lui a permis de développer les capacités identifiées. Un onglet « vidéos/photos/articles » recense les preuves tangibles qui lui permettent d'appuyer son propos.

La validation des compétences est symbolisée par un curseur que l'élève peut faire bouger au fil du temps et en fonction de l'avancement du remplissage de son portfolio.

Pour valoriser les compétences développées par les élèves, il a été décidé d'y associer la création d'un CV intégrant un QR code individuel renvoyant au portfolio complet. Le CV mentionne les principales compétences acquises et les expériences menées par les élèves au cours du projet.

Retour d'expérience

Les élèves du lycée Bel Orme engagés dans le projet JACE durant les trois années de leur scolarité (une trentaine) ont été invités à compléter ce portfolio durant leur année de terminale. Ils étaient accompagnés en ce sens par les enseignantes référentes de ce portfolio pour les aider à se l'approprier et à le compléter lors de temps dédiés. Des témoignages et entretiens menés avec les enseignantes et élèves ont permis d'avoir un retour sur cette expérience.

Le travail d'autoévaluation demande aux élèves un réel investissement et un retour sur soi peu habituel, difficile à mener en totale autonomie. Un accompagnement de l'équipe enseignante était nécessaire pour les guider et les aider à formuler leur propos afin de compléter régulièrement ce portfolio.

Chronophage, le travail d'évaluation a pu, associé à un manque de motivation, développer auprès de certain-e-s élèves la sensation de ne pas arriver jusqu'au bout. Certain-e-s s'en souviennent comme d'un moment un peu pénible et surtout long.

Cette autoévaluation a cependant permis d'identifier et de formaliser des compétences que les élèves ont pu ensuite valoriser. Si peu d'élèves ont utilisé le document portfolio en tant que tel, tou-te-s les élèves interrogé-e-s (une quinzaine) ont témoigné que leur participation au projet et les compétences acquises via celui-ci ont été mises en avant sur leurs CV et candidatures pour des formations dans le supérieur ou des emplois par la suite.

Les enseignantes reconnaissent que l'outil n'est pas toujours facile à utiliser. Cependant, cette expérience de création et d'animation du portfolio a permis à certaines enseignantes de développer ou renforcer de nouvelles modalités d'évaluation axées sur l'autoévaluation des compétences par les élèves.

“ *Le portfolio en lui-même, je ne l'ai pas réutilisé avec des élèves parce que je le trouve un peu lourd à remplir. On l'a bien vu pour le projet JACE, il fallait rester avec eux et elles, elles et ils n'étaient pas capables de le faire tout-es seul-e-s. Or, l'idée, c'était quand même qu'elles et ils soient en mesure de le faire quand elles et ils le veulent et pas de leur imposer. [...] Néanmoins, j'ai trouvé le travail sur le portfolio intéressant et ça a influencé ma réflexion sur mes outils d'évaluation. Je ne parlais pas de zéro et c'est dans la tendance des réformes de l'Éducation nationale, mais ça a pris vraiment sens et maintenant, c'est quasi systématique. Même en cours, quand je ne suis pas en projet, je fais faire aux élèves des autoévaluations sur leurs compétences. »* **UNE ENSEIGNANTE EN ÉCONOMIE ET GESTION AU LYCÉE BEL ORME, MEMBRE DU PROJET JACE**

Plus qu'un outil, une démarche à partager

Cet outil a avant tout été pensé par et pour le projet JACE, tel qu'il a été expérimenté dans les différents lycées partenaires du projet européen mené entre 2015 et 2018.

Même si le portfolio s'accompagne d'un petit mode d'emploi, il n'a pas été promu ou diffusé en dehors du projet. Ce n'est pas un outil « clé en main ». Il serait à recréer pour chaque nouveau projet en fonction de son contexte et des compétences attendues (activités menées, durée du projet, type de filières d'enseignement...).

Au lycée Bel Orme, il n'est plus utilisé dans cette version, mais il a inspiré la création d'un autre portfolio pour le projet européen qui a fait suite, le projet Being 21 (voir **Encadré 4, p. 109**).

Si les versions créées restent disponibles auprès des organisations de ce projet, c'est avant tout la démarche qui le sous-tend qui mérite d'être partagée, afin d'alimenter la réflexion et les pratiques des acteur-ric-e-s d'un projet de ce type quant à l'évaluation de son impact sur l'acquisition de compétences.

Les producteurs de cet outil

Les producteurs de cet outil sont :

en France :

le lycée Bel Orme à Bordeaux, en partenariat avec la Fédération Artisans du monde.

en Belgique :

l'Institut Saint-Roch à Theux, en partenariat avec Oxfam Magasins du monde.

au Portugal :

l'Institut AEB à Lisbonne, en partenariat avec le Cidac.

Témoignage d'une enseignante de Bel Orme sur l'expérience de création du portfolio de compétences et aperçu de son contenu (à la minute 26'49) in www.artisansdumonde.org





UTILISER INSTAGRAM POUR ÉVALUER L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ : LE CAS DU PROJET BEING 21



www.ethique-economique.fr

Le Fonds pour la recherche en éthique économique est une association de chercheurs créée en 2005. Elle tente de promouvoir les réflexions et les publications sur l'éthique appliquée à l'économie.

Le contexte

Le projet Being 21 d'éducation à la citoyenneté est un projet européen Erasmus + porté par le lycée Bel Orme à Bordeaux sur la période fin 2019-mi-2021. Il regroupe des partenaires dans quatre pays : Finlande, France, Italie, Portugal.

L'évaluation d'impact s'est focalisée sur l'effet du projet d'éducation à la citoyenneté, via le commerce équitable, auprès des lycéen-ne-s. Elle a été axée sur la représentation de l'école, le sentiment de bien-être et les aspirations des lycéen-ne-s.

La méthodologie d'évaluation a été élaborée avec les enseignant-e-s partenaires des différents pays. Étant donné le contexte international d'une part, et le public ciblé par l'évaluation (des jeunes de formations professionnelles) d'autre part, il s'agissait de trouver un outil d'évaluation adapté à cette double contrainte. Pour cette raison, le protocole choisi s'est orienté sur l'utilisation des médias sociaux, et parmi ceux-ci, Instagram a été retenu.

L'évaluation s'est déroulée lors de la phase finale du projet, début 2021.

Le protocole

Afin de conforter les élèves dans un environnement qui leur est familier et permettre une expression plus aisée, l'évaluation d'impact mobilise les réseaux sociaux (dans notre cas, Instagram). Le protocole a été divisé en trois étapes.

1^{ÈRE} ÉTAPE

Dans la première étape, de mise en place, l'équipe de recherche crée un compte privé Instagram dédié à l'évaluation d'impact, compte visible uniquement pour les élèves du projet. Il est demandé aux enseignant-e-s, au sein de leur établissement, d'informer leurs élèves de l'existence de ce compte et de la procédure d'évaluation à laquelle elles et ils participent. Pendant cette session d'information, les élèves sont invité-e-s à ajouter le compte à leur propre compte Instagram. Les enseignant-e-s sont aussi

invité·e·s à récolter les adresses mail utilisées par leurs élèves pour Instagram et à les transmettre à l'équipe de recherche afin de s'assurer de n'avoir que des élèves affilié·e·s au projet et éviter d'avoir des données provenant de comptes tiers. L'équipe de recherche accepte les demandes d'ajout de chaque élève en se basant sur les informations (adresses mail) transmises par les enseignant·e·s.

2^{DE} ÉTAPE

Dans une seconde étape, l'équipe de recherche établit un calendrier qui définit les semaines pendant lesquelles un groupe d'élèves prédéterminé est chargé de soumettre des images via message privé au compte Instagram du groupe de recherche. Les images envoyées par le groupe d'élèves sont associées à une thématique large en lien avec le projet, ce qui permet de cadrer le type d'images tout en laissant une grande marge de manœuvre.

Par exemple, le premier thème était ce que représente, pour les élèves, le commerce équitable ; le deuxième thème était la perception de l'école par les élèves, etc.

Chaque image doit donc représenter quelque chose que les élèves associent au projet évalué à partir de la thématique donnée. Les images pouvaient être prises par les élèves ou trouvées sur n'importe quel support de leur choix. Chaque image était accompagnée de deux à quatre *hashtags* afin de mieux spécifier ce qu'elles et ils essayaient de véhiculer à travers l'image.

3^{ÈME} ÉTAPE

Dans la troisième étape, il s'agissait de créer une interaction. Le compte Instagram créé par le projet publie sur sa *story* des photos sélectionnées parmi celles soumises par les élèves, les exposant ainsi à tou·te·s les

participant·e·s. Tou·te·s les élèves (incluant les élèves ayant soumis la photo) peuvent alors réagir à la photo par des *emojis*. Ces *emojis* représentent des « notes » et expriment le degré d'accord des élèves avec la proposition et l'idée de la photo et des *hashtags* associés.

Les données attendues

Suivant ce protocole, nous pouvons obtenir des données qui représentent subjectivement les thèmes que nous soumettons aux élèves et qui sont associés au projet éducatif. Et comme chaque thème était évalué par chaque individu parmi les élèves, via les *emojis*, nous avons pu obtenir une évaluation en transformant les *emojis* en échelle de Likert.





Une illustration

Le thème du bien-être nous sert ici d'illustration. Parmi les photos envoyées par les élèves, nous avons soumis les trois ci-dessous à l'ensemble des participant-e-s via notre compte Instagram.



La première photo était associée aux hashtags « *relaxing* », « *nature* », « *resting* ».

La deuxième photo était associée à « *morevariety* » et « *buylocal* ». Il faut lire cette deuxième photo sous son aspect négatif, présentant les fast-foods comme des lieux de restauration antinomiques au commerce équitable.

La troisième photo a, quant à elle, été associée à « *feelgoodwithfriends* ».

Pour chaque photo, les élèves ont évalué leur degré d'accord grâce à des *emojis* que nous avons ensuite traduits dans une échelle numérique.

Dans notre illustration, la photo 3 a été celle qui a obtenu le score le plus élevé, soit 9,5 (sur une échelle de 1 à 10). Nous pouvons alors interpréter ce résultat comme le fait que le projet permet d'interagir avec les ami-e-s à l'école et peut participer particulièrement à se sentir bien avec eux-elles dans le cadre scolaire. Les deux autres photos, bien qu'elles aient obtenu un assentiment moins élevé (perception négative pour la deuxième : les élèves sont d'accord sur le fait que les fast-foods ne participent pas à une alimentation de qualité), soulignent que le projet est aussi perçu comme un moment de détente dans le cadre scolaire et qu'il peut contribuer à améliorer le bien-être en favorisant une alimentation diversifiée et de qualité.

11

FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE

LES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE : DES ALLIÉ·E·S POUR L'ÉVALUATION ?



artisansdumonde.org

Par Lise Tregloze, responsable éducation de la Fédération Artisans du monde en charge du projet JACE jusqu'en 2020, étudiante en Sciences de l'éducation et de la formation à l'université Rennes 2.

Recourir à des ressources humaines disponibles comme les volontaires en service civique est tentant pour assurer des missions d'évaluation que les équipes salariées des associations n'arrivent pas toujours à mener dans leur quotidien. La jeunesse des volontaires (le statut impose d'avoir moins de 26 ans) a également été plusieurs fois citée, dans les échanges entre pairs, comme étant un atout pour mener des évaluations auprès de publics jeunes.

Des entretiens menés avec trois ancien·ne·s volontaires de la FADM¹ ayant participé au travail d'évaluation du projet JACE (voir **Encadré 3, p. 105**) permettent de dresser un premier bilan de l'opportunité mais aussi des limites de cette stratégie. Pour mieux comprendre leurs points de vue, il est utile d'avoir quelques éléments de contexte sur leur situation à l'époque du suivi-évaluation du projet JACE et leur situation actuelle au moment de l'entretien, réalisé trois et quatre ans après cette expérience. Yana et Kate sortaient d'un parcours universitaire type « master recherche » et ont été à l'origine de la méthodologie d'évaluation mise en

place. Au moment de l'entretien en 2021, Yana est en contrat de thèse au sein du siège d'une ONG internationale et Kate est salariée d'une association nationale agissant sur l'évaluation de l'impact social dans l'ESS. Marc, quant à lui, était en situation de décrochage scolaire pendant sa scolarité dans le secondaire et, à l'époque de l'évaluation du projet JACE, il avait terminé une licence. Au moment de l'entretien en 2021, il a finalisé un master ESS à Sciences-Po et il travaille dans une association d'éducation populaire.

Sur leur mission dédiée au suivi-évaluation du projet JACE

On observe un décalage entre le témoignage des deux premières volontaires, Yana et Kate, qui ont mis en place le système d'évaluation au début du projet, et celui de Marc, qui a dû en prendre la suite jusqu'à la fin du projet, lui aussi en binôme avec un autre volontaire.

Yana et Kate ont apprécié mettre en place et animer cette méthode d'évaluation, qu'elles ont vue comme une continuité de leur expérience de recherche universitaire.

1 - Ces entretiens ont été menés en 2021 dans le cadre d'un travail universitaire. Les volontaires ont donné leur accord pour l'utilisation d'extraits de leurs entretiens pour cette publication. Leurs noms ont été changés.



“ On est parties de manière très scolaire, c’est normal, parce que c’était notre profil à l’époque. » **KATE**

“ Je venais de soutenir un mémoire de sociologie avec une approche qualitative. On avait discuté des missions que je pourrais faire dans le cadre du service civique et je réfléchissais aux compétences que je pourrais mobiliser. J’avais entendu parler de tous ces débats autour de l’évaluation de l’impact. Le projet JACE était celui sur lequel j’étais amenée à travailler. Donc tout s’est croisé ! » **YANA**

“ J’avais l’impression que c’était un truc “one shot”, mais j’étais contente de le faire. Je trouvais que c’était super intéressant, que ça permettait de faire sortir des choses, que le projet avait un impact sur les gens. J’étais aussi contente de pouvoir contribuer au projet. J’étais plus à l’aise dans cette activité que dans l’animation, qui était complètement nouvelle pour moi. » **KATE**

“ J’ai bien aimé le lien de confiance que l’on a réussi à créer au fil du temps avec les élèves. [...] Je pense que c’était un bon exercice pour eux et elles aussi, que l’on se mette en position d’écoute, parce que je pense qu’à leur âge et étant à l’école c’est l’inverse qui est souvent vrai : ils et elles écoutent les profs leur parler, tandis que, là, c’est nous qui recueillions leur parole et étions intéressées par ce qu’elles et ils disaient, sans que ce soit une évaluation. Y avait pas de bonne ou de mauvaise réponse. » **YANA**



Marc est plus critique sur le fait d’avoir dû assurer la suite de ce processus de suivi-évaluation, notamment par rapport au cadre qui lui a été imposé de réutiliser le même questionnaire dans l’idée d’une enquête longitudinale :

“ On a voulu remodeler le questionnaire mais on nous a dit qu’il fallait le garder tel quel pour qu’il y ait de la continuité. Mais il y avait des questions qui n’avaient plus trop d’intérêt. [...] Le fait de rentrer dans les cases ne permet sûrement pas de voir toutes les implications liées au projet. Alors que si tu n’avais pas ces cases, tu pourrais te dire : “Voilà ce qu’on a observé”, même à des endroits où on ne l’attendait pas. » **MARC**

C’est pourquoi il a pris la liberté d’organiser une modalité différente d’évaluation durant une rencontre, en faisant des entretiens de groupe plutôt qu’individuels :

“ C’était plus intéressant et pertinent d’avoir le collectif. Il y avait plus de rebondissements, c’était plus libre, ça permettait de développer des focales différentes. Parfois, quand on posait certaines questions, il y avait des discussions, mais, du coup, tu le vois quand elles et ils ne sont pas d’accord et argumentent. Donc tu vas comprendre pourquoi ils et elles n’ont pas la même vision. Sur des entretiens interpersonnels, tu verras qu’ils et elles ne disent pas la même chose, mais tu ne verras pas qu’il y a du frottement, et le frottement, c’est intéressant ! » **MARC**

Sur les principes et usages de l’évaluation menée

Les volontaires ont des avis mitigés sur la qualité du travail d’évaluation mené, notamment par rapport à la méthodologie d’enquête apprise durant leur parcours universitaire ou pratiqué dans leurs professions actuelles.

11 FADM - LES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE : DES ALLIÉ·E·S POUR L'ÉVALUATION ?

Marc questionne la qualité des résultats (« Je ne suis pas sûr qu'ils rendaient réellement compte de ce qui s'est passé dans la tête des gamins ») et la méthodologie durant les entretiens.

“ Il y avait certain·e·s gamin·e·s qui ne disaient pas grand-chose, donc t'étais obligé de relancer. Donc ce n'est pas très cohérent avec les méthodologies en socio, où ce genre de questionnaire devrait être reproduit à l'égal avec tous les sujets. » **MARC**

“ C'était une analyse très classique, du même genre que ce qu'on faisait dans notre mémoire de master, mais c'était light car on n'a utilisé qu'un seul type de donnée, les données qualitatives. [...] On est parties tout de suite dans la phase de collecte de données avec les entretiens, mais maintenant, avec le recul et avec mon expérience dans l'évaluation de l'impact social avec des structures, je me rends compte qu'il y a tout un gros travail en amont à faire avant de se lancer dans de la collecte de données. Il y a tout le cadrage de l'étude, et on ne l'a pas fait à notre niveau. » **KATE**

“ C'était pas parfait, il y a sûrement, en termes de méthodologie, beaucoup de choses à revoir, mais j'ai trouvé intéressant de se prêter à l'exercice. » **YANA**

Les usages de l'évaluation menée posent aussi question.

“ On est parties du cahier des charges du projet (le dossier de subvention), donc on avait la vision des porteur·euse·s de projet, l'école et l'association, peut être aussi celle des financeurs, dont il a fallu intégrer les indicateurs. Or, quand on fait une évaluation, il faut pouvoir intégrer toutes les parties prenantes pour que ce ne soit pas “top-down”. On aurait pu penser le questionnaire avec les jeunes et les profs ou les autres partenaires, mais on ne les a pas

associé·e·s en amont. [...]

*Ce n'était pas clair pour qui on faisait ça, même si ça ne m'a pas posé question à l'époque. On allait questionner les jeunes par rapport à leur vision du commerce équitable parce que c'était un objectif du projet, donc c'était pertinent d'évaluer ça. Mais avec le recul, je me dis qu'on aurait pu se poser plus de questions sur “Qu'est-ce qu'on veut vraiment chercher à savoir et pourquoi ?” Est-ce que c'est pour valoriser des choses auprès de nos financeur·euse·s et, dans ce cas, est-ce qu'on veut les associer à cette action ? » **KATE***

Marc regrette que cette évaluation n'ait pas permis d'intégrer la vision des volontaires et des associations, alors même qu'elles et ils réalisaient ces évaluations.

“ Notre regard à nous, d'association partie prenante, n'était pas réellement pris en compte dans l'évaluation, alors que les volontaires font clairement partie du processus d'évaluation et ont une vision sur le système scolaire, sur ses défaillances, tout en pouvant comparer à l'échelle européenne, ce qui est extrêmement intéressant. Et pourtant, cette vision, ce n'est pas ce qu'on te demande. On te demande avant tout celle des gamin·e·s. Or il y a tous ces effets ricochets sur les volontaires qui ne sont pas du tout minoritaires et qui ne sont pas du tout évalués. » **MARC**

Il serait alors intéressant, pour les associations intégrant des volontaires dans le travail d'évaluation, de réfléchir aux modalités permettant de valoriser la vision de ces derniers sur le projet évalué, mais aussi sur leur propre expérience².

2 - Un travail de suivi-évaluation de l'expérience des volontaires ayant réalisé leur service civique à la FADM est en cours. Il s'appuie sur une enquête par questionnaires et entretiens menés à plusieurs moments du projet durant les années qui suivent leur volontariat.



Sur leur statut de volontaire et le cadre de cette mission

Ce suivi-évaluation s'est fait en binôme, une modalité que les volontaires ont plutôt appréciée.

“ Comme on était deux, il y en a une qui avait la grille d'entretien et l'enregistreur, et l'autre qui était dans un échange un peu plus direct avec le lycéen ou la lycéenne, pour que ce soit plus fluide, et qui suggérait à celle qui faisait l'entretien d'ajouter telle question. » **YANA**

“ C'était intéressant pour ne pas être enfermé dans sa propre réflexion, pouvoir l'ouvrir, la partager, s'aider. C'est quand même plus sympa de travailler avec quelqu'un sur une mission que de se sentir un peu seul. » **MARC**

Elles et il mettent également en avant l'intérêt de la jeunesse des volontaires et de leur statut au sein de la structure.

“ Il y avait aussi une question d'âge qui faisait qu'il y avait une perméabilité peut être un peu plus grande. Le frein de l'âge était moins fort que si c'était avec un·e adulte plus âgé·e. » **MARC**

“ Ce n'est pas la même chose si tu parles avec un jeune qui est arrivé récemment que si tu parles avec la directrice ou l'accompagnatrice. Ça peut limiter ce biais de : “Je vais être gentil avec la personne qui m'aide.” » **KATE**

“ Avec les étudiant·e·s, ce qui était hyper intéressant, c'est le fait que ce soit nous et pas les professeur·e·s qui posons les questions. On faisait partie de l'orga des assos, mais avec un statut un peu différent. » **MARC**

Sur leur vision de l'évaluation et leurs recommandations

Cette expérience de l'évaluation du projet JACE, ainsi que leur parcours scolaire et professionnel ont façonné leur vision de l'évaluation, notamment dans le champ de l'Ecsi.

“ Je trouve que l'absence d'évaluation, ou l'absence de données dans le milieu de la solidarité internationale, empêche de se projeter dans des projets qui pourraient être innovants. Comme on ne sait pas exactement comment ça pourrait être reçu ou quel impact ça pourrait avoir, on reste sur des projets un peu routiniers, sur lesquels on a l'illusion que ça marche un peu mieux. » **YANA**

“ Il y a vraiment besoin que les associations s'emparent de cette question, pour être en capacité de ne pas juste évaluer parce que des financeur·euse·s l'ont demandé et à la manière dont il·elle·s l'ont demandé. Parce que, sinon, ça veut dire qu'on n'a pas du tout de contrôle sur ce que l'on fait. » **KATE**

Marc appelle à des évaluations plus sensibles, moins rationnelles, pour voir ce que l'on ne voit pas avec des outils trop cadrés. Il recommande de ne pas s'en tenir aux outils classiques, de type questionnaire, mais de s'ouvrir à d'autres outils de collecte, comme la vidéo, la photo, l'art...

“ Que l'évaluation rationnelle soit déléguée à des gens qui savent le faire avec les outils appropriés et les méthodes appropriées [...] et laisser les services civiques s'ouvrir à ce qui est en train de se passer, essayer de capter des moments, pas forcément que pendant les activités. [...] parce que c'est sûr que, pendant toute l'année, les gamin·e·s, en parlent, mais ça, tu ne le verras pas dans un dossier. » **MARC**

Pourtant, selon Yana, cette proximité des volontaires avec les participant·e·s au projet était bien prise en compte :

“ On était là sur une semaine, donc y avait aussi de l'observation participante ou directe où on pouvait comme ça capter ce que les un·e·s et les autres disaient en dehors des entretiens. [...] C'est au moment de l'interprétation des résultats que ça nous influençait. » **YANA**

Kate plaide aussi pour sortir des cadres imposés :

“ Il faut sortir de la logique de l'indicateur quantitatif, il n'y a pas que ça. Je pense qu'il faut assumer qu'il y a certaines choses qui ne sont pas mesurables, mais ça ne veut pas dire qu'il faut les mettre à côté. On peut évaluer avec des méthodes de sciences sociales, des méthodes qualitatives, des entretiens, des focus groupe, et le valoriser sur les rapports... même s'il n'y a pas grand monde qui les lit.

[...]

Et il n'y a pas un lien “effet-cause” du genre : “je fais une animation chez des jeunes et donc elles et ils vont acheter commerce équitable”. Peut-être que quelqu'un aura été très marqué par ton animation, mais, pour l'instant, les produits sont trop chers pour lui. Les questions d'impact sont forcément complexes, on ne peut pas les simplifier, il faut prendre du recul pour prendre le temps d'étudier tout ça. » **KATE**

Sur la stratégie de s'appuyer sur des volontaires pour cette mission d'évaluation

Les volontaires interrogés témoignent de leur expérience et font des recommandations.

“ Moi, je pense que ce n'est pas un problème de proposer à des volontaires en service civique de

*faire de l'évaluation d'impact, mais à condition que ça présente un intérêt pour elles et eux et que ça ne les mette pas en difficulté. Moi, je sais que j'étais très contente en service civique d'avoir un projet qui me mobilisait, qui m'intéressait, sur lequel consacrer du temps. Ce n'est pas un problème de le proposer mais il ne faut pas que ce soit imposé. » **YANA***

Marc alerte sur le besoin d'accompagnement et le statut précaire du volontariat.

“ En service civique, on n'est pas forcément formé·e pour ces travaux d'évaluation, même si on a fait un peu d'études sup'. Il y a vraiment une question spécifique à l'évaluation. Moi, j'ai senti que je n'étais pas du tout formé pour faire de l'évaluation, je n'étais pas équipé. » **MARC**

Il relativise l'intérêt du statut un peu extérieur du volontaire :

“ En étant en service civique, t'es pas au fait de tous les enjeux du projet. Y a une distance qui fait que ton intérêt est faible. » **MARC**

Marc considère que si les salarié·e·s qui accompagnent les volontaires ne sont pas motivé·e·s pour évaluer, les volontaires ne le seront pas non plus, alors même qu'elles et ils sont en situation de précarité.

“ Si l'idée c'est de filer ça à un·e service civique ou à un·e stagiaire parce que, dans la structure, personne ne veut le faire, il ne faut pas oublier que, derrière, c'est une personne avec un travail précaire. [...]. Si c'est vu comme un travail intéressant, mais que les gens n'ont pas le temps de le faire, il ne faut pas non plus se dire qu'un·e service civique sera un gain de temps ; parce que ça nécessite un accompagnement des volontaires pour permettre de développer leurs capacités d'action et leur vision citoyenne. [...] et se préoccuper de “Qu'est-ce que cette mission va leur permettre après ?” » **MARC**



Kate considère que cette mission peut être pertinente pour des jeunes, notamment pour leur insertion professionnelle :

“ *Je pense qu’une mission d’évaluation peut être intéressante pour un-e service civique, surtout si c’est écrit comme ça dans l’offre pour capter les profils intéressants. Je ne sais pas à quel point les profils comme moi ou Yana sont courants, mais, nous, on a bien aimé faire ça. C’est aussi un sujet dont on parle beaucoup en ce moment, il y a une vraie demande, donc ça peut intéresser des jeunes.* » **KATE**

Kate témoigne notamment que cette expérience d’évaluation pendant le volontariat a été un tremplin pour trouver son emploi actuel dans une organisation dédiée à l’évaluation de l’impact social. D’ailleurs, précise-t-elle :

“ *Dans les accompagnements qu’on propose, on encourage les structures qui le peuvent à confier la mission d’évaluation à un-e stagiaire ou un-e service civique, car ça donne plus de recul, ce n’est pas quelqu’un qui est totalement impliqué dans la structure.* » **KATE**

Ainsi, avant de monter une stratégie visant à s’appuyer sur des volontaires en service civique pour accompagner, voire assumer, cette activité de l’évaluation, il serait donc intéressant d’ouvrir le débat, en interne aux structures et au sein de leurs réseaux et collectifs, sur le statut même du volontariat.

En effet, le développement croissant des missions de service civique dans le milieu associatif (et l’Ecsi ne semble pas faire exception) peut se baser sur la rencontre entre des jeunes diplômé-e-s en recherche d’un premier emploi et des associations en mal de financement leur permettant de créer des emplois pérennes. Si la mission d’évaluation peut croiser les objectifs officiels de l’Agence du service civique, « d’expérimenter ou de développer de nouveaux projets au service de la population, de démultiplier l’impact d’actions existantes en touchant davantage de bénéficiaires, ou de renforcer la qualité du service déjà rendu », les obligations liées au statut du volontariat impliquent plusieurs points de vigilance³.

La mission proposée doit être en complément d’une activité portée par des salarié-e-s ou des bénévoles et ne pas s’y substituer. Les volontaires ne peuvent pas avoir d’obligation de résultat. S’il y a subordination, si leur activité est essentielle au fonctionnement de la structure ou à l’obtention de financements, alors ce n’est pas une mission de service civique mais du salariat. Que nos besoins en évaluation ne justifient pas de ne pas respecter le statut du volontariat, et donc le droit du travail.



3 - Obligations des employeurs sur : www.service-civique.gouv.fr.

12

FRÈRES DES HOMMES

ANIMER UN TRAVAIL DE PRISE DE RECUL POUR MIEUX IDENTIFIER LES EFFETS D'UN ENGAGEMENT CITOYEN



www.lapepi.org

Une démarche menée par Frères des Hommes dans le cadre de la Pépinière de la solidarité internationale.

La Pépinière de la solidarité internationale est un dispositif d'accueil et d'accompagnement de porteur·euse·s de projets, appelés « Pépins ». Ces Pépins sont accompagnés par des tuteurs et tutrices bénévoles accueilli·e·s sur la base d'une démarche individuelle et réuni·e·s au sein d'équipes locales. Pour devenir Pépin ou tuteur, aucune connaissance ou expertise n'est requise, ce sont avant tout les savoir-être (respect, humanisme, non reproduction de rapports de domination...) et le partage de valeurs qui importent.

Un des objectifs visés par ce dispositif est qu'il nourrisse l'engagement citoyen des Pépins et qu'il ait des effets en matière de changement de comportements et de modification des interactions sociales pour les Pépins. Près des trois quarts des Pépins ayant répondu à une enquête menée lors d'une évaluation externe du dispositif considèrent que leur expérience de Pépins a renforcé leur volonté et leur capacité à agir en tant que citoyen·ne, et 54 % disent s'être engagé·e·s dans de nouvelles actions (associations, autres formes de mobilisation citoyenne) à l'issue de leur expérience.

C'est entre autres pour renforcer cet objectif de prolonger l'engagement et de transmettre son expérience qu'une communauté de Pépins a pris forme à partir de juin 2020. Les espaces d'échanges entre pairs proposés dans le cadre

de cette communauté ont pour objectifs de renforcer les Pépins tout au long de leur parcours d'accompagnement et de valoriser leur expérience au terme de celui-ci. Cet espace collectif met avant tout l'accent sur le partage autour de l'engagement personnel et citoyen des Pépins, et non sur l'évaluation des activités conduites sur le terrain avec les populations locales.

Voilà des exemples de démarche qui ont permis aux Pépins ayant réalisé un projet de solidarité internationale de formaliser par eux-mêmes les effets produits sur eux par leur expérience de Pépins.





Un premier temps collectif de bilan d'expérience

Les Pépins étaient invités à écrire sur trois post-it de couleurs différentes des événements ou des rencontres qui ont provoqué :

- une confirmation ou un renforcement de leur volonté de s'engager et d'agir ;
- une plus grande compréhension des inégalités, vulnérabilités et rapports de domination, de manière globale ;
- une réflexion sur le sens et la visée de leurs actions.

Pendant les échanges, le rôle des animatrices était de faire des passerelles entre les situations vécues par les Pépins, sans tentative d'universaliser leurs expériences.

Un second temps personnel de prise de recul

Un travail personnel, selon deux formats au choix, a ensuite été proposé aux Pépins. Ce travail est toujours en cours. Il s'agit de réaliser une capsule audio et/ou d'écrire une lettre à un nouveau Pépin autour des questions suivantes : En quoi mon projet au sein de la Pépinière influence-t-il aujourd'hui ma trajectoire de vie et mon engagement ? Que diriez-vous à un nouveau Pépin pour le motiver dans son projet ? (voir **Encadré 5, p. 120**)

ENSEIGNEMENTS & ASTUCES

Ces deux temps sont très complémentaires et permettent aux Pépins une introspection progressive, nécessaire dans le cadre de cette démarche très personnelle.

Il s'avère important de laisser aux Pépins du temps pour mûrir cette prise de recul et pour réfléchir à la manière par laquelle il souhaite valoriser leur expérience.

Enfin, bien que des outils puissent être présents pour les appuyer et les rassurer dans la manière de réaliser l'exercice, une liberté est donnée aux Pépins sur la forme et le contenu afin qu'ils se sentent à l'aise et que le livrable final leur corresponde.



LETTRES DE PÉPINS

Lettre 1 - Julien

“ Bonjour à toi, nouveau Pépín,

Je t'écris ce courrier afin de te faire part de mon expérience au sein du dispositif de la Pépinière. Je m'appelle Julien, j'ai 25 ans, et je suis parti cinq semaines au Sénégal entre février et mars 2020, en partenariat avec la Pépinière et Action Jeunesse Environnement (AJE).

Cette aventure m'a beaucoup marqué, par deux aspects.

Tout d'abord la création du projet. Entre l'idée de vouloir m'engager dans la solidarité internationale et le fait de le faire vraiment, j'ai toujours eu l'impression qu'il y avait un « gap » énorme. L'impression que cela était réservé aux autres et que si je parvenais à m'engager, ce ne serait pas avant plusieurs années. Mais ça, c'était avant. Permits-moi d'aborder un aspect très personnel : je suis un procrastinateur professionnel. Ma vie est jonchée de projets abandonnés ou reportés, et cela ne me laissait pas deviner qu'il m'allait être possible de réaliser un projet de solidarité internationale. Une question se pose alors : comment ai-je fait pour surpasser ma peur de l'engagement ?

Cette réussite, je la dois au dispositif de la Pépinière. Après avoir assisté à une réunion d'information, j'ai été séduit par le dispositif. Le fait de pouvoir donner de son temps à l'international de façon humble et surtout en coconstruisant quelque chose avec une association locale. Le fait également d'être accompagné tout le long de la création du projet par un tuteur ou une tutrice.

Travailler en binôme m'a aidé à garder le cap et à toujours croire en la réalisation de mon projet. Ma tutrice est devenue une amie, et nos sessions de travail s'étendaient sur plusieurs heures, entre bières, anecdotes et brainstorming.

Au-delà de notre duo, mon contact au sein de l'association sénégalaise AJE s'est avéré être également d'une grande motivation. Le fait de s'appeler en visio ou même simplement de s'échanger des messages vocaux rend le projet très vite très concret. Cela permet, dès le début, de se sentir déjà engagé sur place, et un retour en arrière semble absolument inimaginable (et j'avais bien besoin de cela).

Semaine après semaine, le projet s'est donc coconstruit, et une certaine fierté est venue m'envahir. Non pas celle du héros qui viendrait partager son savoir (vision activement combattue par Frères des Hommes et la Pépinière de ce qu'est une action solidaire internationale), mais celle d'enfin voir un projet passer de l'idée à la réalisation. Cela s'est fait sans effort, porté par l'association, ma tutrice et le partenaire sur place. Ce sentiment de fierté est toujours présent aujourd'hui, et ce projet me conduit à vouloir



en créer d'autres, que ce soit dans la solidarité internationale mais également dans d'autres domaines.

Le deuxième aspect par lequel ce projet m'a marqué est le voyage au Sénégal. Je suis angoissé en avion et je n'avais jamais voyagé seul avant cela. Je n'étais même jamais sorti de l'Europe. J'avais donc quelques appréhensions naturelles sur mon séjour. Si j'avais connu à l'avance le déroulé de mon voyage, tous ces doutes se seraient évaporés. Dès mon accueil à l'aéroport de Dakar, j'ai oublié que je voyageais seul. Je ne l'étais tout simplement pas, seul.

J'ai été accueilli avec tellement de gentillesse et de bienveillance ! Cela a été quelque chose de merveilleux pour moi, le fait de me sentir si bien entouré, si loin de mes habitudes et de mes proches. J'avais le sentiment de travailler sur un beau projet, avec des ami-e-s, et dans un cadre magnifique. Nous avons échangé sur nos cultures, sur nos habitudes, nous avons échangé des recettes de cuisine et appris des chansons au rythme du djembé. Notre projet a encore évolué sur place, toujours en travaillant ensemble sur les solutions à apporter aux problèmes rencontrés, surtout en ce qui concerne les modifications nécessaires de nos activités afin de répondre aux contraintes imposées par le gouvernement pour limiter la propagation de la Covid-19.

En ce qui concerne la réalisation même du projet, tout s'est parfaitement déroulé. Nous avons prévu quelque chose d'humble et de réalisable, en s'accrochant à un projet qui était déjà dans les plans de l'association. Ce projet s'est articulé autour de la création d'une émission de radio qui avait pour but de donner la parole aux jeunes. Je n'ai jamais fait de radio et je n'avais jamais travaillé avec la jeunesse. Mais nul besoin d'être un expert, l'importance du projet que vous allez porter se trouve dans l'élan que cela produit. Tu ne vas pas, à titre personnel, transformer l'économie locale ou gommer les inégalités. Ta venue va permettre de lancer des projets qui peuvent stagner depuis quelque temps, faire parler de l'association au niveau local en France et à l'étranger. « Les petits ruisseaux font les grandes rivières », c'est en participant aux changements locaux et concrets que ton engagement au sein de la Pépinière prend tout son sens.

Crois-moi, tu n'as aucun risque de regretter de t'engager, et des dizaines de raisons d'en être fier-ière. Tu vas toucher à ce qu'est réellement la solidarité internationale, celle qui écoute et qui met en valeur l'opinion et l'engagement des personnes concernées. Tu ne seras jamais seul-e, entouré-e par ton tuteur ou ta tutrice, par le réseau d'anciens Pépins, par les membres de la Pépinière, par les responsables de l'association partenaire.

J'espère apprendre bientôt ton engagement au sein de la Pépinière ! Je te souhaite plein de réussite dans ton projet, et plein de belles rencontres.

Au plaisir d'échanger plus en détail avec toi sur mon projet ou le tien,

À bientôt,

JULIEN



Lettre 2 – Soraya



Dear « Pépin »,

Si tu lis cette lettre, c'est que tu as décidé de t'engager au sein de la Pépinière de la solidarité internationale, et je t'en félicite. Bienvenue au club !

Pour moi, l'aventure a commencé en octobre 2018... Ma rencontre avec la Pépi était le fruit du hasard. Ce hasard qui, dans ma culture, s'appelle le « mektoub » : c'était « écrit ».

Mon engagement au sein de la Pépi m'a menée à Soucouda, un petit village situé dans le Sine-Saloum au Sénégal.

À travers cette lettre, je ne souhaite pas partager avec toi mon projet, mais plutôt raconter les émotions, les questionnements, les prises de conscience et les changements que cette belle aventure a éveillés en moi.

J'ai toujours été une personne engagée, mais je souhaitais depuis un moment « faire plus », « aller plus loin », « aller au-delà de moi-même ». À 37 ans, j'avais besoin d'oser et découvrir par moi-même ce qu'est la solidarité internationale. J'avais besoin de me rendre encore plus utile que je ne l'ai été jusque-là, et la Pépinière m'a permis de sauter le pas en m'offrant un cadre rassurant.

Au fur et à mesure des étapes du projet (formulation, échanges avec le partenaire, budget, levée de fonds, préparation au départ...), je me suis transformée en papillon, je me suis sentie pousser des ailes, et le regard que je portais sur moi-même et sur ce(ux) qui m'entourai(en)t a commencé à changer.

Je me posais beaucoup de questions sur mon séjour au Sénégal :

- *Comment ça va se passer ?*
- *Est-ce que je vais réussir à créer des liens avec la population ?*
- *Vais-je réussir à mettre en œuvre le projet tel qu'il a été coconstruit avec le partenaire ?*
- *Serai-je la même à mon retour ?*

Et puis, une fois sur place, toutes ces questions se sont volatilisées car je suis entrée dans une autre dimension. Une dimension où le rapport à l'autre se fait dans la plus grande simplicité et avec sincérité, où le temps a tout son temps et où malgré leur extrême modestie, les gens riaient à haute voix, marchaient avec nonchalance et ne semblaient pas s'inquiéter du lendemain.

J'ai découvert qu'il y avait une autre manière de vivre et de concevoir la vie. J'ai pris conscience que j'étais "pauvre" de temps. Je n'avais pas le temps, j'étais pressée, je voulais que les activités se déroulent selon le planning établi, je ne supportais pas de



rester à ne rien faire... J'avais le sentiment de perdre mon temps. Puis je me suis, petit à petit, réconciliée avec le temps et je m'en suis enrichie.

J'ai rencontré des personnes merveilleuses qui m'ont inspirée par leur joie de vivre malgré les difficultés de la vie. Cette aventure m'a apporté autant, voire plus, que je n'ai donné.

J'ai compris, en le vivant, que la solidarité entre les populations est réciproque.

Aujourd'hui, je me fixe comme objectif de retourner à Soucouta, à titre personnel, et d'être à nouveau Pépin.

En attendant, je continue mon engagement auprès de la Pépinière en témoignant de mon expérience de Pépin pour donner envie à celles et ceux qui le souhaitent de sauter le pas.

J'ai encore beaucoup de choses à te raconter... peut-être dans une autre lettre ou de vive voix.

Quoi qu'il en soit, sois certain-e que tu sortiras grandi-e de cette expérience.

Au plaisir de te lire !

SORAYA

”



13

LA DÉMARCHE DE KURIOZ

IMBRIQUER ÉVALUATION, DISPOSITIF DE SUIVI-ÉVALUATION ET APPROCHES ORIENTÉES CHANGEMENT



www.kurioz.org

KuriOz est une association qui mène principalement trois types d'activités d'Ecsi : l'animation en face-à-face avec les publics (scolaires mais pas exclusivement), la formation d'éducateur·rice·s et la création d'outils pédagogiques (diffusés via le site comprendrepouragir.org). Bien que préoccupée de longue date par la question de l'évaluation et de l'impact de ses activités, l'association hésitait à la traiter du fait de la nature « éducative » de ses activités. L'éducation s'évalue dans un parcours de vie, mais que peut-on évaluer sur la base d'actions, principalement ponctuelles, comme les mène KuriOz ? Comment évaluer ? Et pour quel type d'animation est-il pertinent d'évaluer ? Autant de problématiques qui questionnaient depuis longtemps l'association et qu'elle a décidé de prendre à bras-le-corps de diverses manières.

Réfléchir collectivement l'évaluation sur la base de projets communs

De fin 2017 à fin 2020, KuriOz a piloté un projet d'Ecsi pour favoriser l'engagement des 12-25 ans en faveur des objectifs de développement durable : le projet MOODD. Ce projet, mis en œuvre par un pool de six associations partenaires réparties sur quatre régions, a permis la conception de 13 outils pédagogiques ainsi que des activités de formation et de sensibilisation sur les territoires de chacune des partenaires. L'évaluation externe de ce projet a pointé la qualité et l'efficacité de sa dimension partenariale, en particulier sur le volet de co-création et d'ingénierie pédagogique. Fort de cette expérience réussie, une seconde phase triennale de ce projet voit le jour en 2021. Il s'agit du projet « Agir en Citoyen·ne·s pour

les Transitions et les ODD » (Act'ODD) ([voir la présentation p. 126](#)). Sept associations en sont partenaires. Elles ont en commun d'avoir comme activité principale le face-à-face avec les publics cibles des actions d'Ecsi. Un écueil du projet antérieur devait être évité : celui de manquer de données qualitatives pour mener à bien une évaluation des effets produits par les actions d'Ecsi sur les publics visés. C'est pour cette raison que KuriOz a déposé auprès du F3E une demande d'accompagnement d'étude pour une évaluation finale intégrant un dispositif partiel de suivi-évaluation.

Pour nourrir l'évaluation finale qui aura lieu au cours de l'année 2023, il est en effet prévu de mettre en place un dispositif de recueil de données co-construit dès le début de l'année 2022.

À l'issue de cette deuxième phase de trois ans, il sera alors possible d'envisager une analyse d'impact qui se déroulerait lors d'un troisième triennal courant jusqu'à 2026.



Un laboratoire pour co-construire les outils et démarches d'évaluation

C'est au sein d'un « laboratoire » réuni à l'occasion de plusieurs rencontres que les partenaires du projet se retrouveront pour notamment créer ensemble des trames pédagogiques dédiées à la facilitation de l'engagement citoyen des jeunes et à l'intervention auprès de publics dits « peu concernés » (détenu·e·s, migrant·e·s, bénéficiaires du RSA...). C'est dans cet espace aussi que la démarche d'évaluation des pratiques éducatives en Ecsi sera co-construite. Une réflexion collective sur les pratiques évaluatives des associations partenaires viendra alimenter l'étude ainsi qu'une démarche d'observation des effets de leurs activités éducatives.

Trois objectifs sont donc visés par cette étude :

- le renforcement des pratiques d'évaluation du *pool* d'associations d'Ecsi partenaires du projet ;
- l'amélioration de la pertinence des actions de sensibilisation et de formation pour favoriser le passage à l'action de leurs publics ;
- l'évaluation de la dynamique partenariale du projet.

Parallèlement à ce projet collectif, KuriOz a décidé, début 2021, de se former aux approches orientées changement (AOC). Elle est pour cela accompagnée par l'ONG Initiative Développement. L'objectif, pour l'association, est d'expérimenter l'intégration des AOC au sein de ses activités éducatives. Ces approches sont une manière de poursuivre la réflexion sur les méthodes pédagogiques les plus pertinentes pour favoriser l'engagement. En adoptant les AOC pour la conception de ses séances éducatives, KuriOz souhaite tester de nouvelles manières de faire en Ecsi, à la fois dans la mobilisation des publics participant aux activités mais aussi dans la mesure des changements de regard et de comportements recherchés. Cette expérimentation fera l'objet d'un partage avec les autres associations partenaires du laboratoire mis en place.

Une démarche apprenante cohérente avec les pratiques d'éducation populaire

Pour des associations de dimension locale telles que celles qui participent au projet, immergées à plein temps sur le terrain et en relation directe avec une grande diversité de publics, cette démarche d'évaluation au fil de l'eau, incluant la co-conception partenariale d'outils d'évaluation expérimentés pendant leurs animations, prend tout son sens. Elle participe de l'éducation populaire constitutive de nos associations.

D'autre part, bénéficier d'un appui méthodologique extérieur pour animer cette démarche et mener à bien la construction d'un dispositif de suivi-évaluation, dont les résultats nourriront l'évaluation externe finale sur l'efficacité de leurs actions éducatives, est un gage de réussite. Un des principaux défis auquel seront confrontées les associations participantes sera de dépasser la difficulté récurrente à trouver le temps d'appliquer des outils d'évaluation au cours des séances d'animation, majoritairement de courte durée. D'où l'enjeu d'intégrer l'évaluation dans la trame pédagogique.

Des expérimentations qui profiteront à l'ensemble des acteurs d'Ecsi

Les résultats de ce triple travail - d'expérimentation des AOC, de production d'outils d'évaluation et de retour d'expérience sur le dispositif de suivi-évaluation - seront partagés auprès de l'ensemble des acteurs d'Ecsi via la production d'articles sur comprendrepouragir.org, sa newsletter et la diffusion au sein du F3E.

PRÉSENTATION DU PROJET AGIR EN CITOYEN-NE-S POUR LES TRANSITIONS ET LES ODD

Le projet ACT'ODD poursuit les actions éducatives déployées, depuis 2017, en faveur de l'engagement des citoyen-ne-s français-es dans l'atteinte des objectifs de développement durable.

Sept associations d'Ecsi partenaires, réparties sur six régions, vont mettre en commun leurs expertises et leurs moyens pour sensibiliser plus de 14 000 personnes. Elles se retrouveront tout au long du projet pour améliorer les outils pédagogiques déjà créés, évaluer leurs pratiques et partager leurs savoir-faire sur l'accompagnement au passage à l'action et la sensibilisation des publics « peu concernés » par l'Ecsi. KuriOz confrontera également ses méthodes pédagogiques à celles d'acteurs éducatifs du Sud.

Enfin, pour en amplifier l'impact, l'ensemble des acquis du projet seront adaptés et diffusés aux communautés éducatives de l'Ecsi, de la SI et de l'Éducation nationale via les publications du site comprendrepouragir.org et l'organisation de journées de formation.





“

En adoptant les AOC pour la conception de ses séances éducatives, KuriOz souhaite tester de nouvelles manières de faire en Ecsi, à la fois dans la mobilisation des publics participant aux activités mais aussi dans la mesure des changements de regard et de comportements recherchés...

FRANÇOIS GUERRY - DIRECTEUR, KURIOZ

”

14

AFDI

TESTER UN NOUVEL OUTIL POUR APPRÉCIER LE CHANGEMENT DE PERCEPTION D'UN PUBLIC SCOLAIRE



www.afdi-opa.org

Le contexte

Les Afdi régionales membres du réseau Afdi, dans un objectif de sensibilisation aux réalités des agricultures des pays « du Sud », proposent régulièrement aux établissements d'enseignement agricole des interventions auprès de classes d'apprenant-e-s (lycéen-ne-s ou apprenti-e-s).

Ces interventions, souvent portées par des binômes (animateur-riche salarié-e Afdi / professionnel-le bénévole Afdi), font l'objet d'une évaluation à l'aide d'un questionnaire de satisfaction destiné aux apprenant-e-s et à leurs enseignant-e-s. L'utilisation de ce questionnaire révèle trois difficultés :

- il n'est parfois pas possible de le faire remplir (faute de temps disponible) ;
- il est complexe à administrer (versions papier à compiler, résultats difficiles à interpréter) ;
- il n'aborde pas ce qui est, finalement, le plus important pour Afdi, à savoir le changement de perception que l'intervention aurait pu induire chez les apprenant-e-s.

La mesure de la perception permet une évaluation sur du long terme, alors que celle de la satisfaction reste ponctuelle. Dans le cadre de sa démarche qualité, Afdi a lancé un processus d'amélioration de son dispositif de suivi-évaluation, et un chantier s'est porté sur la mesure des effets des actions Ecsi. À ce titre, Afdi a décidé de mesurer le changement de perception, qui démontre que l'intervention Ecsi a permis à la personne qui y a assisté/participé de changer son regard, d'affiner l'idée qu'elle se fait

de l'agriculture et des agriculteurs dans les pays en développement, notamment africains.

L'expérimentation a été engagée sur proposition du groupe qualité Afdi, sur un engagement pris dans le cadre de l'exécution du contrat programme qui lie Afdi et la Division du partenariat avec les organisations de la société civile de l'Agence française de développement (AFD). L'expérimentation devait permettre de tester un nouveau type de questionnaire, répondant aux trois enjeux cités ci-dessus, auprès de quelques Afdi régionales parties prenantes, avant d'envisager une extension à tout le réseau Afdi en 2021. Le sujet a été abordé deux fois en séance plénière (réunion des animateur-riche-s Afdi) avant d'être effectivement mis en œuvre.

Les principaux acteurs et principales actrices

Les apprenant-e-s et leurs enseignant-e-s étaient la cible de l'expérimentation, puisque ce sont elles et eux qui ont répondu aux questionnaires (un questionnaire apprenant-e, un questionnaire enseignant-e).

Les animateur-riche-s salarié-e-s et les professionnel-le-s bénévoles Afdi étaient les porteur-euse-s de l'expérimentation : elles et ils ont adapté les questionnaires au contenu de leurs interventions, communiqué les questionnaires aux établissements et suivi la qualité du « remplissage ». Parmi les animateur-riche-s Afdi, une personne était chargée de coordonner le dispositif, en créant la



nouvelle forme du questionnaire, en expliquant son fonctionnement aux autres animateur·rice·s et en compilant les résultats obtenus.

Les objectifs

Le premier objectif était de tester un nouveau type de questionnaire, dont les critères étaient les suivants :

- en version numérique plutôt que papier ;
- adaptable plutôt que figé ;
- abordant non seulement la satisfaction des apprenants mais aussi l'évolution de leur perception sur certains thèmes.

Le second objectif était de « mobiliser » les acteurs de l'expérimentation, le questionnaire devant être davantage perçu comme source d'information au service du pilotage et de l'amélioration de l'action que comme une exigence du réseau Afdi, et potentiellement du·de la partenaire financier·ière. Le troisième objectif était de réfléchir aux modalités pratiques de la mise en œuvre : qui écrit le questionnaire-modèle ? Comment communiquer sur son utilisation ? Comment récupérer et analyser les réponses ? Comment recueillir l'avis des porteurs et porteuses de l'expérimentation ?

La démarche mise en œuvre

À partir des critères définis par le réseau Afdi, la personne en charge de l'expérimentation a créé deux nouveaux questionnaires (apprenant·e / enseignant·e).

Questionnaire apprenant·e (voir **Encadré 6, p. 132**) : une partie du questionnaire était fixe, l'autre pouvait être adaptée par chaque Afdi régionale en fonction des thèmes de l'intervention.

- Questionnaire enseignant·e : l'ensemble du questionnaire était fixe, seule une question sur l'éventuel effet de l'intervention sur les apprenant·e·s a été ajoutée par rapport à la version existante (« À votre avis, quel effet cette intervention a-t-elle produit sur vos apprenant·e·s (élèves, apprenti·e·s) ? »).

Les animateur·rice·s régionaux·ales volontaires ont reçu chacun·e la version « de base » des questionnaires apprenant·e, qu'elles et ils ont adaptée à leurs interventions. Elles et ils ont également reçu le questionnaire enseignant·e. Les questionnaires ont été transmis aux apprenant·e·s et enseignant·e·s, pendant ou à l'issue des interventions Afdi. L'ensemble était partagé en ligne via un espace de stockage commun : ainsi, les animateur·rice·s régionaux·ales et la personne en charge de l'expérimentation avaient accès aux questionnaires des un·e·s et des autres, y compris les résultats.

Deux difficultés ont été rencontrées :

1- La première est que peu d'Afdi régionales ont effectivement utilisé les questionnaires. Sur six Afdi régionales volontaires début 2020 pour participer, seules trois ont réellement mis en œuvre les questionnaires, pour différentes raisons :

- Beaucoup moins d'interventions auprès des publics scolaires qu'en année normale (sans pandémie)..., donc beaucoup moins d'occasions d'utiliser le questionnaire.
- Certaines interventions Afdi ne sont pas adaptées à l'évaluation par l'Afdi d'un changement de perception des apprenant·e·s : une intervention ponctuelle de 2 heures, dont 1 heure de projection de film documentaire (festival Alimentterre, par exemple) sans lien direct avec les partenariats d'Afdi au Sud ne permet pas, selon l'animateur concerné, d'être légitime pour poser des questions sur le changement de perception.
- Redondance avec le questionnaire de l'établissement (mis en œuvre par la direction à chaque fois qu'il y a un·e intervenant·e extérieur·e et qui fait partie de leur démarche « qualité »), qui était en version papier (Afdi n'a pas osé imposer sa façon de faire en ligne). Néanmoins, les deux questionnaires ont été fusionnés pour permettre tout de même d'aborder des indicateurs intéressants pour Afdi.

2- La deuxième difficulté est liée au retour des questionnaires. Comme pour la version papier, obtenir un retour des questionnaires est parfois difficile.

L'analyse des résultats

<i>Afdi régionale</i>	<i>Questionnaire apprenant·e</i>	<i>Questionnaire enseignant·e</i>
Afdi Centre Val de Loire	1 classe 12 réponses	1 enseignant·e 1 réponse
Afdi68	2 classes 22+9 réponses	1 enseignant·e 1 réponse
Afdi Normandie	1 classe 27 réponses	-

Le taux de retour des questionnaires est bon :

Questionnaire apprenant·e

- Lorsque le questionnaire a été rempli directement à la fin de l'intervention (QR code sur le diaporama, scanné en classe par les apprenant·e-s avec leur smartphone), le taux de retour a été de 100 %.
- Dans les autres cas, le questionnaire a été transmis aux apprenant·e-s après l'intervention Afdi :
 - soit par manque de temps pendant l'intervention ;
 - soit par choix, pour laisser aux apprenants le temps de « maturer » les idées.

Au moins une relance a été nécessaire pour obtenir les réponses des apprenant·e-s, et le taux de retour a été compris entre 90 % et 100 %.

Questionnaire enseignant·e

Le taux de retour a été de 100 %, ce qui est toujours le cas avec les enseignant·e-s. Parfois, une relance a été nécessaire.

Les points forts

- Un nouveau questionnaire apprenant·e existe. Il est adaptable, en ligne et aborde les aspects d'impact. Il semble fonctionner, mais peut encore être amélioré.
- Un résultat « non nul » malgré une année de mise en œuvre très difficile.

Les faiblesses

- Absence de guide méthodologique créé pendant l'année pour expliquer les objectifs, l'utilisation des questionnaires, donner des conseils, etc. Se pose la question de la manière d'envisager l'extension à toutes les Afdi régionales en 2021.
- Un animateur a trouvé certaines questions du questionnaire apprenant·e compliquées (« Diriez-vous que l'agriculture africaine est... » = celles sur le préjugé « déconstruit » pendant l'intervention), ou insuffisamment factuelles (« Pensez-vous que votre regard a changé sur... »).



- Pas de traitement synthétique des questionnaires jusqu'ici, avec une interprétation des résultats qui ne s'annonce pas facile pour la partie « impact ».
- Pas d'utilisation des questionnaires directement par les professionnel-le-s bénévoles Afdi (uniquement par les animateur-ric-e-s salarié-e-s).

Les leçons tirées

- Dans ce type de processus (nouvelles pratiques à tester, à mettre en œuvre, à évaluer), le dialogue régulier avec les différent-e-s acteur-ric-e-s est primordial pour avoir un niveau d'implication suffisant et dans la durée.

ENSEIGNEMENTS & ASTUCES

1

Une personne référente de l'expérimentation dans l'organisation qui la met en œuvre, qui relance régulièrement les parties prenantes.

2

Un cadre théorique clair donné par un organisme extérieur, comme le F3E l'a fait en proposant la communauté de pratiques. Cela permet de prendre de la hauteur et d'être plus ambitieux dans l'expérimentation.



QUESTIONNAIRE APPRENANT-E

À NOTER

Le questionnaire présenté ci-dessous est une version de base du questionnaire Afdi, qui doit être adapté (parties surlignées en orange) par l'animateur·rice régional·e en fonction de la nature et du sujet de l'intervention.

QUESTIONNAIRE - INTERVENTION AFDI

Bonjour,

Vous avez assisté à une intervention d'Afdi dans le cadre de vos études. Soucieux de répondre à vos attentes et d'améliorer la qualité de nos actions, nous vous demandons de prendre quelques minutes pour répondre à ces questions.

Merci d'avance !

Avant de commencer :

- Quel est votre niveau de scolarité/d'études ?

.....

.....

A- CONTENU DE L'INTERVENTION D'AFDI

Q1 - Avez-vous apprécié les méthodes d'intervention (jeux, débat, ...) ? (cocher)

Oui vraiment

Plutôt non

Plutôt oui

Non

Q2 - Quel outil / quelle séquence avez-vous préféré ? (cocher)

Option 1

Option 3

Option 2

Option 4



Q3 - Avez-vous appris des choses nouvelles au sujet de ? (cocher)

- Oui vraiment
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

Q4 - Quel thème / quelle information avez-vous préféré ? (cocher)

- Option 1
- Option 2
- Option 3
- Option 4

Q5 - Etes-vous globalement satisfait de l'intervention ? (entourer)

Non 1 2 3 4 5 Oui vraiment

Q6 - Avez-vous des suggestions ?

.....

.....

B- VOTRE OPINION SUR L'AGRICULTURE AFRICAINE

Q1 - Diriez-vous que l'agriculture africaine est... (cocher aux intersections)

	Oui vraiment	Plutôt oui	Plutôt non	Non
Préjugé 1	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Préjugé 2	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Préjugé 3	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q2 - Estimez-vous que grâce à l'intervention d'Afdi, votre regard sur l'agriculture en Afrique a changé ? (cocher)

- Oui vraiment
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

Q3 - Précisez pourquoi si vous le souhaitez

.....

15

CARTOONING FOR PEACE

LES OUTILS DE CFP POUR APPRÉCIER LE CHANGEMENT DE REPRÉSENTATION



www.cartooningforpeace.org/actions-pedagogiques/projets-france/

Cartooning for Peace (CFP) est un réseau international de dessinateur·rice·s de presse engagé·e·s qui combattent, avec humour, pour le respect des cultures et des libertés.

Depuis sa création, Cartooning for Peace utilise la valeur universelle et pédagogique du dessin de presse pour sensibiliser le public jeune et dit « sensible » (détenu·e·s, mineur·e·s sous main de justice), par l'image et le sourire, aux grands problèmes de société et encourager leur prise de parole pour la construction d'une citoyenneté active.

Présente dans toute la France ainsi qu'à l'international, l'association produit des kits pédagogiques (expositions itinérantes accompagnées de livrets pédagogiques) et organise des rencontres des dessinateur·rice·s de presse sous forme d'ateliers ou de grandes conférences, dans l'objectif de libérer la parole des jeunes et de développer leur esprit critique.

Dans le cadre des différents ateliers, conférences ou formations menés, Cartooning for Peace a mis en place différentes méthodes d'évaluation afin de mesurer au mieux son impact. Voilà quelques-unes de ces méthodes.

La jauge

Les quatre lignes de la jauge ci-contre sont reproduites sur un tableau ou une affiche et chaque élève vient, en début d'atelier, apposer une gommette ou un point sur la ligne (à gauche, à droite, au milieu... comme sur une jauge) pour indiquer quel adjectif se rapproche le plus de sa perception du métier de dessinateur·rice de presse. Ensuite, on fait le même exercice en fin d'atelier.

Cela permettait de s'apercevoir d'éventuels changements et évolutions d'opinions. Bien sûr,

il n'y avait pas d'objectif à atteindre. Il s'agissait plutôt de voir sur quelle perception tel ou tel atelier avait particulièrement agi. Chaque atelier étant différent, ce n'étaient pas toujours les mêmes lignes qui étaient impactées.

Nous avons abandonné l'utilisation de cet outil car les dessinateurs et dessinatrices de presse ne se sentaient pas à l'aise avec l'évaluation en général, et particulièrement avec l'idée de demander aux élèves de s'exprimer en leur présence sur leur perception du métier. De plus, cela risquait de biaiser l'évaluation.

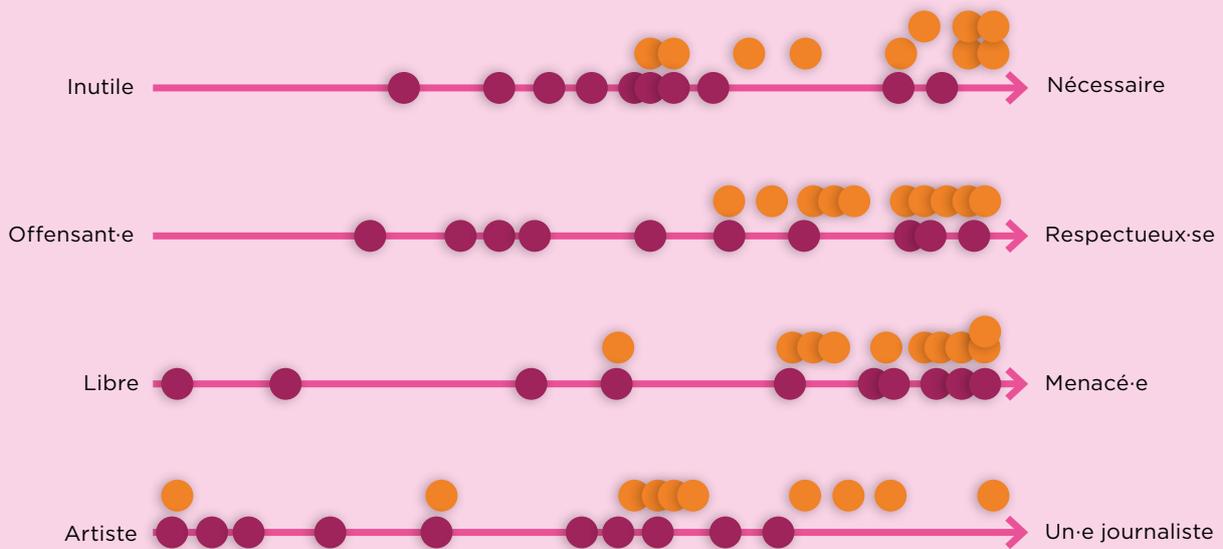


LA JAUGE

Cet outil a été créé pour évaluer le changement de représentation des élèves et des détenu-e-s vis-à-vis des dessinateurs et dessinatrices de presse.

Avis des jeunes : ● Début d'atelier ● Fin d'atelier

Le ou la dessinateur-riche de presse est :



Une autre option avait été proposée : faire un vote à main levée auprès des jeunes : « Qui dirait plutôt respectueux ? Plutôt offensant ? Plutôt au milieu ? » Et ensuite, on écrivait le nombre de mains levées aux différents endroits de la jauge. Une autre possibilité serait de confier cette mission à une personne de l'association accompagnant les ateliers.

Nous pensons que cet outil pourrait être amélioré et proposé sous format numérique.

Ensuite, demeure la question de l'exploitation des résultats. Comment exploiter ces données ? Comment les recenser, les traiter, les analyser ? Est-ce qu'un outil numérique ne serait pas plus pertinent pour garantir l'anonymat des élèves, afin qu'il-elle-s se sentent plus à l'aise d'exprimer leur ressenti, et aussi pour faciliter l'exploitation des données ?



Le questionnaire

Actuellement, nous utilisons principalement des questionnaires en ligne pour récolter la satisfaction et les différents retours de nos publics (principalement les dessinateur·rice·s et professionnel·le·s de l'éducation).

Ont-il·elle·s exploité les outils pédagogiques qui sont mis à leur disposition ? Si oui, lesquels ? Quel est le retour des jeunes sur l'exposition ? Quels ont été les débats avec le·la dessinateur·rice de presse/ les jeunes ? Quelles pourraient être les pistes d'amélioration ? Etc.

Dans la mesure où les dessinateur·rice·s de presse mènent parfois des ateliers sans un membre de l'équipe de CFP, il nous apparaît difficile de pouvoir évaluer l'évolution des jeunes par rapport au dessin de presse, à la liberté d'expression, aux droits de l'Homme, ou autres thématiques abordées dans nos expositions et ateliers.

L'animation

Lors des ateliers ou formations menées en coanimation entre un membre de CFP et un·e dessinateur·rice de presse, nous mettons en place un outil d'évaluation et d'introduction rapide, dans l'objectif de mesurer le niveau du public et pouvoir observer les changements d'opinions ou évolutions, en fonction des échanges.

Nous demandons oralement, en introduction, aux publics de nos formations ou animations à quels mots il·elle·s associent la notion de dessin de presse, par exemple. Nous compilons les réponses et l'animateur·rice prend note des mots énoncés. Nous posons la même question en fin d'animation et complétons la fiche de note avec une couleur différente. C'est alors l'occasion de montrer l'évolution au public concerné, et d'en discuter.

On s'aperçoit bien souvent d'un enrichissement du vocabulaire employé et d'une analyse plus précise du dessin de presse dans sa définition. Cela nous permet de vérifier que nos objectifs pédagogiques sont atteints au cours de l'atelier.





“

On s'aperçoit bien souvent d'un enrichissement du vocabulaire employé et d'une analyse plus précise du dessin de presse dans sa définition. Cela nous permet de vérifier que nos objectifs pédagogiques sont atteints au cours de l'atelier.

ANNE LOURDIN - CHARGÉE DES PROJETS PÉDAGOGIQUES, CFP

”

16

COMMERCE ÉQUITABLE FRANCE

UN BAROMÈTRE POUR MESURER LES EFFETS DES DISPOSITIFS D'ÉDUCATION AU COMMERCE ÉQUITABLE



www.label-ecoles-equitable.fr/le-dispositif-label-ecole/presentation

www.lerass.com

Le baromètre

Le Lerass (Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales – laboratoire pluridisciplinaire de l'université de Toulouse 3–Paul-Sabatier) a produit, dans le cadre de partenariats avec les acteurs et actrices de commerce équitable, un baromètre à destination des jeunes participant·e·s aux dispositifs d'éducation au commerce équitable (dont le label « Écoles de commerce équitable » – (voir **Fiche 4, p. 76**).

Le baromètre invite les jeunes à se positionner vis-à-vis d'une série de thématiques (bio, commerce équitable, boycott...).

Un groupe neutre a été constitué, afin de pouvoir comparer des jeunes ayant bénéficié d'un dispositif d'éducation au commerce équitable et des jeunes n'en ayant pas bénéficié. À l'heure de la rédaction de cette fiche, la passation est prévue pour le printemps et l'automne 2021, et les résultats pour l'été 2022.

Selon Jean-Louis Pernin, enseignant-chercheur à l'IUT de Tarbes, membre de Fairness, la sélection des variables qui représentent le rapport de l'individu avec chaque thématique provient de modèles théoriques largement validés au niveau international : la théorie du comportement planifié (Ajzen, 1991), le marketing relationnel (Lichtlé et Plichon, 2008) et la théorie des niveaux de

représentation (Liberian et Trope, 1998). Cinq variables ont été retenues pour chaque thématique.

Chacune se traduit par un énoncé.

Voici, ci-contre, un extrait de la structure du baromètre pour les 18-30 ans, extrait qui concerne la thématique du commerce équitable.





LE BAROMÈTRE

Nom de la variable	Énoncé	Modalités de réponse
La connaissance subjective qui est prédictive de l'intention d'achat et qui permet d'introduire le sujet auprès des répondant-e-s.	J'ai une idée assez précise de ce qu'est le CE.	<input type="radio"/> Pas du tout d'accord <input type="radio"/> Plutôt d'accord <input type="radio"/> Pas d'accord <input type="radio"/> D'accord <input type="radio"/> Plutôt pas d'accord <input type="radio"/> Tout à fait d'accord
La perception de contrôle sur le comportement. Elle est supposée être prédictive à la fois de l'intention d'achat et du comportement des individus. Elle représente le sentiment de pouvoir ou pas réaliser facilement le comportement.	Pour moi, acheter des produits du CE de façon régulière durant l'année qui vient serait :	<input type="radio"/> Très difficile <input type="radio"/> Plutôt facile <input type="radio"/> Difficile <input type="radio"/> Facile <input type="radio"/> Plutôt difficile <input type="radio"/> Très facile
L'intention d'achat ou intention comportementale. L'intention d'agir est supposée être prédictive du comportement de l'individu.	J'ai tout à fait l'intention d'acheter des produits du CE de façon régulière durant l'année qui vient.	<input type="radio"/> Pas du tout d'accord <input type="radio"/> Plutôt d'accord <input type="radio"/> Pas d'accord <input type="radio"/> D'accord <input type="radio"/> Plutôt pas d'accord <input type="radio"/> Tout à fait d'accord
La distance psychologique. Elle est similaire à la mesure de l'identité personnelle. C'est une alternative à la mesure de l'intention d'achat.	Choisissez la paire de cercles qui exprime le mieux votre rapport vis-à-vis du CE. 	<input type="radio"/> Pas du tout proche <input type="radio"/> Plutôt proche <input type="radio"/> Pas proche <input type="radio"/> Proche <input type="radio"/> Plutôt pas proche <input type="radio"/> Complètement proche
L'intention de recommandation ou « bouche à oreille positif ». Elle mesure la fidélité d'un individu envers un objet.	Lors d'une discussion, j'aurai tendance à parler positivement du CE.	<input type="radio"/> Pas du tout d'accord <input type="radio"/> Plutôt d'accord <input type="radio"/> Pas d'accord <input type="radio"/> D'accord <input type="radio"/> Plutôt pas d'accord <input type="radio"/> Tout à fait d'accord

“ L'analyse descriptive des résultats du test montre que la distance psychologique est l'indicateur qui, clairement, obtient les plus faibles moyennes (2,99 sur 6) pour le CE avec un écart-type parmi les plus importants. Elle constitue donc un indicateur particulièrement intéressant pour mesurer les impacts des dispositifs d'éducation au commerce équitable. Cet indicateur est d'autant plus intéressant qu'il peut être appliqué à des jeunes qui ne sont pas en âge de faire leurs propres achats. Il peut également s'appliquer à des thématiques éloignées des sphères de la consommation et permettre des mesures sur des enjeux plus globaux tels que le changement climatique, la préservation de la biodiversité, l'égalité des genres, etc. Le dernier avantage de cet indicateur est qu'il est plus visuel, graphique, dans sa forme que les indicateurs classiques. Il peut, là encore, être mieux adapté pour des publics très jeunes. » **JEAN-LOUIS PERNIN**

in Jean-Louis Pernin, « Fiche méthodologique sur la démarche de suivi-évaluation mise en œuvre pour apprécier les effets de l'action - Projet « Label "Écoles de commerce équitable" ». FADM, Fairness, EcsiNOV



07

ANNEXES

7.1 TERMINOLOGIE : UN ÉCLAIRAGE SUR LE SENS DES MOTS

UN POINT SUR LA TERMINOLOGIE SELON L'OCDE

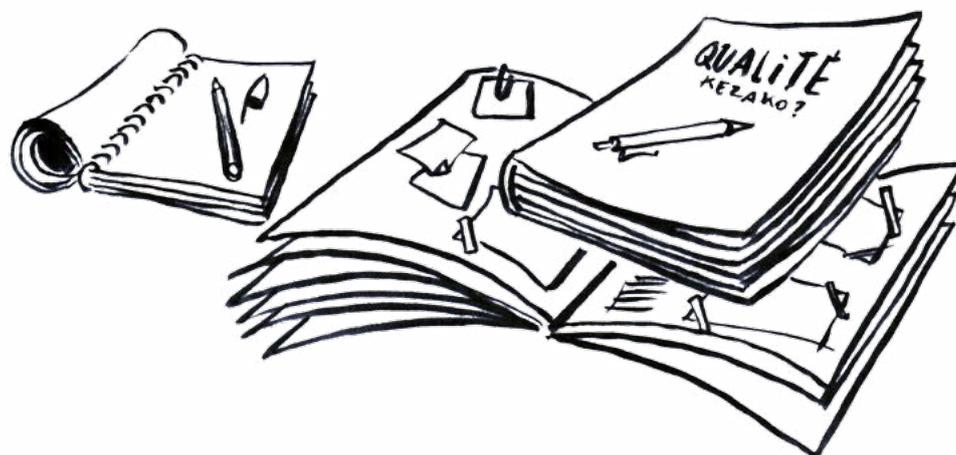
Selon le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

IMPACT : mesure dans laquelle l'intervention a produit ou devrait produire des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non. Le critère d'impact porte sur l'importance ultime et les effets potentiellement transformateurs de l'intervention.

UN POINT SUR LA TERMINOLOGIE SELON L'AVISE

Selon l'Avise

IMPACT SOCIAL : ensemble des changements positifs ou négatifs, attendus ou inattendus et durables engendrés par les activités mises en place et attribuables à ces activités.





UN POINT SUR LA TERMINOLOGIE SELON LE F3E

Selon le F3E¹

CHANGEMENT : les intentions de départ des porteur-euse-s de projet

LES CHANGEMENTS RECHERCHÉS (ou attendus) : changements que les porteur-euse-s de projets souhaitent voir se réaliser.

Définis au moment de la conception de l'action.

En Ecsi : ils portent sur les apprentissages et les évolutions individuelles et collectives.

PROCESSUS : combinaison de petites modifications dues à des interactions entre acteur-ric-e-s et facteurs. Écart entre deux situations échelonnées dans le temps.

RÉSULTATS : Ce que leurs interlocuteur-ric-e-s ont appris, découvert, renforcé

Changements constatés immédiatement après l'action.

Complexification des représentations / plus grande adhésion à des valeurs.

EFFETS : Ce que leurs interlocuteur-ric-e-s choisissent ou pas de faire de ce qu'il-elle-s ont appris
Manière dont les acteur-ric-e-s sociaux-ales mobilisent leurs nouveaux apprentissages ou nouvelles compétences aux niveaux individuel, collectif et institutionnel dans leur vie quotidienne et celle de leur entourage (comment il-elle-s le font et pourquoi il-elle-s le font).

Se manifestent par des changements repérables aux niveaux individuel, collectif, institutionnel ou sociétal.

Prévus ou non prévus.

Vision analytique (inventaire).

IMPACT : Vision synthétique de l'ensemble des effets au regard des changements recherchés

L'impact d'une action d'Ecsi est la situation, analysée de façon transitoire ou finale, issue de l'ensemble des effets, prévus ou non prévus, qui résultent de la façon dont les acteur-ric-e-s sociaux-ales s'approprient les changements recherchés et les mettent en œuvre dans leur environnement avec les moyens, leurs contraintes, leur logique propre et l'ensemble des autres influences et sollicitation qui s'exercent sur eux-elles.

Conduit à passer d'une observation à partir des points de vue du point de vue des porteurs de projets à celle des acteur-ric-e-s sociaux-ales concerné-e-s.

1 - A. Miguel Sierra, G. Graugnard, A. Kaboré et A. Noury, Sur le chemin de l'impact de l'EAD SI – Repères méthodologiques pour apprécier ce qui est en mouvement, F3E, coll. « Repères sur... », 2014.

7.2 LA GRILLE DE LECTURE DE L'EXPÉRIENCE D'ÉVALUATION DES EFFETS

Afin que les capitalisations produites par les membres de la CP soient réellement utiles à d'autres acteur-ric-e-s, il est apparu nécessaire de mettre en valeur le sens et les raisons qui ont induit les choix qui ont présidé à la démarche d'observation des effets, depuis le dispositif jusqu'aux outils. À cet effet, les membres de la CP ont été invité-e-s, lors de leur capitalisation, à se poser les questions suivantes, concernant 3 aspects : la caractérisation de l'expérience, la collecte de données, la phase d'analyse.

a. Caractériser l'expérience

1. Pour quelle action d'Ecsi la démarche d'évaluation des effets/de l'impact présentée a-t-elle été pensée ?

Quelle est la problématique sociale sur laquelle votre organisation travaille ?

Quels sont la mission sociale du projet évalué, les enjeux identifiés et les activités mises en place pour y répondre ?

Aviez-vous identifié les changements attendus ?

Qu'est ce qui devait changer et comment ?

Comment l'aviez-vous fait (ex. : en impliquant les parties prenantes) ?

Aviez-vous envisagé comment le mesurer ? Et où trouver l'information ?

2. Quelles ont été les parties prenantes de l'action ?

Les parties prenantes *impactées* : celles sur lesquelles vous souhaitiez étudier l'impact de vos actions.

Les parties prenantes *impliquées* : celles que vous souhaitiez impliquer dans le projet de mesure

d'impact. En fonction de quels critères les avez-vous choisies ?

3. Pour quelles raisons avez-vous entrepris cette démarche d'évaluation de cette action ?

Quelles étaient les motivations ? Qu'en attendiez-vous ?

À qui principalement était destinée cette démarche d'évaluation des effets/de l'impact ?

Que cherchiez-vous à améliorer lors de cette nouvelle démarche d'évaluation ?

De quelles ressources disposiez-vous ?

b. Collecte de données - Description de la démarche

Quelle démarche a été mise en œuvre pour mener à bien l'évaluation ?

Quelles méthodes et quels dispositifs pour la collecte des données et l'analyse ?

Qu'est-ce qui explique ces choix ?



c. Phase d'analyse

Qu'avez-vous appris de cette démarche d'évaluation ?

Sur le changement sociétal visé, sur les parties prenantes, sur l'accompagnement des réseaux et actions d'Ecsi, sur les apports méthodologiques.

1. Les résultats obtenus

Qu'avez-vous appris des effets obtenus par rapport, notamment, à ceux attendus et inattendus ?

2. Points forts / faibles

3. Les leçons tirées

En quoi cette démarche d'évaluation a-t-elle ou non transformé votre organisation et/ou l'action d'Ecsi ? Pourquoi ?

Que savez-vous maintenant que vous avez intégré ou allez intégrer à vos pratiques ?

4. Quels sont les cinq principaux conseils que vous donneriez à qui voudrait s'inspirer de cette expérience ?

Points d'attention et de vigilance à qui voudrait s'en inspirer dans un autre contexte.

Des outils à partager ?



7.3 DU CONCEPT À LA MISE À PRATIQUE : LES QUESTIONS À SE POSER POUR PRÉPARER L'ÉTUDE D'OBSERVATION OU DE MESURE DES EFFETS

Le questionnement

Le sens de l'étude d'impact

- Pourquoi entreprendre une telle étude ? Quels en sont les déclencheurs ?
- Quelles sont nos motivations ?
- Qu'est-ce que nous en attendons ?
- À quelle fin réalisons-nous une telle étude ?
- Quels sont les destinataires de l'étude ?
- À qui va-t-on communiquer les résultats ?
- Quelles ressources y consacrer (budget, RH) ?
- A-t-on les ressources humaines compétentes en interne ?
- Souhaite-t-on un regard externe ?
- A-t-on besoin d'un accompagnateur ?

Les parties prenantes

- Quelles sont les parties prenantes à impliquer dans la réalisation de l'étude ?
- À consulter au cours de l'étude (c'est-à-dire auprès de qui veut-on connaître l'effet des actions) ?
- Quelle implication dans le processus d'observation ?
- Quel rôle et de quel ordre ?
- En quoi et pourquoi est-il intéressant d'impliquer ces parties prenantes dans la démarche d'observation des effets ?

Le champ d'observation

- Quels sont les effets que nous voulons observer ?
- À quelle temporalité ? (court, moyen, long terme)
- Sur quelle base ?
- Par rapport à quel référentiel ?
- Quels indicateurs pour les mesurer ?
- Comment mettre de la cohérence entre les théories concernant nos orientations globales de changement, celles concernant nos actions pédagogiques et celles concernant l'évaluation ?

Le dispositif d'étude

- Comment observer les effets ?
- Comment collecter les données ?
- Qui fait quoi ? (Recueil, analyse notamment)
- Quel dispositif (les acteur-ric-e-s et leur rôle, la circulation de l'information...) ?

La redevabilité

- Comment rendre compte aux destinataires de l'étude ? (identifiés lors de la réflexion sur le sens)
- Sous quel format ?
- Comment communiquer sur le fait que l'on a créé du changement sans se surprendre mais en dépassant notre humilité « naturelle » ?



Les outils

Le sens de l'étude d'impact

- *Brainstorming*
- Grille de cadrage

Les parties prenantes

- Cartographie des parties prenantes du projet d'Ecsi : quels sont les acteur-ric-e-s concerné-e-s, leur rôle et leur périmètre d'action ?
- Se servir de l'identification des parties prenantes réalisée lors de la démarche d'observation des effets de l'action.

Le champ d'observation

- Référentiels de changements (idéalement établis en amont du projet).
- Théorie du changement sur laquelle le projet s'est appuyé (quels changements attendus ? comment et en quoi l'action participe-t-elle à ces changements ?).
- Définir la vision du changement sur laquelle nous pourrions adosser un dispositif de suivi-évaluation.

Le dispositif d'étude

- Cartographie du processus.

La redevabilité

- Rapport, vidéo, infographie...

Nos conseils

Le sens de l'étude d'impact

- Mobiliser largement les parties prenantes internes, dont la gouvernance de votre organisation, pour s'assurer que l'étude sera utile et portée en interne.

Les parties prenantes

- Impliquer les parties prenantes de l'étude dans la suite de la réflexion.

Le champ d'observation

- Connaître les changements attendus permet d'identifier ceux qui ne l'étaient pas.
- Un indicateur unique n'existe pas. Choisir une combinaison d'indicateurs qui se croisent. Attention à ne pas les démultiplier et à ce qu'ils soient faciles à renseigner et à analyser.

Le dispositif d'étude

- Coconstruire avec les parties prenantes pour s'assurer de leur implication et de la faisabilité.
- Un dispositif « simple » a plus de chance d'être efficace.

La redevabilité

- Adapter la forme de la restitution aux destinataires : un rapport narratif n'intéressera pas les publics, tandis qu'une vidéo peut être trop succincte pour un bailleur.



7.4 NOTE DES ILLUSTRATRICES

La complexité de cette réalisation à été avant tout de saisir les enjeux de cette publication, d'en appréhender les concepts, d'en comprendre le jargon. Nos échanges avec Mr Olavarria Tapia nous ont permis de faire fructifier ce travail.

À travers nos illustrations, nous cherchons à faire une synthèse visuelle des contenus qu'elles accompagnent. On dit souvent qu'« une image vaut mille mots ». Il faut donc chercher laquelle.

Trouver les métaphores justes pour qu'elles soient pertinentes aux yeux du lecteur, de la lectrice et des rédactrices et rédacteurs est un enjeu majeur.

Nos parcours respectifs entre image animée et médiation visuelle nous amènent naturellement à raconter des histoires, à tisser un fil entre les pages.

Au départ, nous cherchons un thème général qui permettra de développer les idées principales et de leur faire prendre corps dans un contexte. Ici, l'observation, l'analyse, l'action... nous ont amenées à proposer le thème de la nature via son corollaire humain, l'agriculture.

Une des spécificités du F3E est celle de la diversité. Celles de ses acteurs comme celles des publics qu'il accompagne. L'agriculture de par le monde est pleine de cette diversité de pratiques.

Semer, germer, cultiver, prendre soin, ces terminologies font écho au travail réalisé par la communauté de pratique.

Chaque chapitre est ainsi teinté de cette transposition métaphorique.

Nous vous en proposons une lecture entre les lignes.



CHAPITRE 1

La CP, une phase d'un processus de long terme

La jeune professeure dans son lycée urbain. La retraitée militante dans son association de quartier d'une ville de montagne. Le maire engagé d'une commune rurale... Et leurs expériences associées. Une milpa pour un jardin partagé, une jardinière « solidaire » pour un balcon particulier, un verger collectif.

CHAPITRE 2

Des organisations différentes, un contexte particulier

La crise covid, prise de recul : ici nous l'illustrons par une catastrophe naturelle. La sécheresse permet de se réinventer. Dans ce contexte extrême, nous dégageons différents positionnements ou réactions possibles : -les analystes qui décryptent la situation en regard des expériences passées dans le but de trouver des solutions à long terme (groupe au pied de l'arbre)

-les vigies qui observent et permettent la prise de recul en assurant la sécurité du groupe. (personnages dans les arbres)

- le groupe actif qui met en place des solutions palliatives immédiates (groupe qui récolte l'eau)

CHAPITRE 3

La notion de qualité, dénominateur commun de la CP

Dans notre transposition, on tente de comprendre les pratiques de chacun puis on évalue en vue de proposer un référentiel. On pèse les fruits grâce à la balance, on mesure la croissance des plantes grâce au mètre et on s'organise grâce aux prévisions météo. Les insectes pollinisateurs viennent aussi mettre leur grain de sel, ils symbolisent l'imprévisible



et les facteurs extérieurs. Ils annoncent aussi la santé grandissante de ces écosystèmes en devenir.

CHAPITRE 4

Les marges d'amélioration collectives

Le partage d'expérience permet l'évolution des pratiques. Après cette mise en commun, il est temps d'ajuster chaque expérimentation : ici par une technique d'association de culture type « milpa » adaptées aux différents contextes.

La milpa est une technique traditionnelle de culture associant le maïs, la courge et le haricot, dans une interaction bénéfique. Le maïs servant de tuteur au haricot qui génère de l'azote et la courge grâce à ses larges feuilles conserve l'humidité du sol.

Dans cette jardinière nous avons ajouté des petits pois qui grimpent sur les tournesols déjà présents. Ensemble au sein de l'association, on tente d'en percevoir les effets, d'approfondir le sens de l'action.

CHAPITRE 5

Conclusion

La mise en commun des pratiques et les retours d'expériences de chacun permettent de mieux comprendre les actions menées. Ici, on partage les « fruits » du travail accompli, ce dont nous pouvons tirer des enseignements. Les 3 personnages travaillent main dans la main et approfondissent leurs expériences grâce à un animateur, qui donne les clés d'une mise en perspective pour l'avenir.

CHAPITRE 6

Des expériences inspirantes

Les différents personnages viennent observer au plus près les expériences de chacun, mises en commun dans une milpa géante. Ils prennent des notes, échangent sur leurs perceptions. L'idée étant de se mettre en cohérence sans se formater par le croisement de pratiques.

Pour conclure...

Cette collaboration avec F3E pour la publication du rapport « Évaluation de l'impact de l'Ecsi » a été pour nous une révélation quant à l'intérêt de se réunir en communautés de pratiques.

En tant qu'associées d'une coopérative d'activités et d'entrepreneurs, où nous avons la chance d'expérimenter nombre de thématiques collectives, notre parcours est marqué par une quantité d'échecs et de réussites, d'embûches et de découvertes.

Aussi faisons nous le vœu d'avoir un jour la chance de partager nos expériences à la lumière d'une communauté de pratiques.

Marie Aubry & Elodie Rivalan

La Comète (illustrations et maquette)





Ce document est mis à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International](#).

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer ce document au public. Néanmoins, vous devez respecter les conditions suivantes : vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur ou autrice de l'œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils ou elles vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'œuvre) ; vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales ; vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter ce document. Le texte intégral du contrat est disponible à l'adresse suivante :

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Comment apprécier les changements produits par les actions en matière d'évolution des représentations, savoirs, savoir-être et savoir-faire pour en tirer des enseignements et les valoriser ?

Comment faire que les organisations se saisissent de l'évaluation des effets/de l'impact pour améliorer les animations, dans la forme et dans le fond, les actions et les dispositifs ?

Comment donner du sens à ces démarches pour mieux mobiliser les parties prenantes et rendre les informations compréhensibles en interne et en externe ?

Une vingtaine d'organisations françaises travaillant sur l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale ont échangé autour de ces questions dans le cadre de la communauté de pratiques sur les effets et l'impact de l'Ecsi.

Afin de continuer cet échange, le F3E met à disposition des acteurs et actrices de l'Ecsi cette publication collective dont la finalité est de vous donner des pistes si vous vous lancez dans la mesure des effets et des changements produits ou si vous cherchez simplement à améliorer l'impact de votre action.



17, rue de Châteaudun
75009 Paris, France
T : 33 (0) 1 44 83 03 55
M : f3e@f3e.asso.fr
f3e.asso.fr

AVEC LE SOUTIEN DE

